

SELECTION D'UN QUARTIER
POUR L'OPERATION PILOTE
ETUDE DU MILIEU

C. WOLFROM NIGG
Consultante UNICEF

Juin 1993

IBO
Bureau de l'Organisation
Internationale pour les
Migrations
100, rue de la Paix
75001 Paris Cedex 01
Tél. 01 47 78 11 00
Fax 01 47 78 11 01

SOMMAIRE

I. Présentation du projet et de l'équipe.....	1
1. Cadre du projet	1
2. Objectifs du projet pilote	1
3. Déroulement du projet	1
4. Equipe du projet.....	1
5. Présentation du rapport	3
II. Sélection du secteur retenu pour le projet pilote.....	4
1. Les critères	4
2. Les données	4
2.1 Représentativité	4
2.2 Visibilité.....	5
2.3 Faisabilité.....	5
3. Collecte des données	5
4. Résultats	6
III. Déroulement du projet.....	10
1. Planning	10
2. Ouverture d' un local	10
3. Introduction du projet et connaissance du milieu	10
3.1 Enquêtes auprès des ménages.....	11
3.2 Entretiens dans la rue	12
3.3 Réunions avec la population	12
3.4 Activités de sensibilisation et mobilisation	13
3.5 Activités récréatives	13
3.6 Enquêtes auprès des équipements.....	14
3.7 Recensement des caniveaux.....	14
3.8 Recensement des activités et des équipements	14
3.9 Recensement des groupes et personnes ressources.....	14
3.10 Investigations complémentaires	15
IV. Etude du milieu.....	16
1. Situation du secteur.....	16
2. Origines du secteur.....	16
3. Physionomie actuelle.....	17
3.1 Typologie de l'habitat	17
3.2 Population.....	18
3.3 Caractéristiques de la population enquêtée	18
3.3.1 Taille des ménages	19
3.3.2 Activités	19
3.3.3 Niveau de vie.....	20
4. Services et équipements collectifs.....	21
4.1 Alimentation en eau.....	21
4.2 Infrastructures de collecte des eaux pluviales.....	22
4.3 Latrine publique	23
4.4 Collecte des ordures ménagères.....	24
4.5 Equipements sociaux.....	24
5. Activités.....	25
6. Situation sur le plan de l'assainissement	26
6.1 Observations et données des enquêtes	26
6.2 Equipements sanitaires des ménages.....	27
6.2.1 Latrines	27
6.2.2 Puisards	27

6.3	Situation sanitaire des équipements	27
6.4	Situation vécue par les gens.....	28
6.4.1	Hétérogénéité des situations vécues par les habitants.....	28
6.4.2	Préoccupations de la population.....	29
6.4.3	Problèmes d'assainissement évoqués.....	30
6.4.4	Pratiques d'assainissement et relations de voisinage	31
7.	Réactions et expériences participatives	31
7.1	Actions collectives	31
7.2	Réactions individuelles face à la situation.....	32
8.	Fonctionnement social du secteur	32
8.1	Associations et réseaux d'entraide.....	32
8.1.1	Associations.....	32
8.1.2	Réseaux d'entraide	33
8.2	Relations de voisinage.....	33
8.3	Recensement des personnes influentes.....	33
8.4	Institutions actuelles au niveau du secteur	34
9.	Motivation et dynamisme collectif	36
9.1	Réactions au projet	36
9.2	Volonté contributive	37
9.3	Motivation	37
9.4	Dynamisme collectif.....	38
V.	Propositions	39
1.	Propositions faites par la population	39
2.	Structure de projet	39
2.1	Nécessité d'une structure de projet	39
2.2	Intégration de la structure dans le milieu.....	39
2.3	Impact de certaines nouvelles dispositions.....	40
VI	Conclusions.....	41
1.	Difficultés externes au milieu.....	41
2.	Mobilisation de la population.....	42
2.1	Difficultés	42
2.2	Atouts.....	42
2.3	Conclusion.....	42
VII	Programme et perspectives.....	44

- Annexe 1: Résultats des enquêtes
Annexe 2: Catalogue des réponses
Annexe 3: Répertoire des textes juridiques rassemblés
Annexe 4: Personnes rencontrés

I. Présentation du projet et de l'équipe

1. Cadre du projet

Le projet pilote de participation communautaire à l'assainissement s'inscrit dans le cadre de la préparation du 3^o Projet de Développement Urbain financé par un prêt de la Banque Mondiale au Burkina Faso et qui s'intitule Projet d'Amélioration des Conditions de Vie Urbaine (P.A.C.V.U.) La composante Environnement et Assainissement constitue l'essentiel de ce projet. Cette composante recouvre les thèmes d'études suivants:

- Collecte, transport et élimination des déchets solides ménagers,
- Drainage des eaux pluviales,
- Evacuation et traitement des déchets industriels et toxiques,
- Organisation institutionnelle,
- Participation communautaire.

2. Objectifs du projet pilote

Le projet pilote couvre l'ensemble des composantes de l'assainissement urbain relatif aux activités des ménages c'est à dire élimination des eaux usées et des excréta, évacuation des ordures ménagères, auxquelles il faut ajouter le drainage des eaux pluviales dans les zones d'habitat.

Ce projet doit permettre de déterminer le rôle des communautés d'habitants pour l'assainissement effectif des quartiers dans lesquels ils vivent. Il s'agit donc dans un premier temps d'analyser la capacité et la motivation des habitants et par la suite de tester leur capacité d'agir et de contribuer durablement pour le maintien d'un environnement de quartier sain.

La méthode adoptée pour cette étude est de choisir un secteur de la ville de Ouagadougou comme terrain d'analyse et d'expérimentation. Moyennant la prise en compte de certains critères de base pour cette sélection, l'extension des solutions mises en oeuvre dans le cadre du projet pilote à toute la ville et leur intégration dans un cadre institutionnel valable pour toute la ville constituent les objectifs finaux de ce projet.

3. Déroulement du projet

Le projet pilote a démarré le 1 Février 1993. La phase préalable d'étude des conditions de réalisation physique des ouvrages et des mesures d'amélioration de la situation de l'assainissement doit s'achever le 15 Juillet 1993 et déboucher sur l'élaboration de fiches de projet préparées avec les habitants du quartier et correspondant aux actions d'amélioration à mener prioritairement. Les quatre premiers mois écoulés ont été affectés aux tâches suivantes:

- Février: sélection du secteur où mener le projet pilote.
- Mars: Sélection et formation des animatrices. Démarrage de l'étude du milieu, prise de contact dans le secteur.
- Avril/ Mai Introduction du projet dans le milieu et lancement des études et des activités

4. Equipe du projet

La composition de l'équipe du projet a été variable: au cours des deux premiers mois j'ai travaillé avec l'appui pour la collecte de données de Mme J. Barro du CREPA. En Avril et Mai l'équipe a été élargie avec le recrutement de trois animatrices (Mmes V. Bakyono, A. Kere et R. Zagre) et l'intervention de Mr Yago de l'UNICEF.

Trois animatrices ont été recrutées à temps plein. Compte tenu des candidatures reçues on a été amené à sélectionner des animatrices qui ont une expérience d'animation dans des projets assez différents de celui-ci mais qui apportent au projet leurs compétences particulières. Deux (V. Bakyono et A. Kere) sont en effet linguistes de niveau D.E.A. et apportent, en particulier, un soutien précieux en matière de discussion des termes à employer en mooré et pour la transcription en français des paroles des habitants, la troisième (R. Zagré) dispose d'une intéressante expérience en animation, notamment auprès des enfants, et en matière de réalisation théâtrale. Au cours des deux premiers mois d'activités sur le terrain, elles ont assuré l'essentiel de la collecte des données sur le milieu grâce à leurs observations des conditions de vie et d'assainissement dans les quartiers, à travers des enquêtes, des entretiens informels avec les habitants du secteur et lors des réunions d'information avec la population.

Monsieur R. Rigobert travaille à l'UNICEF depuis de nombreuses années sur des projets de développement communautaire. Parmi ces diverses expériences il apporte au projet ses qualités de formateur et d'animateur rompu à l'appui aux communautés de base pour la constitution de comités de gestion de points d'eau. Il est intervenu à temps partiel sur le projet principalement pour la formation des animatrices et pour renforcer l'équipe pour la préparation et l'animation des réunions avec les habitants. En outre il s'est attaché au recensement des personnalités influentes, des associations et autres groupements de population.

Madame J. Barro, responsable de l'antenne nationale du CREPA est également associée à temps partiel à l'équipe. Ingénieur sanitaire de formation elle apporte son expérience de l'assainissement des quartiers de Ouagadougou et la réflexion et recherche menées dans le cadre du CREPA Régional en matière de solutions appropriées aux réalités locales. Son appartenance au Ministère de l'Eau et sa connaissance des différents services intervenant dans le domaine de l'assainissement a facilité la recherche documentaire et la collaboration avec ceux-ci. Elle a en outre assuré les enquêtes techniques auprès des établissements publics du secteur et a effectué le recensement exhaustif des caniveaux et collecteurs d'eaux pluviales du secteur.

Moi même, Mme C. Wolfrom Nigg, ingénieur de formation, particulièrement orientée sur les projets d'infrastructures menés avec un souci de concertation et de participation de la population, j'ai coordonné, dans le cadre d'un contrat de consultante à temps partiel, les travaux de cette équipe sympathique et riche. En outre je me suis attachée plus spécialement à l'analyse du fonctionnement de l'assainissement et des actions menées sur le terrain et dispositions prises pour remédier aux problèmes à partir d'observations et d'enquêtes auprès des collectivités locales, des services administratifs, sociaux et techniques et des opérateurs et organismes concernés à l'échelle de la ville.

Fin Avril l'équipe a pu disposer du renfort de Madame J. Durany, sociologue disposant d'une très large expérience de ce type de projet en matière d'eau potable comme d'assainissement dans divers pays d'Afrique. Sa mission de deux semaines, a été principalement consacrée à l'appui de l'équipe en matière de collecte des données du milieu et d'animation des réunions avec la population.

A partir de fin Mai elle a pris le relais pour coordonner l'équipe et les actions sur le terrain.

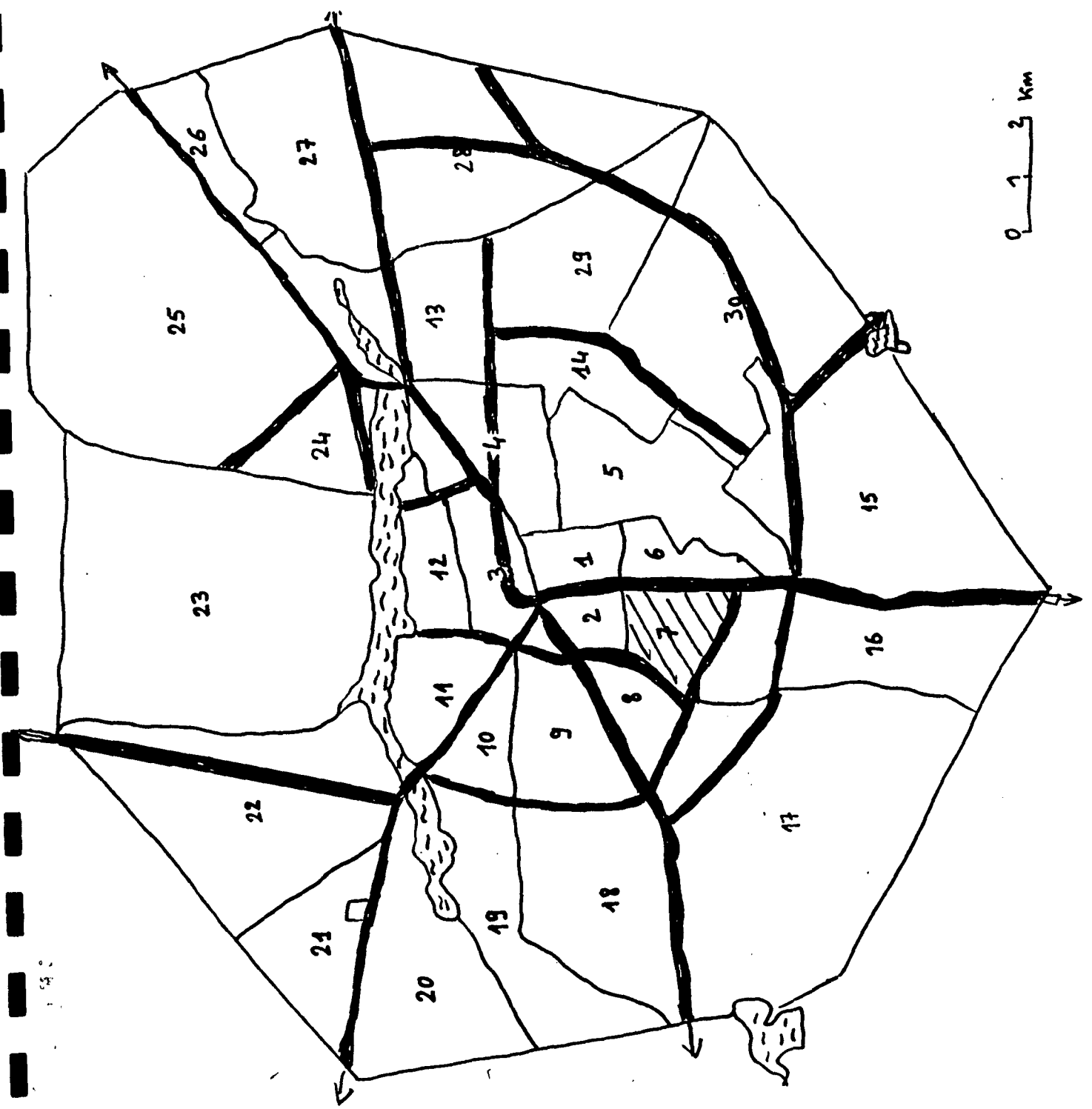
5. Présentation du rapport

Ce rapport présente les investigations préalables qui ont été faites pour sélectionner le secteur retenu pour le projet pilote et un premier bilan de l'étude du milieu qui a été faite au cours des deux premiers mois du projet sur le terrain.

Ce rapport a manqué de temps et une partie des données collectées n'ont pu être traitées ; certaines analyses faites n'ont pas pu être menées à fond et ne sont pas présentées .

Il reste notamment toute une réflexion sur les conditions de mise en oeuvre de la participation communautaire à restituer.

Dans la mesure où j'ai choisi de ne pas poursuivre ce projet par manque de garanties du respect de ces conditions, j'aurais d'autant plus aimé pouvoir exposer mon point de vue sur ce point. Mais compte tenu des limites de temps, j'ai pensé plus utile pour l'équipe de disposer d'une synthèse du travail qu'elle a mené . C'est là aussi une meilleure façon d'en remercier les membres pour la qualité et le sérieux du travail fait.



Ouagadougou
 Découpage en secteurs

II. Sélection du secteur retenu pour le projet pilote

Le secteur 7 a été retenu pour le projet pilote sur la base des investigations faites au cours du mois de Février, au cours d'une réunion rassemblant les partenaires du projet et en particulier les responsables des cinq communes qui composent Ouagadougou, de la Division Economique et un représentant des services de l'Action Sociale.

1. Les critères

La démarche adoptée pour la sélection d'un secteur parmi les trente que compte la ville de Ouagadougou a consisté à une étude comparative de l'ensemble de ces secteurs, basée sur trois critères pertinents du point de vue des objectifs du projet :

- la représentativité du secteur: choisir un secteur assez représentatif pour que les enseignements de l'opération pilote servent pour la reproduction des procédures d'actions dans les autres secteurs sans aménagement spécifique majeur en général,
- la visibilité de l'opération: l'opération sera d'autant plus facilement étendue aux autres secteurs qu'elle sera connue et comprise,
- la faisabilité: il est évidemment souhaitable que l'opération réussisse, mais l'objectif de reproduction étant aussi essentiel on ne peut pas toutefois choisir un secteur dont les atouts seraient si forts qu'ils risqueraient d'être exceptionnels et donc non représentatifs sur l'ensemble de la ville.

2. Les données

Plusieurs types de données ont été considérés pour apprécier le comportement des différents secteurs face à ces critères et les comparer.

2.1 Représentativité

Celle-ci a été basée sur des données socio-économiques classiques pour caractériser la physionomie des quartiers d'habitat:

- poids de population, densité de l'habitat, taille des ménages et des concessions,
- tranches d'âge,
- niveaux d'instruction,
- type d'habitat,
- population active et chômage

En outre d'autres aspects ayant un intérêt spécifique pour ce projet ont été pris en compte tel que :

- la situation du point de vue de l'assainissement,
- les particularités susceptibles d'impact sur le fonctionnement social des quartiers telles que le poids des groupes religieux, l'ancienneté des quartiers, les personnalités influentes etc...

2.2 Visibilité

Elle est à la fois géographique, un secteur central et commerçant est à ce titre d'emblée plus exposé aux regards qu'un secteur très périphérique, mais aussi d'autres aspects peuvent être pris en compte, et doivent l'être pour ne pas écarter d'office les secteurs périphériques du point de vue de ce critère, tels que:

- la présence de projets, d'ONG ou d'associations d'envergure qui peuvent constituer des vecteurs publicitaires importants,
- des expériences déjà menées et qui ont eu un certain retentissement...

2.3 Faisabilité

La faisabilité a été appréciée a priori en identifiant des atouts et des contraintes potentiels. Les atouts considérés ont été:

- le dynamisme local (expériences, actions, personnalités, activités économiques...)
- les associations existantes, coopératives,
- les éléments de rassemblement et de cohésion,
- les efforts de propreté du quartier,

Au nombre des contraintes on a inscrit a priori:

- l'existence d'une forte proportion de population récente, passagère, peu disponible ou peu impliquée (quartier dortoir, forte proportion d'étrangers de passage, locataires...)
- l'existence de gros problèmes d'alimentation en eau potable qui risque de mettre les problèmes d'assainissement en arrière plan,
- la séparation du secteur entre plusieurs bassins versants,
- la nature du sous-sol plus ou moins propice à un assainissement individuel,

Les éléments d'appréciation du degré de faisabilité sont intervenus également dans l'analyse de la représentativité pour autant qu'on ait pu rassembler les éléments sur l'ensemble des secteurs.

3. Collecte des données

Les données nécessaires à l'étude des secteurs selon ces classifications ont été collectées de plusieurs manières:

- la plupart des données socio-économiques proviennent du recensement démographique national effectué par INSD en 1985,
- d'autres données plus récentes mais partielles sont issues d'enquêtes menées par différents organismes et personnes:
 - enquête INSD sur 84 concessions dans les secteurs: 6, 10, 14, 17, 23 et 30,
 - enquête sur les besoins de développement prioritaires à Tanghin (secteur 23) menée en 1991 par une équipe de l'IRSSH CNRST,
 - enquête comparative à Oualyalgue et Bendogo (secteur 27) par Mr. Ouedraogo de l'IRSSH CNRST,
 - enquête de Mr. B. Bazie sur la situation sanitaire du secteur 5 en 1990
 - enquête ordures ménagères menée par le CREPA dans le secteur 10,
 - données statistiques sur les secteurs 2 et 16 élaborées par le PSAO,

- en ce qui concerne la situation de l' assainissement une tournée a été effectuée dans chacun des trente secteurs de la ville pour repérer les principaux problèmes directement visibles tels que ceux relatif à l'évacuation des ordures ménagères, la présence ou non de caniveaux, la présence de puisards à l'extérieur des concessions et leur niveau de remplissage , l'évacuation d'eaux usées sur les rues...
- l'analyse de l'occupation actuelle du sol et de son évolution récente et l'appréciation des densités ont été faites à partir des photos aériennes de 1988 de l' IGB, comparées avec la situation en 1983 présentée à travers les cartes du SDAU . Elles ont aussi été complétées lors des tournées sur le terrain en repérant les variations significatives de densité et en particulier les zones peu denses ou très peu denses,
- en outre des rencontres avec les responsables des cinq communes et des services de l'Action Sociale ont permis de compléter ces données en ce qui concerne la situation des quartiers sur le plan de l'assainissement, l'urbanisation ou les expériences participatives....

4. Résultats

Les résultats de ces investigations ont été synthétisés au cours de la réunion du 9 Mars 1993 précédemment mentionnée. Ils ont été présentés sous forme de cartes (présentant les densités de population, les zones mal desservies en eau, les zones de percolation, les limites de bassins versants.....) qu'il n'a malheureusement pas été possible de présenter dans ce rapport et sous forme d'exposés.

Il s'est avéré en fait, comme le laissait d'ailleurs supposer le processus de développement de la ville que la grande distinction (selon les données de 1985 qui sont malheureusement les seules disponibles actuellement) s'opère entre les quartiers périphériques (secteurs 13 à 30) d'une part et les quartiers centraux d'autre part en ce qui concerne la plupart des données:

- tandis que la moyenne des personnes par ménages s'établissait en 85 à 5,5 sur l'ensemble de la ville, en périphérie la taille des ménages était plus faible dans 9 secteurs et moyenne dans les autres,
- le nombre de personnes par concession est lui systématiquement plus faible à la périphérie sauf dans le secteur 13,
- la population des quartiers périphériques est généralement plus jeune que la moyenne sur la ville (secteurs 17,19,21,22,29) ou plus hétérogène par infléchissement de la tranche d'âge des 20-50 ans (secteurs 20,23,24,25),
- le niveau d'instruction du chef de ménage résidant dans les quartiers périphériques est en moyenne plus faible que dans les quartiers traditionnels du centre, les seules exceptions nettes étant le secteur 13 (dont une bonne partie est de l'habitat de haut standing) et le secteur 29, périphérique mais relativement ancien,
- le chômage frappait semble-t-il beaucoup moins les zones périphériques en 85, ce qui est en partie dû à une proportion non négligeable de cultivateurs dans ces zones. Seul les secteurs 13 et 27 apparaissent au contraire plus touchés par le chômage,
- les quartiers périphériques sont dans l'ensemble , hormis quelques noyaux anciens, moins denses que les quartiers centraux. Certains secteurs parmi les plus excentrés, recouvrent même des zones très peu denses, presque vides, parsemées de constructions en cours et inachevées,

- sur le plan de l'assainissement la distinction s'opère aussi entre les secteurs périphériques où il n'y a pratiquement aucun caniveau et les quartiers autour du centre un peu mieux fournis. Ceci amène à distinguer les secteurs périphériques qui paraissent moins sales, mais qui connaissent aux dires des responsables des problèmes aigus en saison des pluies et les quartiers les plus centraux dont les caniveaux constituent autant de poubelles à ciel ouvert où se mélangent eaux usées, ordures et rejets de tout genre,
- enfin on peut encore ajouter que l'activité commerciale est principalement concentrée dans les secteurs centraux (1,2,3,5,6 principalement) et sur les grands axes venant du centre. De ce fait certaines parties des secteurs périphériques paraissent presque déserts la journée.

Les données complémentaires suivantes ont été cartographiées pour la présentation de ce travail :

- densité de population telle qu'on a tenté de les établir à partir des observations et recoupements,
- zones connaissant des problèmes d'alimentation en eau dûs à la distance domicile- point d'eau établie à partir du positionnement de tous les points d'eau,
- les limites de bassins versants telles qu'elles apparaissent dans le SDAU,
- les différentes zones selon le degré de percolation établies dans le cadre des études du PSAO,

Les autres données prises en compte pour cette sélection, n'ont pu être systématiquement appréciées pour tous les secteurs. Elles proviennent principalement des informations reçues lors des entretiens et des enquêtes dans certains secteurs :

- secteurs où la proportion de propriétaires serait plus faible qu'ailleurs (moyenne de l'ordre de 75% selon ce qui couramment indiqué) : 3,5,6, 10, 13,14, 17,21,22,28,30
- secteurs où certaines associations ou ONG interviennent: 2,5, 8,27 (journées de salubrité organisées par ANGDB), 4 (ATD Quart Monde),12 (plusieurs associations d'aide à l'enfance),10,19 (projet ordures ménagères du CREPA), 15,16,(AVPA Association des Volontaires pour l'Assainissement), 2,16 (projet de construction de latrines et de puisards dans le cadre du PSAO) , 23 (projet d'appui aux initiatives locales de l' AFVP)...
- pour ce qui concerne la situation sur le plan de l'assainissement on peut dire qu'en dehors de la distinction qui a pu être faite entre les secteurs périphériques et les secteurs centraux du point de vue des eaux pluviales, quelques quartiers paraissent connaître des situations particulièrement critiques à savoir les secteurs 3, 5,6, 12 ; dans les secteurs 10, 12, 19,20 on a observé une proportion importante de puisards débordant tandis que par exemple dans les secteurs 11 ou 21 on a remarqué peu de puisards (soit qu'il y en ait moins soit qu'ils ne débordent pas),
- les secteurs qui ont été signalés comme connaissant de graves problèmes d'eau sont les secteurs: 8,9, 15, 16,17,18, 21, et 22.
- secteurs où il existe une part notable de constructions de haut standing (d'après les études du PSAO): 1,2,4,8,13.

Si l'on rassemble les données éparses collectées sur les différents secteurs on peut établir les particularités suivantes:

- (1) cathédrale/ forte proportion de catholiques, d'étrangers/ beaucoup de fonctionnaires/zone commerciale centrale
- (2) quartier du Mogho Naba très traditionnel / faible proportion de la population en âge d'être active/ projet pilote du PSAO /GREAA
- (3) beaucoup d'étrangers/ de célibataires/ zone très commerçante/ catholiques et musulmans/ assainissement particulièrement défectueux

- (4)habitat mixte/ zone administrative/ musulmans
- (5)beaucoup d'étrangers/ de commerçants/ zone très commerçante/ immeubles collectifs/ bon standing cotoyant du bas standing/ assainissement particulièrement défectueux/ particulièrement dense
- (6)proportion importante de grands ménages et de grandes parcelles/ faible proportion de propriétaires
- (7)habitat mixte/ quartier traditionnel/ présence d'habitat de bon standing
- (8) problèmes d'eau/ habitat mixte
- (9)problèmes d'eau
- (10)projet CREPA/ communauté peuhls/ forte proportion de propriétaires, de sans emploi et de jeunes/beaucoup de puisards bouchés/ peu de ménages raccordés au réseau eau potable
- (11) moyennement dense/ assez homogène/ beaucoup de fonctionnaires retraités/ ruelles étroites/ inondations en 91
- (12) grande parcelles/ petites ruelles/ problèmes d'évacuation des eaux pluviales/ situation assainissement critique/ communauté touareg au Nord/ inondations en 91
- (13) habitat mixte/ haut standing en proportion importante
- (14) lotissement "1200 logements" sur une grande partie
- (15)déguerpis du centre/ moyen standing/ moyennement dense/AVPA
- (16)problèmes d'eau dès le mois de Février/ AVPA/ projet PSAO-GREA
- (17)problèmes d'eau dès le mois de Février/ lotissement plus récent/ moins de propriétaires
- (18) Camp militaire/ problèmes d'eau dès le mois de Février
- (19)Ouest peu dense/ projet CREPA / puisards qui débordent
- (20)peu dense/ grands espaces vides/ maisons en construction/ puisards qui débordent
- (21)cité des déguerpis du centre /pas de réseau d'eau/ caniveaux en terre propres
- (22)pas de réseau d'eau/ moyennement dense
- (23)AFVP/ population agricole importante/ ancien village
- (24)population agricole importante
- (25)peu dense/ grands espaces vides/ maisons en construction
- (26) peu dense
- (28) déguerpis du secteur 14/ assez dense/ problèmes d'eau
- (29)anciennement loti/ dynamique
- (30)peu dense/ grands espaces vides/ maisons en construction

A partir des éléments recueillis au cours des diverses investigations, le choix du quartier s'est opéré en procédant par élimination. Un premier tri a été opéré en identifiant les secteurs ne remplissant pas ou difficilement l'un ou plusieurs des trois critères:

Quartiers centraux:

- secteurs 1,2 :très particuliers, marqués par des influences assez fortes sur le plan traditionnel et religieux. De ce point de vue ils pourraient constituer des terrains assez faciles pour le projet mais risquent d'être peu représentatifs,
- secteurs 3,5,6: quartiers denses, peu de propriétaires, proportion importante d'étrangers, population commerçante peu disponible dans la journée. Ce sont aussi des quartiers où la situation en matière d'assainissement est particulièrement critique. Ils apparaissent ainsi à la fois des quartiers difficiles pour réaliser un projet participatif, mais à l'inverse les besoins d'assainissement y sont cruciaux,
- secteurs 8: habitat mixte, problème d'eau rendant plus difficile la mobilisation pour un projet d'assainissement

- secteur 4: zone d'habitat mixte avec forte proportion d'habitat de haut standing et zone à caractère administratif. Le territoire sur lequel implanter le projet s'en trouve réduit et éparpillé,

Quartiers périphériques:

- secteur 13: forte proportion de l'habitat de haut standing réduisant l'étendue de la zone disponible pour le projet pilote,
- secteur 14: très particulier du fait de l'étendue de la zone lotie dans le cadre de l'opération des 1200 logements,
- secteur 15: forte proportion de fonctionnaires et d'habitat de moyen standing, gros problèmes d'eau rendant plus difficile la mobilisation pour un projet d'assainissement
- secteur 16 : opération du PSAO ayant déjà un fort impact,
- secteurs 17,18,21,22: gros problèmes d'eau,
- secteur 19: projet CREPA en cours d'élaboration,
- secteurs 25,26,27 : quartiers très excentrés et peu denses présentant une faible visibilité et de faisabilité plus difficile,
- secteur 30: très peu dense en périphérie, très excentré et gros problèmes d'eau.

En résumé on peut classer les secteurs de la manière suivante:

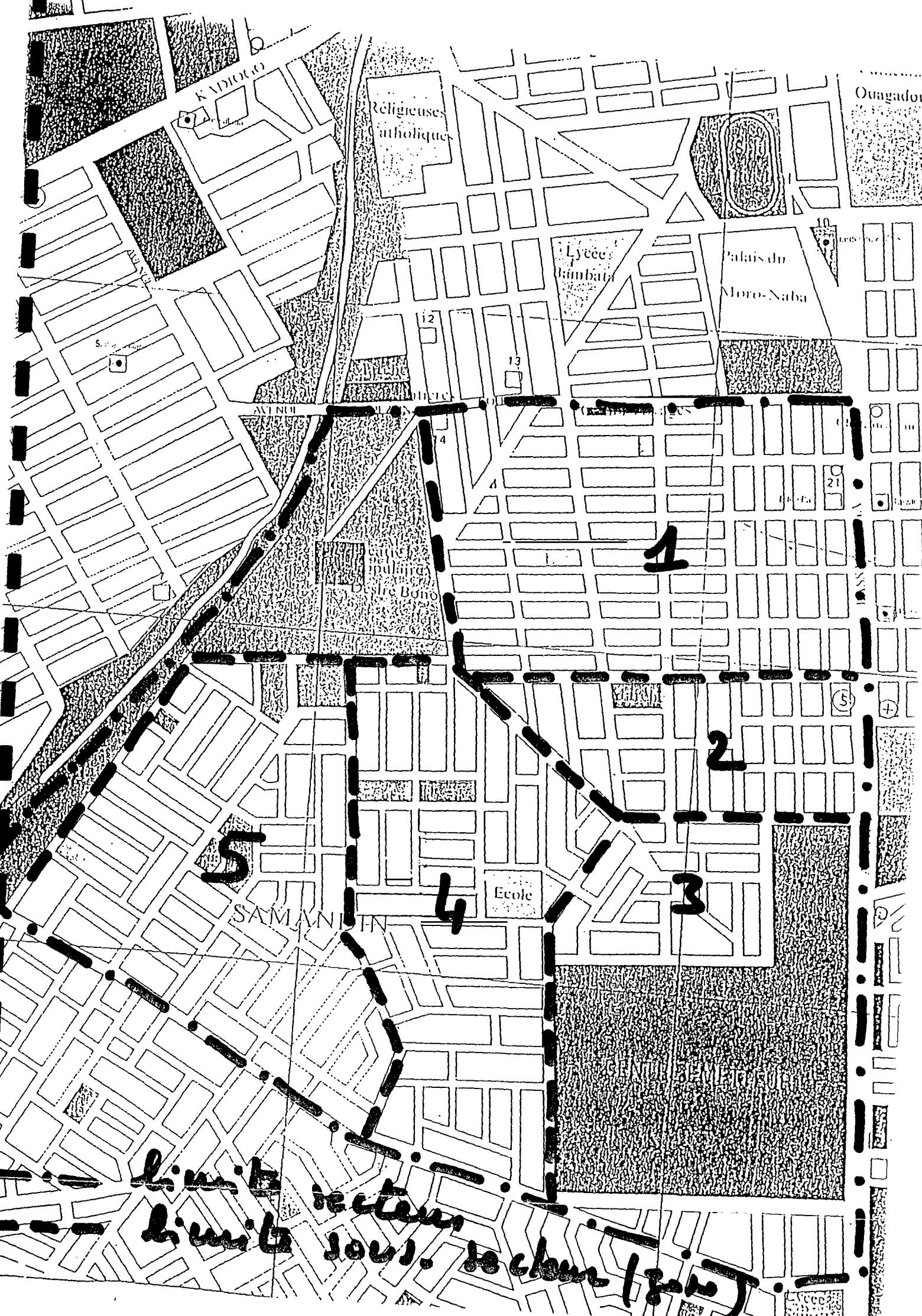
- secteurs de représentativité moins large:
 - du point de vue des caractéristiques socio-économiques:4,8,13,14,15,
 - du point de vue de la faisabilité du projet (faisabilité facilitée par les projets existants ou les influences fortes d'autorités civiles ou religieuses):1, 2,10,16
- secteurs moins visibles: 21,22,25,26,27,
- secteurs de faisabilité difficile:
 - du point de vue de la typologie des occupations et des habitants: 3,5,6,
 - compte tenu des problèmes d'eau:8,9, 15,16,17,18,21,22,23,28,30,

Lors de la réunion convoquée pour le choix du secteur pilote, un débat a eu lieu à partir de ces données. Il s'est avéré que la plupart des participants a été sensible aux secteurs les plus critiques et deux propositions principales ont alors été faites: la première consistait à choisir le secteur où la situation est la plus catastrophique du point de vue des rejets domestiques à savoir le secteur 5, la deuxième à sélectionner un secteur périphérique et un secteur central compte tenu des disparités importantes observées entre ces deux zones et de l'objectif de répliquabilité de l'opération.

La difficulté a priori d'un projet participatif dans le secteur 5, où la population est peu disponible vraisemblablement et où la situation révèle un certain désinvestissement des habitants des quartiers a alors été mise en avant . J'ai alors été invitée à présenter la liste des secteurs qui me paraissaient les plus favorables pour y mener le projet pilote, compte tenu des délais relativement courts envisagés et la nécessité de disposer d'éléments permettant d'étendre le projet dans ces grandes lignes à d'autres secteurs. Il s'agit des secteurs :

- centraux: 7,9,10,11,12
- périphériques : 19,20,23,24,29

Finalement à l'issue d'un ultime tri le choix s'est porté sur un secteur plus central, de bonne visibilité au moins sur le plan géographique, ne présentant aucune caractéristique très particulière d'emblée: le secteur 7. Il présente en outre l'avantage d'être à proximité des secteurs 5 et 6, souvent cités pour leur besoin d'assainissement, de sorte qu'on puisse espérer un effet d'entraînement plus rapide.



Ouagadougou

KADIKCO

Religieuses catholiques

Lycee Gimbata

Palais du Moro-Naba

12

13

AVENUE

D. Boro

1

2

5

4

Ecole

3

SAMAN

limite secteur
limite sous-secteur (zone)

de la zone (zone)

III. Déroulement du projet

1. Planning

Le projet sur le terrain s'est déroulé selon le planning suivant:

- Avril: Demarrage des activités dans le secteur. Ouverture d'un local du projet dans le secteur. Etude du milieu. Enquêtes dans les concessions, entretiens avec les habitants, réunions publiques avec la population. Investigations sur le fonctionnement des services concernés (alimentation en eau, évacuation des ordures ménagères, des excréta, des eaux usées et des eaux de pluie). Recensement des personnes et activités ressources pour ce projet (associations, collectivités locales, personnalités diverses, expériences participatives et pratiques associatives, étude des projets en cours.....)
- Mai: Enquêtes plus poussées portant sur les principaux problèmes évoqués au cours des premières enquêtes. Poursuite de l'identification des groupes et personnes ressources. Augmentation de l'audience du projet notamment auprès des hommes et des jeunes. Enquêtes sur les établissements publics et les activités dans le secteur

2. Ouverture d'un local

Un local, inauguré le 29 Avril 1993 en présence des personnalités du secteur (la commune n'a pu y assister), de plusieurs membres de l'UNICEF, du GREA, du Directeur de l'UTC et de nombreux invités, a été ouvert dès le début du mois d'Avril. Ce local est d'abord un lieu de rencontre et d'échanges de l'équipe avec la population. Il devrait devenir un lieu d'échanges sur le projet entre les habitants du quartier, et sera ainsi un outil essentiel de l'élaboration des solutions et de leur mise en oeuvre.

Des permanences sont assurées trois après midi par semaine (mercredi, jeudi et vendredi) et le samedi matin par les animatrices. En outre une permanence tenue le mardi après midi par Madame J. Barro du CREPA, est destinée aux personnes qui veulent des renseignements plus techniques en matière d'ouvrages d'assainissement.

Le local doté de deux pièces constitue le bureau principal des animatrices et abrite la plupart des réunions de l'équipe. Une grande cour à l'arrière permet de tenir des réunions avec divers groupes d'habitants, d'animer des séances d'information et sensibilisation et permet aussi le travail du groupe théâtre qui a été constitué.

3. Introduction du projet et connaissance du milieu

L'introduction du projet dans le milieu est pratiquement indissociable de l'étude du milieu et les deux progressent en même temps et respectivement. Une connaissance fine du milieu et une introduction sur de bonnes bases dès le départ sont indispensables à la mobilisation effective de la population et à la réussite d'un projet participatif. Cette phase a été conduite depuis le début du mois d'Avril de plusieurs façons:

- à travers des enquêtes auprès des ménages,
- par des entretiens non directifs dans la rue,
- par des enquêtes auprès des équipements publics tels que dispensaire et écoles,
- par des rencontres avec des groupes structurés,
- par des réunions avec les responsables et la population au niveau du secteur et des sous secteurs,
- par diverses investigations dans le secteur et au niveau de la ville, sur le terrain et à travers la documentation disponible, permettant principalement de situer le projet dans le contexte qu'il s'agisse du fonctionnement des quartiers, des expériences participatives ou de l'identification des personnes ressources, du fonctionnement du service d'assainissement ou des contraintes majeures

3.1 Enquêtes auprès des ménages

Trois types d'enquêtes ont été réalisés au cours des mois d'Avril et de Mai:

- une première série d'enquêtes ayant pour objectif d'apprécier la situation sur le plan sanitaire dans les concessions et d'appréhender les attitudes des habitants face au projet,
- une deuxième série intervenue à la suite des premières enquêtes et des réunions pour préciser plus particulièrement les problèmes d'évacuation des ordures ménagères et des eaux pluviales et les réactions des habitants en saison des pluies et commencer à établir un catalogue des propositions des personnes interrogées en matière de participation et d'organisation,
- un troisième type d'enquêtes destinées à évaluer la distance admissible entre le domicile et le bac, pour mieux comprendre la teneur de la demande fréquemment formulée de bacs pour y déposer les ordures ménagères.

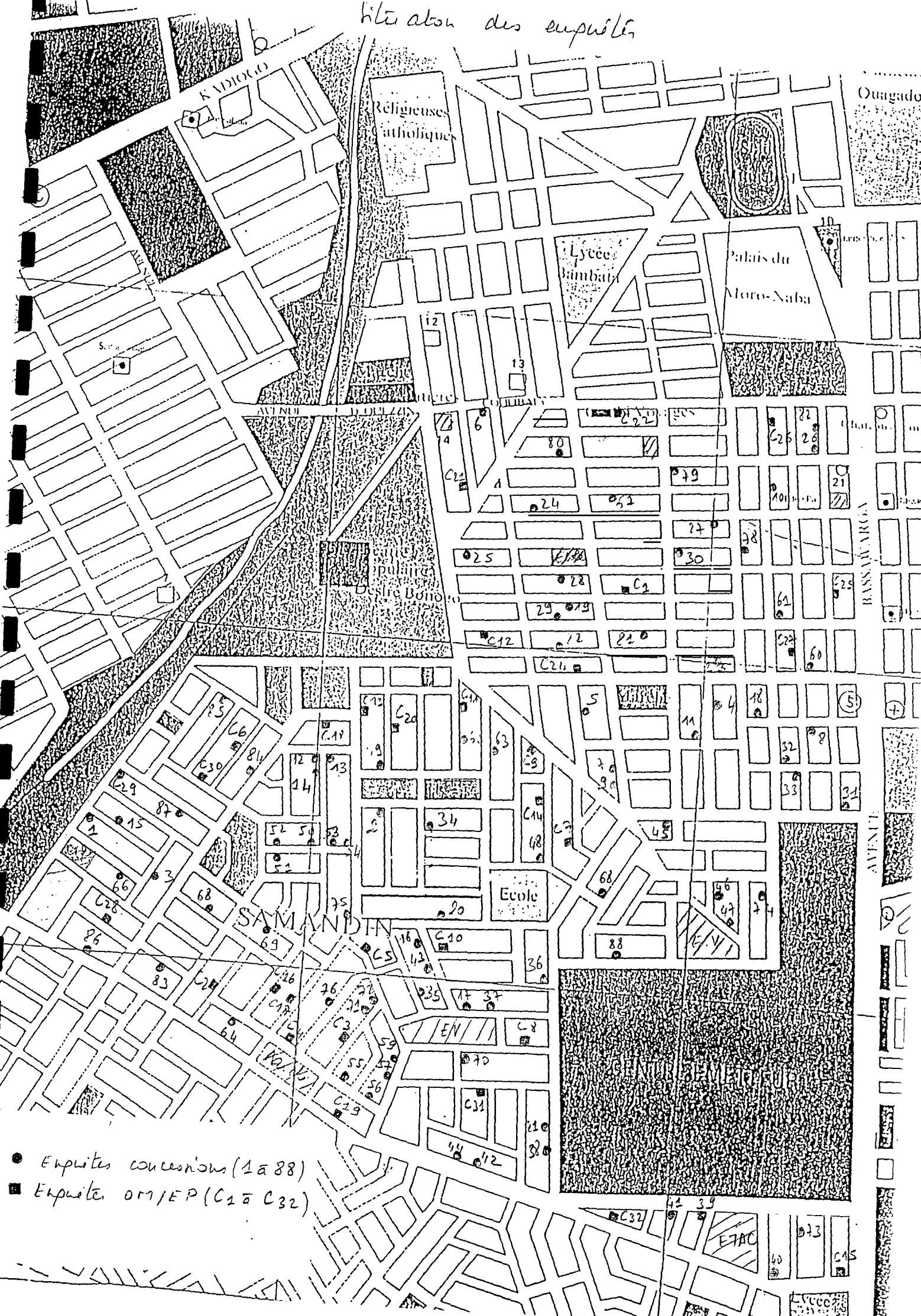
Un quatrième type d'enquête a été préparé pour apprécier le dynamisme à l'origine des rues qui paraissent plus entretenues et plus propres que les autres en général: s'agit-il d'un effort entrepris et organisé collectivement ou plutôt de la conjugaison d'efforts individuels. Cette enquête n'a malheureusement pas encore pu être menée compte tenu de la charge de travail de l'équipe pour les autres activités.

Les enquêtes réalisées dans les concessions, ont été bâties avec l'objectif principal d'être un outil de rencontre des habitants du secteur, de manière individuelle. Elles sont donc surtout conçues comme un entretien individuel portant sur les conditions de vie et d'assainissement dans les concessions, les problèmes rencontrés par la population dans ces domaines et les propositions et souhaits des habitants pour y remédier, voire les dispositions déjà prises. Ces entretiens sont en outre une première occasion d'améliorer la sensibilité des habitants à leur environnement sanitaire.

En effet, compte tenu des délais très courts impartis à cette première phase d'analyse des caractéristiques et des potentialités du milieu pour y proposer un projet participatif, le choix a dû être fait d'un entretien plus poussé auprès d'un nombre restreint de ménages plutôt qu'une enquête plus large à issue statistique. L'handicap de ce choix nous paraît cependant d'importance modérée dans la mesure où le caractère vraiment pilote du projet porte principalement sur la dimension collective de l'assainissement, compte tenu des expériences déjà faites, notamment dans les secteurs 2 et 16 en matière d'assainissement individuel. On a donc privilégié la forme d'investigations permettant d'aborder en profondeur les thèmes qui nous intéressent principalement à savoir la mobilisation de la population pour l'assainissement de son cadre de vie.

Le questionnaire comporte toutefois quelques questions plus fermées sur les caractéristiques des installations sanitaires dans les concessions, sur les activités du ménage, le niveau d'

Site plan des emprises



- Emprises concessions (1 à 88)
- Emprise DM/EP (C1 à C32)

Enquêtes Soc. Domicile



KADOUCO

Religieuses
Catholiques

Lycee
Bambata

Palais du
Moro-Naba

AVENUE DE DELZIN

Centre de Recherches

Desire Bondo

Ecole

SAMANDIN

BASSA WARGA

AVENUE

AVENUE

21

12

13

4

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

équipement, les consommations d' eau...ces données ayant pour intérêt principal de situer concrètement le cadre de vie de la personne interrogée dans 86 concessions.

L' enquête par contre permet de connaître les réactions et attitudes face au projet, les idées reçues, les comportements d' hygiène, les pratiques associatives et expériences participatives ainsi que les souhaits et points de vue de quelques 118 ménages.

3.2 Entretiens dans la rue

Les entretiens dans la rue sont menés au départ sur la base de quelques questions ouvertes du type de celles abordées dans les concessions mais ils sont plus informels et privilégient les discussions au sein de petits groupes de circonstances. Ils permettent en général d' enregistrer des réactions très spontanées et suscitent des débats entre gens moins facilement appelés à débattre ensemble dans les structures habituelles; par exemple jeunes et vieux, hommes et femmes.....

Ces entretiens ont en outre l' impact intéressant d' un débat dans la rue , accordant une certaine publicité au projet.

3.3 Réunions avec la population

Quatorze réunions d'information et de discussion sur le projet ont eu lieu en Avril / Mai dans le secteur. Ces réunions ont été de plusieurs types sur le plan des caractéristiques des participants:

- une réunion rassemblant les responsables du secteur: chefs coutumiers et religieux, notables, opérateurs économiques, responsables des femmes Ces personnes ont constitué pour la plupart l' audience d' une réunion ultérieure, initialement prévue pour toucher toute la population,
- une réunion avec les responsables des femmes des différents sous secteurs en présence d' une partie des membres du comité de santé du secteur ,
- des réunions par sous secteurs avec les femmes organisées par l' intermédiaire des responsables des femmes dans chaque sous secteur d' une part et avec les hommes d' autre part,
- des réunions par confession religieuse et par zone ou ensemble de zones (femmes catholiques, femmes musulmanes, les hommes musulmans de deux sous secteurs , hommes et femmes protestants de la Vie Profonde)

La démarche adoptée pour ces premières rencontres avec la population a été fixée avec les responsables au niveau de la commune et du secteur et après concertation avec les personnes compétentes pour ce type d' intervention. Elle a consisté à rassembler dans un premier temps les personnes influentes du secteur, autorités coutumières et religieuses, notables, opérateurs économiques, directeurs d' école, responsables d' associations etc... au cours d' une réunion organisée directement par le responsable administratif du secteur.

A l' issue de cette réunion le principe d' une réunion de toute la population du secteur a été adopté. Malheureusement cette réunion a été convoquée trop rapidement après la première et l' audience a été très faible. On peut donc considérer que l' objectif d' une réunion large et mixte n' a pas eu lieu encore. On s' est en effet orienté par la suite sur la base des conseils prodigués par les personnes connaissant mieux le milieu, sur des réunions par sous secteur. Il s' est tout de suite avéré que ces réunions seraient très peu mixtes, les groupes restant relativement cloisonnés notamment entre hommes et femmes. Ce ne sont pas les mêmes responsables, les femmes ayant semble t- il des responsables issues de l' époque de la révolution tandis que les hommes, traditionnellement seuls éligibles aux positions de chefs coutumiers, ont une panoplie plus large de groupes d' autorité entre les chefs coutumiers, les imams, les notables, le groupe des anciens ou des jeunes et des opérateurs économiques.....

Il a été cependant beaucoup plus facile d'organiser des réunions de femmes dans les secteurs, probablement en partie à cause des activités des hommes dans la journée. A partir de la mi-mai les efforts se sont concentrés sur la rencontre des hommes avec des succès divers. Il s'avère en effet que probablement à cause de cette variété de responsables la préparation des réunions des hommes est particulièrement délicate et il est vraisemblable qu'il soit, au moins dans certains sous secteurs, difficile de rassembler tous les hommes ensemble compte tenu des influences respectives voire peut être de certaines tensions. Après trois échecs plus ou moins nets, une réunion tenue début Juin dans les sous secteurs 4 et 5, préparée intensément par les animatrices, en faisant du porte à porte notamment, a été un succès.

Ainsi la population n'a jusqu'à maintenant été réunie que par groupes assez homogènes. Les étapes suivantes du projet seront consacrées à augmenter d'une part l'audience générale du projet et d'autre part à instaurer le débat entre groupes aux intérêts divers. C'est à ce titre qu'une grande réunion à laquelle toute la population est conviée aura lieu le 19 Juin prochain.

Les réunions tenues jusqu'à présent ont dans l'ensemble duré deux à trois heures et ont surtout permis:

- à l'équipe d'informer les participants sur le projet et les objectifs poursuivis, et d'enregistrer les réactions de la population,
- à la population de faire part de ses remarques et suggestions pour mener ce projet, de poser les questions sur les objectifs, de présenter ses problèmes majeurs en matière d'assainissement, de réfléchir sur certains moyens d'améliorer la situation.....

Selon les vœux des participants aux réunions celles-ci ont permis soit principalement de faire le tour des différents problèmes d'assainissement auxquels ils sont confrontés avec dans ce cas un temps relativement restreint pour traiter des solutions envisagées, soit au contraire d'approfondir un sujet particulier (et en général essentiel) sur le plan des contraintes et des solutions possibles (cas par exemple d'une réunion entièrement consacrée à l'évacuation des ordures ménagères ou d'une autre principalement centrée sur le problème d'assainissement aux abords du marché).

3.4 Activités de sensibilisation et mobilisation

Dans ce domaine, en dehors des réunions précédemment évoquées peu d'activités ont encore pu être réalisées. Deux projections de films sur les différents aspects de l'assainissement ont eu lieu au local en soirée. Les enquêtes et les réunions ont permis de constater qu'en fait la population est dans l'ensemble assez consciente de la médiocrité de la situation sanitaire du secteur mais que par contre la compréhension des interactions entre conditions d'assainissement et santé est très faible. Ceci conduira à des séances de formation de la population davantage que de sensibilisation au sens courant du terme.

3.5 Activités récréatives

Les activités récréatives permettent de stimuler l'intérêt des participants sur un mode récréatif et non pas seulement strictement informatif. Pour le moment un groupe théâtre a déjà pu être constitué. Il se réunit au local et vise à l'écriture en commun d'une pièce de théâtre mettant en scène certains aspects de l'assainissement qui devrait être jouée dans les premiers jours du mois de Juin. Ce groupe réunit des gens du secteur artistes professionnels et amateurs et l'on gage que leur travail de création commune et leur volonté de participer par ce moyen à la mobilisation des gens du secteur seront de bons atouts pour la constitution d'un groupe ressource pour ce projet.

3.6 Enquêtes auprès des équipements

Des enquêtes ont été menées auprès des écoles et du dispensaire du secteur. Ces enquêtes ont principalement consisté à faire un diagnostic des équipements sanitaires existants, et à recueillir les données de base qui permettront d'évaluer l'adéquation de l'offre aux besoins. Au dispensaire des données sur les motifs les plus fréquents de consultation ont pu être également recueillies.

Parallèlement des enquêtes ont été réalisées aux différents points d'eau aussi bien pour recueillir les commentaires des usagers que pour appréhender les modes de gestion. De même une visite des latrines publiques situées au marché principal a été faite et a été l'occasion d'en analyser les conditions de fonctionnement.

3.7 Recensement des caniveaux

Après d'infructueuses recherches de données complètes sur les caniveaux du secteur, il a été décidé de procéder nous mêmes au recensement des caniveaux drainant le secteur. Ce recensement consiste à repérer sur un plan tous les caniveaux et ouvrages de franchissement, en distinguant tous les tronçons selon les profils en travers, la nature des matériaux de revêtement, la date de construction et l'identité des constructeurs... Par ailleurs on profite de cette enquête pour positionner tous les puisards situés à l'extérieur des concessions en indiquant le niveau actuel de remplissage, et en repérant toutes les évacuations directes d'eaux usées ménagères dans les caniveaux.

Pour répondre à notre demande la Division Economique a entrepris aussi un recensement des caniveaux du secteur, mais notre inventaire étant déjà entamé et portant sur quelques données particulières complémentaires nous l'avons poursuivi en confrontant nos données avec le document de la DE.

3.8 Recensement des activités et des équipements

Un recensement des diverses activités et des équipements a été effectué afin d'une part de préparer des enquêtes sur leurs conditions d'assainissement et en particulier celles des établissements dont les rejets sont importants en volume ou susceptibles de polluer.

En outre ce recensement permet de repérer les activités susceptibles d'être renforcées dans le cadre des réalisations notamment tout ce qui concerne la construction et l'équipement des constructions.

3.9 Recensement des groupes et personnes ressources

Le questionnaire d'enquête auprès des ménages prévoit le recensement des associations ou groupes auxquels les personnes interrogées participent ou dont ils ont connaissance. Ceci n'est qu'un moyen et parallèlement des interviews de personnalités du secteur, de personnes implantées depuis longtemps et de toute personne susceptible d'apporter des renseignements sont menées par les membres de l'équipe. L'objectif est à vrai dire double: il s'agit d'une part d'identifier les personnes, associations ou groupes qui pourraient être des promoteurs du projet efficaces et écoutés et parallèlement de repérer les différents groupes de sensibilités marquées et diverses pour assurer à ce projet une bonne intégration et une large audience sans risquer d'être sous influence de groupes de pression partiellement représentatif. Il est en effet indispensable pour un tel projet qui concerne sans distinction tous les habitants du secteur de rencontrer dès le départ tous les représentants des diverses tendances, en recherchant aussi les moyens de rencontrer la population non "fédérée" et qui est semble-t-il loin d'être minoritaire selon nos premiers résultats.

3.10 Investigations complémentaires

Des investigations complémentaires ont été menées ou entamées dans le but d'appréhender le contexte aussi bien institutionnel que juridique ou financier dans lequel la situation du secteur sur le plan de l' assainissement s'inscrit. L'étude de l'environnement du projet porte en outre sur l'analyse des expériences menées en matière d'assainissement dans d' autres secteurs de la ville ou d'expériences participatives sur quelque thème que ce soit . Elle concerne aussi la compréhension du mode de formation et de fonctionnement du secteur, la place du projet dans l'effort général d'assainissement et d'éducation sanitaire.....

IV. Etude du milieu

1. Situation du secteur

Le secteur 7 est assez central, situé au Sud de la zone commerciale centrale de Ouagadougou, aux abords immédiats du palais du Mogho Naba . Il est bordé au Nord par l'avenue Coulibaly, à l'Est par l'avenue Bassawarga et à l'Ouest par le Théâtre Populaire et le canal du Mogho Naba. Au Sud une voie large en latérite sépare le secteur 7 du secteur 16.

Le secteur est contigu au secteur 6 à l'Est et au secteur 2 au Nord.

2. Origines du secteur

Le secteur 7 a été créé dans le cadre de la nouvelle division territoriale décidée en 1983 au moment de la constitution des Comités Révolutionnaires. Les secteurs devenaient ainsi les territoires d'action des CR. Ce nouveau découpage entendait marquer dans l'espace la substitution des CR aux autorités coutumières traditionnelles. Aujourd'hui même si la population se reconnaît dans les appellations de sous secteur , dites aussi zones (Zone 1 à 5 cf. plan ci après) les habitants du secteur 7 se réfèrent aussi très fréquemment à des noms de quartiers que le secteur 7 a recouverts: Samandin au Nord (de l'avenue Coulibaly jusqu'au Centre Emetteur), les quartiers Bangre, Mozetenga et une partie de Cissin au Sud du Théâtre Populaire.

Le secteur aujourd'hui présente une configuration hétérogène où l'on peut distinguer principalement deux zones qui correspondent semble-t-il aux deux principales étapes de lotissement du secteur. Le lotissement de la partie Nord , quartier Samandin traditionnel situé aux abords du Palais du Mogho Naba a été achevé peu après l'indépendance du pays. Les parcelles y sont plus spacieuses et généralement l'habitat a des caractéristiques d'un habitat de bon standing.

Les différents documents consultés ne sont pas tout à fait cohérents en ce qui concerne l'étendue de la ville lotie en 1983. Dans certains la partie sud du secteur 7 y apparaît lotie, dans d'autres elle est encore classée en zone d'habitat spontané. Il est en fait vraisemblable que le lotissement de cette zone a été entamé dans les années 80 dans le cadre des opérations d'aménagement du Premier Projet de Développement Urbain financé par la Banque Mondiale à partir de 1978. Aujourd'hui l'occupation est presque totale. Il reste toutefois encore quelques parcelles vides ou en cours d'aménagement .

Pour comprendre certaines réactions des habitants au projet et les déficiences de la situation de l'assainissement dans ce quartier il est intéressant de retracer brièvement les grandes lignes qui ont guidé cette opération de lotissement .

Le premier PDU a fait suite au projet dit projet "Cissin" réalisé entre 1973 et 1977 avec l'appui du PNUD. Ce projet a encouragé la mobilisation collective des habitants pour l'aménagement de leur quartier, notamment grâce à la création de la Caisse Populaire pour collecter l'épargne populaire à partir de laquelle un certain nombre d'équipements collectifs ont pu être réalisés.

Le premier PDU a repris les grandes lignes du projet Cissin tout en insistant plus nettement sur les infrastructures et l'équipement. Le projet prévoyait ainsi l'ouverture de voies en latérite carrossables, le creusement de caniveaux latéraux en terre, une aide technique à la construction de latrines, l'installation de bornes fontaine tous les 400 mètres et la disposition d'un service de ramassage des ordures ménagères. Le principe adopté par la Banque Mondiale est le recouvrement des coûts par la population en les répercutant dans le prix de la parcelle. Fixé initialement à 25.000fcfa le montant à acquitter finalement pour se voir attribuer une parcelle est passé à plus de 150.000fcfa. Et encore ce prix résulte d'un compromis dans lequel l'Etat acceptait de prendre en charge les dépenses de construction des caniveaux.

Il est vraisemblable qu'une partie de la population implantée sur ce quartier avant cette opération se soit vue obligé de le quitter. La barre des 100 000fcfa maximum de revenu mensuel pour avoir droit à une parcelle dans ce lotissement manifestait une volonté de répondre à une demande en terrains lotis des couches moyennes supérieures, ce que par ailleurs les montants trop élevés demandés aux habitants de ressources modestes ne faisaient que confirmer.

Aujourd'hui, cinq à dix ans après, ces contraintes ressortent lors des entretiens avec la population. Plusieurs affirment devoir encore payer, d'autres se plaignent d'avoir payé sans qu'en contre partie les infrastructures aient été réalisées. Mais aussi il est probable que le sous équipement notable en caniveaux de la zone dite par les habitants du "lotissement Banque Mondiale" résulte de la réorientation des principes c'est à dire de la mise à la charge de l'Etat de la construction des caniveaux pour lesquels il n'a pu ou voulu finalement mobiliser les fonds nécessaires.

Ces éléments permettent de penser que les populations les plus pauvres au moment du lotissement de la partie sud du secteur 7 ont dans une certaine mesure été contraints de quitter le quartier et qu'ils ont été remplacés par une population de niveau de vie plus élevé qui peut avoir un regard positif sur l'opération qui lui a permis d'acquérir une parcelle lotie. Par contre celle qui a pu rester moyennant de gros efforts financiers - plus ou moins récompensés par des investissements collectifs - pourrait vraisemblablement compter parmi les populations à remotiver pour une action collective et encore plus pour une participation financière.

Les différences dans les origines de la structuration des deux principales parties du secteur, invitent ainsi à prêter attention aux divergences dans les attitudes et réactions face à un projet participatif divergences qui pourraient être dûes aussi bien aux différences des niveaux de vie qu'à celles de l'intensité des efforts consentis pour l'aménagement de leur environnement.

3. Physionomie actuelle

3.1 Typologie de l'habitat

Les données existantes ne permettent pas de se livrer à une analyse de la typologie de l'habitat fine, ce qui dépasserait d'ailleurs le cadre de ce dossier, mais il est intéressant de mentionner la variété de l'habitat : un habitat de bon standing caractérisé par des parcelles cloturées et fermées de l'ordre de 500 à 600 m², occupées le plus souvent par un seul bâtiment, disposant de tous les équipements sanitaires à l'intérieur; et d'autre part un habitat de bas standing caractérisé par des parcelles de l'ordre de 300 m² et où se répartissent plusieurs bâtiments de dimension réduite en banco, des cours non fermées voire non cloturées, des puisards dans la rue le plus souvent et des latrines traditionnelles sans toit ni porte. Entre les deux se situe

l'habitat de moyen plus difficile à caractériser mais qui se manifeste en général par des maisons modestes mais en dur et des cours fermées par un portail pour les plus aisés.

3.2 Population

En 1985 lors du recensement général de la population de Ouagadougou, la population du secteur 7 était évaluée à près de 18 000 habitants pour un total de 2950 ménages répartis dans 2193 concessions.

Aujourd'hui on peut estimer le nombre de parcelles aménagées à environ 2400 (selon les plans parcellaires et les observations de terrain). Les enquêtes faites dans le cadre de cette étude indiquent un total de 815 personnes pour 83 ménages et 745 personnes dans 68 concessions, soit respectivement de l'ordre de 9,8 personnes par ménage et 11 personnes par concession en moyenne. Ces chiffres moyens sont nettement plus élevés que ceux qui ressortaient du recensement de 1985 soit 6 personnes par ménage et 8,1 personnes par concession, tandis que la moyenne de ménage par concession qui était de 1,3 en 1985 dans le secteur ressort à 1,12 dans nos résultats.

Ces écarts doivent être soulignés et notre échantillon étant relativement petit les données qui résultent de ces enquêtes doivent être regardés avec précaution comme de simples résultats sans prétention statistique et qui ont pour principal intérêt de nous renseigner sur les ménages enquêtés.

Il est toutefois vraisemblable que la population des concessions se soit densifiée depuis 8 ans, que les ménages se soient peut être moins dispersés compte tenu des difficultés économiques et même au contraire qu'ils aient grossi par la prise en charge de membres de la famille venus de l'extérieur de la ville par exemple. A cet égard les enquêtes révèlent d'ailleurs pour la plupart des grands ménages la présence de collatéraux, neveux ou encore le regroupement de plusieurs familles lors du décès de l'un des membres par exemple.

On peut noter que si le chiffre de 2400 parcelles compté sur le plan parcellaire n'est pas trop loin de la réalité une moyenne de 11 personnes par concession donnerait une population totale actuelle de 26 300 personnes dans ce secteur. Cela représenterait une croissance sur la période 1985 - 1993 de 5% environ ce qui est peut apparaître comme relativement faible. Toutefois il y a lieu de penser que la croissance a été inégale selon les deux zones distinctes identifiées: la zone Nord était pratiquement totalement occupée au moment du recensement tandis que la zone Sud "lotissement Banque Mondiale" était encore en voie d'occupation.

3.3 Caractéristiques de la population enquêtée

118 personnes ont été interrogées dans le cadre des deux enquêtes principales effectuées. On trouvera à l'annexe 1 les données chiffrées s'y rapportant. On ne relèvera ici que les données qui révèlent probablement certaines caractéristiques du secteur.

On note par exemple une très forte proportion de Mossi (100/110 réponses) et de ménages propriétaires de leur concession (92% des ménages interrogés). Les personnes interrogées déclarent toutes être de confession musulmane ou chrétienne, la part de musulmans paraissant un peu plus élevée (67 musulmans et 46 chrétiens dont 29 qui précisent être catholiques sur 113 observations).

En 1985 la répartition de la population du secteur entre les différentes tranches d'âge se présentait comme suit: 56,2 % de moins de 20 ans, 36,2 % de 21 à 49 ans, et 7,6% de plus de 50%. Cette répartition était assez proche de celle qu'on observait sur l'ensemble de la ville avec toutefois une légère inflexion de la tranche d'âge des 21- 49 ans. Aujourd'hui on ne peut guère avancer d'hypothèses sur l'évolution de ces données, mais on peut souligner que l'on ressent une certaine dualité à travers les entretiens avec la population, entre les jeunes et les vieux. On peut mentionner aussi le fait que près de 50 % de l'effectif enquêté est jeune (moins de 30 ans) que ce soit les chefs de ménage ou leurs épouses. La distinction jeunes/ vieux revient assez

souvent dans les discussions et l'on peut y voir là plusieurs raisons mais cela signifie au moins que la population agée garde un certain poids y compris en terme de nombre.

3.3.1 Taille des ménages

Si la taille moyenne des ménages enquêtés s'établit à 9,8 personnes, la médiane elle se situe entre 8 et 9 personnes par ménage. 10 ménages sur 84 comptent plus de 15 personnes, tandis qu'un quart des ménages interrogés sont composés de cinq personnes ou moins. On observe en général que les ménages dont les ressources sont plus élevées comptent parmi les plus petits mais ce n'est pas une règle absolue.

3.3.2 Activités

La taille des ménages n'est effectivement pas un signe du niveau de vie et ceci essentiellement parce que les emplois multiples sont courants. Il est cependant nécessaire de souligner que nous entendons par ménage en principe un ensemble de personnes mettant leurs ressources en commun. Mais bien souvent les contours d'un ménage ne sont néanmoins pas aussi faciles à dessiner, d'autant plus au sein de concessions qui rassemblent dans la grande majorité des personnes ayant des liens de parenté très proches. Les résultats que nous présentons ici doivent donc être regardés comme des indicateurs grossiers qui donnent une idée des ressources rassemblées par un groupe de personnes liées par la parenté et demeurant (en général) dans la même concession. Ainsi lorsqu'on abordera les thèmes du paiement des services d'assainissement les données concernant les moyens financiers devront plutôt être traitées par concession.

Dans la suite on continuera toutefois à distinguer concessions et ménages, pour la clarté de l'exposé et parce que si nous pensons qu'il ya pu avoir des erreurs de jugement des limites des ménages ceci n'est sûrement pas systématique (l'attention avait été portée sur cet aspect et les enquêtes font la distinction entre population du ménage et population des concessions)

Sur 113 ménages, 79 déclarent avoir plusieurs sources de revenus. Il y a plusieurs cas de figures. Un cas fréquents est celui de la vente d' aliments ou plats préparés (arachides, bouillie, gari, eau glacée...) ou de cigarettes, de kola...qui complète un revenu principal d'artisan ou de commerçant ou même de salarié ou de fonctionnaire. Mais il y a aussi des cas où ces ventes d'articles divers constituent la somme des ressources du ménage et d'autres ou au contraire, le ménage disposerait de plusieurs revenus réguliers (par exemple fonctionnaire et employée ou plusieurs artisans)

Les 113 ménages se répartissent ainsi selon l'emploi du chef de ménage:

- Cultivateurs/ Eleveurs: 10
- Commerçants: 29
- Artisans: 11
- Vente d'articles divers : 7
- Salariés : 20
- Fonctionnaires : 14
- Salariés ou fonctionnaires retraités : 11
- Artisans retraités : 3
- Emploi temporaire/ Chômeurs : 5

3.3.3 Niveau de vie

Les enquêtes abordent la question du niveau de vie des personnes interrogées à travers les activités rémunératrices des différents membres du ménage, les dépenses courantes et occasionnelles et le niveau d'équipement des ménages (moyen de locomotion, appareils ménagers, téléphone, électricité, équipements sanitaires...)

Le nombre d'enquêtes faites est trop faible pour se livrer à des conclusions statistiques quelconques. Mais elle confirme les observations sur le terrain d'une grande hétérogénéité de niveau de vie au sein du secteur: il y a un manifestement de grands écarts de moyens entre des ménages visiblement aisés et des ménages sans aucune ressources régulières qui déclarent avoir cessé de préparer des repas et donner quand ils peuvent une pièce de 25 FCFA aux enfants pour aller acheter un peu de bouillie.

Le plan ci après présente la répartition géographique des ménages enquêtés selon leur standing, tels qu'on a pu les classer à partir des éléments fournis par les enquêtes.

On a été amené à distinguer quatre niveaux de vie que l'on peut schématiser ainsi:

- bas: population pauvre disposant de ressources irrégulières, à emploi unique ou à plusieurs petits métiers, qui s'inquiète chaque jour de sa nourriture, qui ne dispose ni d'une mobylette, ni d'un vélo, ni systématiquement d'une radio, qui s'inquiète du prix de l'eau, sa consommation par personne pouvant n'être que d'une quinzaine de litres par jour s'il faut payer l'eau. L'habitat est en banco; les ménages comptent parmi les plus sous équipés du point de vue sanitaire, n'ayant pas les moyens de creuser un puisard ;
- moyen inférieur: ses ressources paraissent plus régulières ou mieux garanties par des activités multiples, le ménage dispose d'un voire plusieurs vélos, éventuellement d'une mobylette, d'une ou plusieurs radios; la consommation d'eau se situe dans les 25 à 35 litres par jour et par habitant, la plupart des ménages ont un puisard,
- moyen supérieur: le ménage dispose d'un revenu fixe, salarié, fonctionnaire ou commerçant; il a une voire plusieurs mobylettes, il n'évoque pas de problèmes de moyens dans ses réponses aux questions de l'enquête, il se déclare prêt à payer pour les ordures, voire à contribuer financièrement aux travaux d'amélioration de la situation, il dispose le plus généralement d'un robinet dans la cour, de l'électricité; il déclare dépenser 1000 à 2000 fcfa par jour pour les condiments et perçoit éventuellement un loyer, sa maison est en dur;
- bon voire haut: la maison est en dur et dispose généralement des équipements sanitaires intérieurs, il n'y a qu'un bâtiment principal dans la parcelle, le ménage dispose dans la plupart des cas d'une voiture, le chef de ménage est salarié ou fonctionnaire le plus souvent ou bien commerçant, il bénéficie de revenus de loyers de bon standing...;

Cette "séparation du tissu" aussi bien sociale qu'économique marquée comme on l'a dit dans l'espace physique, est à notre avis un point auquel porter une attention particulière dans notre projet, même s'il faut bien sûr se garder de schématiser d'autant que le tissu n'est jamais totalement homogène comme le montre la présence de ménages de niveau de vie marginal par rapport à la moyenne dans chacune des deux zones identifiées .

Les résultats de l'enquête précédemment présentés ne permettent certes pas de mesurer l'ampleur de la pauvreté dans le secteur mais ils obligent à reconnaître que le milieu est relativement hétérogène sur le plan socio- économique et notamment que certaines familles vivent dans des conditions de grande précarité. Cela pose la question des solutions exigeant une participation financière même modeste des usagers et invite à rechercher des formules adaptées aux réalités économiques du quartier.

4. Services et équipements collectifs

4.1 Alimentation en eau

Environ 50 % des ménages enquêtés disposeraient de l'eau courante dans la concession, 10% seulement l'ayant dans le logement. L'autre moitié de la population se ravitaille aux points d'eau existants dans le secteur, soit directement soit en achetant l'eau à un revendeur.

On a recensé douze (12) points d'eau publics dans le secteur 13 soit 9 borne-fontaines et 3 postes d'eau autonomes.

Les borne fontaines sont raccordées au réseau de l'ONEA, tandis que les postes d'eau autonome sont des forages réalisés par l'ONEA dans le cadre du programme des mesures d'urgence.

Ces points d'eau sont inégalement répartis dans l'ensemble du secteur, hormis dans la zone centrale du quartier située aux alentours du marché où la dissémination des points d'eau est relativement homogène et garantit une desserte des habitants dans des conditions satisfaisantes (sous réserve toutefois des débits disponibles). Ailleurs dans le secteur les enquêtes révèlent des cas de distance domicile-point d'eau d'au moins 500m, ce qui est considéré par les personnes concernées comme une difficulté.

A cette difficulté s'ajoute pour les usagers de certaines borne-fontaine un temps d'attente de plus d'un quart d'heure en général. En outre les femmes viennent de préférence chercher l'eau le soir. Il y a alors une affluence qui allonge le temps consacré à cette tâche.

Les coupures d'eau sont fréquemment évoquées par les personnes enquêtées. Elles accroissent inévitablement alors les temps d'attente des clients - jusqu'à plus d'une heure. Ces coupures ont en outre un effet direct sur le prix de l'eau pratiqué par les revendeurs de barriques : le prix peut doubler voire plus. Le tarif courant de 125 FCFA peut monter jusqu'à 600 FCFA - prix maximum évoqué au cours des enquêtes. De manière plus indirecte le prix de l'eau augmente pour l'usager qui n'a pas le temps d'attendre et qui se voit contraint d'acheter exceptionnellement l'eau à un revendeur. Par ailleurs il arrive que des femmes qui ne veulent pas attendre trop au point d'eau ou qui se refusent à se diriger vers un autre point d'eau mieux approvisionné montent les enchères. Ceci se fait en accord avec les gestionnaires des borne fontaine qui compensent ainsi le risque de diminution de leurs recettes les jours de coupures ou lorsque la pression est trop faible.

Pour la plupart les clients des borne-fontaines sont des hommes qui remplissent des barriques qu'ils revendent. Comme tout client de la borne fontaine ils payent 35 FCFA par barrique et la revendent généralement 125 FCFA. Cependant certains revendeurs pratiquent des tarifs variables selon la distance qui sépare leur client de la borne fontaine : de 75 FCFA à 125 CFA. Certains gérants de borne fontaine appliquent en outre une pénalité de 5 FCFA par barrique si l'eau déborde.

Les femmes qui viennent elles mêmes à la borne fontaine s'approvisionnent en général au moyen de seaux de 12 à 15 litres qu'elles payent 5 FCFA.

Les borne fontaines sont données en gérance à un privé par l'ONEA. Le gérant règle sa facture à l'ONEA sur la base d'un tarif de 107 fcfa par mètre cube. Il est rémunéré par la différence entre ce tarif et le prix du mètre cube appliqué à ses clients : autour de 300 FCFA le m3 d'eau délivré par seaux et de 170 FCFA le m3 pour les barriques.

On note que les tarifs appliqués aux consommateurs n'ayant pas l'eau courante à leur disposition sont nettement supérieurs à ceux qui sont en vigueur pour les consommateurs raccordés au réseau: 123 et 158 fcfa par m3 pour les deux premières tranches.

Les borne fontaines sont surveillées soit directement par la personne qui a passé contrat avec l' ONEA soit , cas plus fréquent par une tierce personne , employée par le gérant. En règle générale les borne fontaines sont accessibles toute la journée sans interruption de 5h30 ou 6h à 18h ou 19h. Les jours de coupure la borne fontaine reste ouverte plus tard dans la soirée.

Les ventes d' eau sont de volume très variables selon les borne fontaine. Cela tient autant au volume de la clientèle régulière qu' à de nombreux autres paramètres telles que les coupures d' eau, les pannes etc... Si certaines borne fontaine paraissent plus rentables que d' autres, on note que toutes connaissent une nette diminution des ventes en saison des pluies du fait de la récupération de l' eau de pluie généralisée parmi la population - y compris pour la boisson - et d'une moindre consommation par rapport aux périodes les plus chaudes. Les pannes ou les baisse de pression à certaines borne fontaines font d' ailleurs le bonheur des autres. Selon les déclarations des personnes interrogées les recettes peuvent ne pas dépasser 5000 FCFA certains mois alors qu'elles montent à plus de 40000 FCFA certains autres.

Certains des gérants se plaignent d' avoir certains mois des recettes qui ne couvrent pas les factures de l' ONEA. Ceci est dû aux multiples petites quantités d' eau prélevées et qui ne sont pas facturées: certains refusent de payer l' eau qui déborde lors du remplissage des barriques , il est difficile de facturer l' eau prélevée dans des récipients plus petits que le seau standard ou l' eau utilisée pour laver le récipient avant de prendre l' eau, il y a ceux à qui on ne peut refuser de l' eau pour boire et encore les moments de très faible débit où semble t-il certains compteurs tournent normalement alors que la quantité d' eau est infime.

Bien que certains précisent que l' ONEA peut procéder à la fermeture des points d' eau dont les abords sont sales , l'état d' entretien des abords des borne fontaines est le plus souvent très critique: eau stagnante , cochons qui se vautrent dans ces flaques, ordures et détritux... Sur l'ensemble des 9 borne fontaines du secteur on a noté deux borne fontaines équipées de puisards construits par l' ONEA et dont les abords sont de ce fait plus propres qu' ailleurs. A certaines autres le responsable a creusé lui même un trou dans lequel s' écoule le trop plein et l' eau est vidée et étalée chaque soir sur le sol .

4.2 Infrastructures de collecte des eaux pluviales

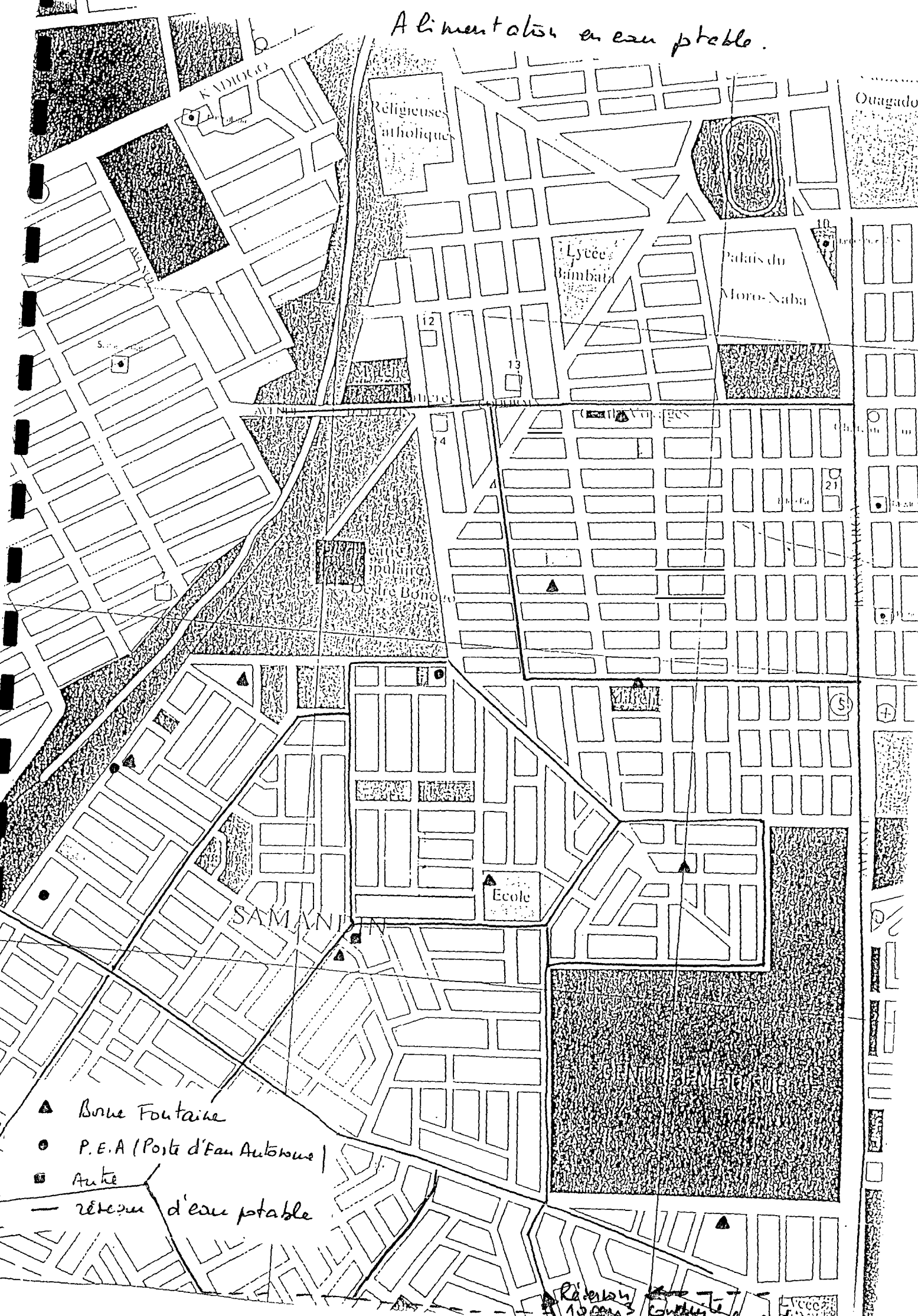
Un recensement exhaustif des caniveaux du secteur a été fait dans le cadre de ce projet par Mme J. Barro du CREPA.

Le plan qu'elle a élaboré situé ci après présente les traçés des caniveaux dans le secteur en indiquant les matériaux de construction, les différents tronçons identifiés aux changements des caractéristiques des profils en travers ou des matériaux. Ce plan renseigne également sur les tronçons qui aux dires de la population riveraine existaient "autrefois" mais qui ont été totalement bouchés, probablement par des effondrements mais qui ont aussi peut être été bouchés par les riverains pour éviter la stagnation d'eaux sales lorsque l'écoulement est devenu déficient à force de détritux et colmatage de tout acabit.

Ce plan révèle la faiblesse des infrastructures existantes. Celle ci se manifeste d'une part de manière évidente par l'insuffisance des linéaires existants (on ne parle même pas des linéaires efficaces!) mais aussi par les incohérences voire même les aberrations de certains traçés et de certains dimensionnements, d'autre part.

Il y a manifestement eu plusieurs opérations de construction de caniveaux à diverses époques et le sentiment général en observant ce plan mais encore plus la situation sur le terrain est celui d'une grande incohérence et d'un désordre total dans les dimensionnements et dans les traçés au point que parfois on se demande dans quelle direction est sensée couler l'eau!

Alimentation en eau potable.



- ▲ Bonne Fontaine
- P.E.A (Poste d'Eau Autonome)
- Arête
- - - réseau d'eau potable

Réseau
1000m
Coulée

Inventaire des cuisines

N° CANALISATIONS	N° TRONÇON	MATERIAUX	PROFIL EN TRAVERS		DIAGNOSTIC	CONSTRUIT PAR -	DATE DE CONSTRUCTION	OPERATION PARTICULIERE DE NETTOYAGE	ETAT		
			FORME	L x H					E.U	ORDURE	AUTRES.
1	C1	beton	┌	150 x 130	mauvaise pente	OK	1989	-	x	x	-
	C2	beton	└	150 x 100	mauvaise pente	OK	1988-89	-	x	x	Pneu, Bouteille
2	C1	moellon	└	150 x 200		OK	1980-85	-	x	x	Pneu, fer, Bouteille
	C2	moellon	└	175 x 200		OK	il y a 15 ans	-	x	x	Pneu, fer, Bouteille
2'	C1	parpaings de ciment	┌	50 x 50	dimension très petite	Propriétaire	il y a 2 ans 8 mois	-	-	-	-
3	C1	moellon	┌	50 x 50	-	-	vers 1980	-	x	x	
	C2	moellon	┌	75 x 50	-	-	vers 1980	-	x	x	
4	C1	beton	┌	100 x 50	-	OK	1988-89	-	x	x	Bouteille, fer
	C2	moellon	┌	100 x 75	-	OK	1988-89	-	x	x	fer Bouteille
5	C1	terre	-	-	Totalement bouché	OK	1968	84, au moment de la révolution	x	x	-
	C2	parpaings	┌	100 x 50	Tres propre	Propriétaire	1985	avant la saison des pluies	-	-	-
	C3	beton	┌	150 x 50	-	OK	1988	rivrain, quand c'est sale	x	x	-
	C4	terre	┌	50 x 50	-	OK	-	-	x	x	
6	C1	beton	┌	50 x 100	-	OK	87/88	92. rivrain	x	x	eau usée hotel
	C2	beton	┌	100 x 100	-	OK	87/88	92. Rivrain	x	x	
	C3	beton	┌	25 x 50	-	OK	87/88	-	x	x	
7	C1	beton	┌	150 x 150	variation de profil terminée sur TV	OK	82/88	-	x	x	

7	C1	beton	150 x 150	OK	1	X	X	-
8	C1	beton	150 x 150	OK	1	X	X	-
9	C1	beton	150 x 150	OK	1	X	X	-
10	C1	beton	150 x 150	OK	1	X	X	-
11	C1	beton	150 x 150	OK	1	X	X	-
12	C2	moellon	150 x 150	OK	1	X	X	preu
13	C2	moellon	150 x 150	OK	1	X	X	preu
14	C1	moellon	200 x 180	OK	1	X	X	preu
15	C1	moellon	120 x 100	OK	1	X	X	-
16	C2	beton	100 x 100	OK	1	X	X	-
17	C1	fenetre	75 x 40	-	1992	-	-	fenetre
18	C1	moellon	50 x 75	OK	93-88	X	X	-
19	C1	fenetre	50 x 75	OK	93-92	X	X	-
20	C1	fenetre	50 x 50	OK	85-88	X	X	-
21	C1	fenetre	100 x 75	-	-	-	-	-
22	C1	fenetre	100 x 75	-	-	-	-	-
23	C1	fenetre	100 x 50	-	-	-	-	-
24	C1	fenetre	100 x 50	-	-	-	-	-
25	C1	fenetre	50 x 50	-	-	-	-	-
26	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
27	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
28	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
29	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
30	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
31	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
32	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
33	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
34	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
35	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
36	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
37	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
38	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
39	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
40	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
41	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
42	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
43	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
44	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
45	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
46	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
47	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
48	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
49	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
50	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
51	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
52	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
53	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
54	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
55	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
56	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
57	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
58	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
59	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
60	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
61	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
62	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
63	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
64	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
65	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
66	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
67	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
68	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
69	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
70	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
71	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
72	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
73	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
74	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
75	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
76	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
77	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
78	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
79	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
80	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
81	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
82	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
83	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
84	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
85	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
86	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
87	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
88	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
89	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
90	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
91	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
92	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
93	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
94	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
95	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
96	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
97	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
98	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
99	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-
100	C1	fenetre	125 x 100	-	-	-	-	-

24	C ₁	terre	┌	75x50	aménagement en partie par riverain	Financement B. P.	Lotissement	-	x	-	-
25	C ₁	terre	┌	100x50	" "	"	Lotissement	-	x	x	-
26	C ₁	terre	┌	50x50	construit par riverain	"	Lotissement	-	x	x	-
27	C ₁	terre	┌	50x50	" "	"	Lotissement	-	x	x	-
28	C ₁	terre	┌	100x100	terrace construit sur un côté	"	Lotissement	-	x	x	-
29	C ₁	Parpaing	┌	50x50	creusé et maçonné par riverain	propriétaire	5 ans	-	x	x	-
30	A ₁	Parpaing	┌	40x40	creusé et maçonné par riverain	propriétaire	3 ans	-	x	-	-
	B ₁	terre	┌	50x50	creusé par le riverain	propriétaire	3 ans	-	x	x	-

En particulier l'une des principales incongruités de ce réseau , aux conséquences catastrophiques sur l'évacuation des eaux de pluie, tient à la présence sur une série de transversales de collecteurs de très large section (jusqu'à 1,5 x 1,5 m) qui s'interrompent brutalement au bout de quelques dizaines de mètres au delà de l'Avenue Bassawarga. Lorsqu'on sait que ces caniveaux sont en fait les exutoires d'une bonne partie des eaux du secteur 6 on peut mesurer l'ampleur des problèmes de circulation et inondations dans ces rues. Ils ont en fait été construits en 88-89 lors de l'aménagement de cette voie et semblent n'avoir été conçus comme des sortes de bassins de rétention des eaux d'écoulement de cette avenue. Une partie des caniveaux a ensuite été construite dans les années 1968.

Lors du lotissement de la partie Sud du secteur dans le cadre du premier Projet de Développement Urbain la construction de caniveaux était incluse dans l'opération. Apparemment certains ont été réalisés mais le linéaire final a été bien inférieur aux besoins sans doute en raison des contraintes financières qui ont entourées le projet. La plupart de ces caniveaux étaient en terre selon la volonté exprimée à l'époque d'employer de préférence des matériaux locaux. Aucun entretien n'a semblé-il jamais été effectué si ce n'est quelques menues opérations de recrusage voire de maçonnerie (qui relèvent souvent plus du bricolage de survie que de l'entretien) à l'initiative des riverains. Une bonne partie des caniveaux en terre est aujourd'hui effondrée et/ou rebouchée. En désespoir de cause et devant les dégâts que peuvent provoquer les eaux de pluie lors des fortes précipitations certains riverains se sont lancés dans le creusement de caniveaux et les ont parfois maçonnés. Dans de nombreux cas les riverains ont creusé sans concertation ou sans rechercher systématiquement un moyen de creuser un caniveau continu et raccordé au réseau existant (si on peut parler de réseau). Ainsi en maints endroits ces caniveaux "spontanés" s'ils résolvent parfois le problème du riverain direct provoquent des complications et inondations chez les voisins et ne sont finalement ni des solutions sur le plan technique ni des atouts sur le plan des relations sociales entre voisins.

L'ensemble du secteur 7 est considéré comme faisant partie d'un seul et unique bassin versant dont l'exutoire principal est le barrage numéro 2 de Ouagadougou via le canal du Mogho Naba. Ce canal résulte de l'aménagement du marigot du Mogho Naba en 1978-79 supervisé par l'ONEA sur crédit du FED.

Un affluent collecteur d'une bonne partie des eaux du secteur et d'eaux des secteur 6 et 16 sans oublier les eaux de l'Avenue Bassawarga , relie un bassin de rétention situé au Nord du centre émetteur de l' ONATEL au canal par un caniveau maçonné en partie et érodé en partie.

L'ensemble des caniveaux n'est pas couvert, ce qui compte tenu des difficultés d'évacuation des ordures ménagères en fait de grandes poubelles à ciel ouvert. En outre ces caniveaux sont aussi un réceptacle privilégié des eaux usées voire des excréta. Une partie de la population y déverse effectivement ses eaux usées soit qu'elle n'a pas de puisard soit que le puisard déborde dans le caniveau soit encore qu'une petite rigole ait été construite spécialement pour évacuer directement les eaux de douche et autres eaux sales dans le caniveau. Il faut souligner qu'une partie des habitants pensent que les caniveaux ont vocation à recueillir toutes les eaux confondues. Ainsi on ne peut aujourd'hui se pencher sur le problème des eaux pluviales sans chercher aussi à résoudre le problème de l'évacuation des ordures et celui des eaux usées et excréta.

4.3 Latrine publique

Il existe une latrine publique dans le secteur, située au marché principal. Elle se compose de huit latrines : quatre à usage des femmes et quatre pour les hommes. Il y a en outre deux cabines de douche (sans eau courante). L' ensemble est posé sur une dalle et selon les indications données le système est à fosse unique de deux à trois mètres de profondeur. Il n'y a ni toit ni système de ventilation. On y pénètre par un seul passage de sorte que tout utilisateur doit s' adresser au gardien des latrines .

La latrine est ouverte chaque jour de 6h du matin à 18h, tous les jours de la semaine et le dimanche, ces horaires correspondant à ceux de fonctionnement du marché. Elle est surveillée et entretenue par deux gardiens travaillant tous deux à plein temps. Ils sont chargés de faire payer l'utilisation, soit 10 FCFA et de nettoyer régulièrement. Lors de notre visite, non programmée, l'ensemble a été visité et a paru très propre.

Les gardiens ont déclaré que les recettes s'élevaient en moyenne à 1000 FCFA par jour, ce qui correspond à une centaine d'utilisations par jour. Selon eux les utilisateurs sont essentiellement les marchands travaillant au marché.

Les latrines sont gérées par le comité du marché dont nous avons rencontré le président. Les recettes sont intégralement reversées chaque soir au comité. Elles permettent de rémunérer les deux gardiens, soit deux fois 10000 FCFA par mois et de payer les vidanges, environ 6000 FCFA. Les vidanges se font plus ou moins tous les mois, en règle générale mais en saison des pluies le rythme augmente jusqu'à deux fois par mois. Il semble que les vidanges soient plus rapprochées désormais, alors qu'au début de la mise en service de la latrine publique il suffisait de vidanger tous les deux ou trois mois. Elles sont effectuées par la Division Economique. Ceci est vraisemblablement dû au colmatage de la partie inaccessible au système de vidange par aspiration utilisé.

La population des environs a entrepris la construction d'une latrine publique aux abords du marché Kuke Yaar, mais elle n'a pu être terminée faute de moyens.

4.4 Collecte des ordures ménagères

Dans tout le secteur il n'y a qu'un seul bac à ordures situé aux abords du marché de Naab Raaga. Le seul balayage du marché remplirait pratiquement le bac. Outre qu'il est unique et trop petit le bac n'est pas régulièrement enlevé de sorte qu'il ya rapidement plus de détritux autour du bac que dedans. Beaucoup de gens se déclarent choqués de la cohabitation du marché où l'on vend des produits alimentaires et des ordures. Il faut dire que le deuxième marché du secteur, situé à proximité d'un grand espace inoccupé est confronté au même problème.

Les habitants du secteur ont alors comme choix du lieu de dépôt de leurs ordures le bas fond aux abords du théâtre populaire, la clôture du centre émetteur, les rues elles mêmes voire les caniveaux. Bien que seulement 3 personnes sur 108 déclarent y jeter leurs détritux la visite du secteur prouve que cette pratique est bien plus courante.

Seulement 8 personnes sur 108 sont abonnées à des services officiels, ONASENE ou services agréés par cet office, qui sont en ce qui concerne ce secteur: SAB, PROPSERVICE et ECOFA.

4.5 Equipements sociaux

Sept établissements scolaires ou pré scolaires ont été recensés dans le secteur dont:

- deux écoles primaires publiques: Samandin A dans la zone 1 et Samandin B et C (dans le même lieu) dans la zone 4,
- le lycée technique Amilcar Cabral en bordure sud du secteur dans la zone 3,
- deux écoles privées: l'école Wend Yam dans la zone 5, et l'école primaire Le Roy dans la zone 1,
- le CEFISE, (Centre d'Education et de Formation Intégrée des sourds et des entendants), situé juste à côté de l'école Wend Yam,
- deux jardins d'enfants privés

Le secteur dispose d'un dispensaire situé en bordure de l'avenue Bassawarga, et de trois cabinets privés de soins médicaux (dans les zones 1,2 et 4). On n'a recensé qu'une seule pharmacie (dans la zone 1).

On a recensé dix mosquées signe du poids de la population musulmane. On notera qu'elles sont cependant inégalement réparti sur le secteur et que l'on observe deux pôles principaux de concentration des mosquées : l'un au nord du secteur dans le centre de la zone 1 et l'autre au sud à cheval sur les limites des zones 4 et 5.

On n'a par contre repéré que deux chapelles catholiques situées à deux extrémités du secteur (zone 1 et zone 5), et deux centres protestants celui de la Vie Profonde dans la zone 1 et celui des Assemblées de dieu dans la zone 4.

Si l'on observe le plan sur lequel sont placés ces différents centres religieux on peut constater que les activités religieuses toutes religions confondues s'organisent aussi autour de ces deux pôles précédemment évoqués. Ceci n'est pas sans intérêt pour notre projet dans la mesure où il existe un certain effort de propreté autour des lieux de culte. On peut penser qu'il y a alors une certaine stimulation qui est peut être renforcée en intensité par la densité de ces centres religieux dont le rayonnement est par contre plus limité du fait même de cette concentration.

5. Activités

Le secteur est dynamique sur le plan commercial et artisanal. Il ya deux marchés , l'un plus important le marché Naab Raaga situé à la limite des zones 1 et 2 , l'autre dit Kuke Yaar en bordure sud du secteur dans la zone 4 .

Le nombre des activités parait relativement important mais on peut toutefois noter deux traits assez caractéristiques:

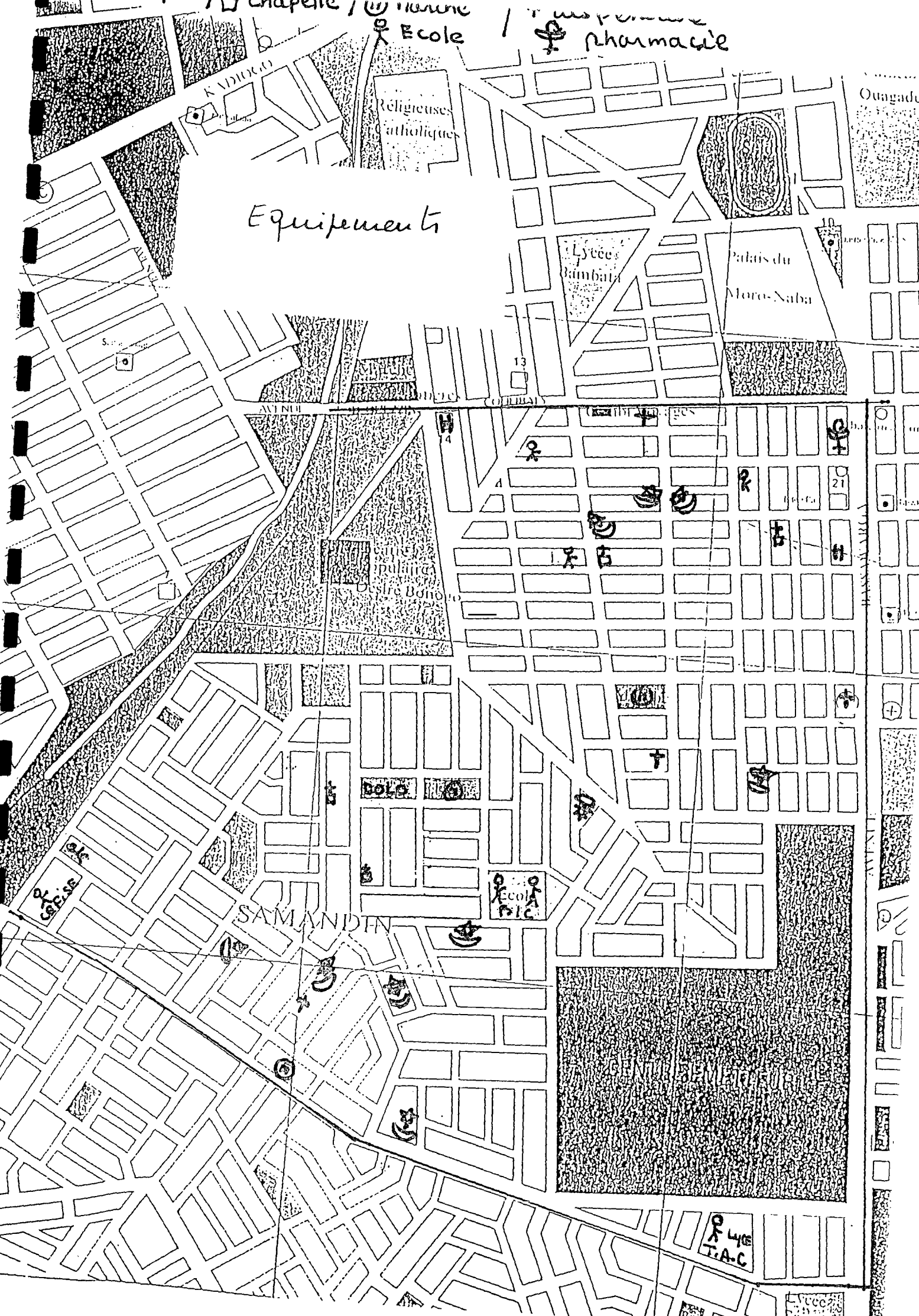
- les activités apparaissent inégalement reparties et regroupées autour de quatre pôles d'attraction principaux qui sont l'avenue Bassawarga et l'avenue Coulibaly , le marché Naab Raaga et l'école Samnadin B et C.
- les activités d'une certaine envergure sont de trois types principaux : les métiers de la restauration (restaurants, bars , doloteries, 2 hotels), des ateliers de construction mécanique et menuiserie et des garages de réparation des véhicules.

Il y a encore deux imprimeries qui sont à comptabiliser dans cette catégorie d'activités .

Le plan ci après présente la situation des activités.

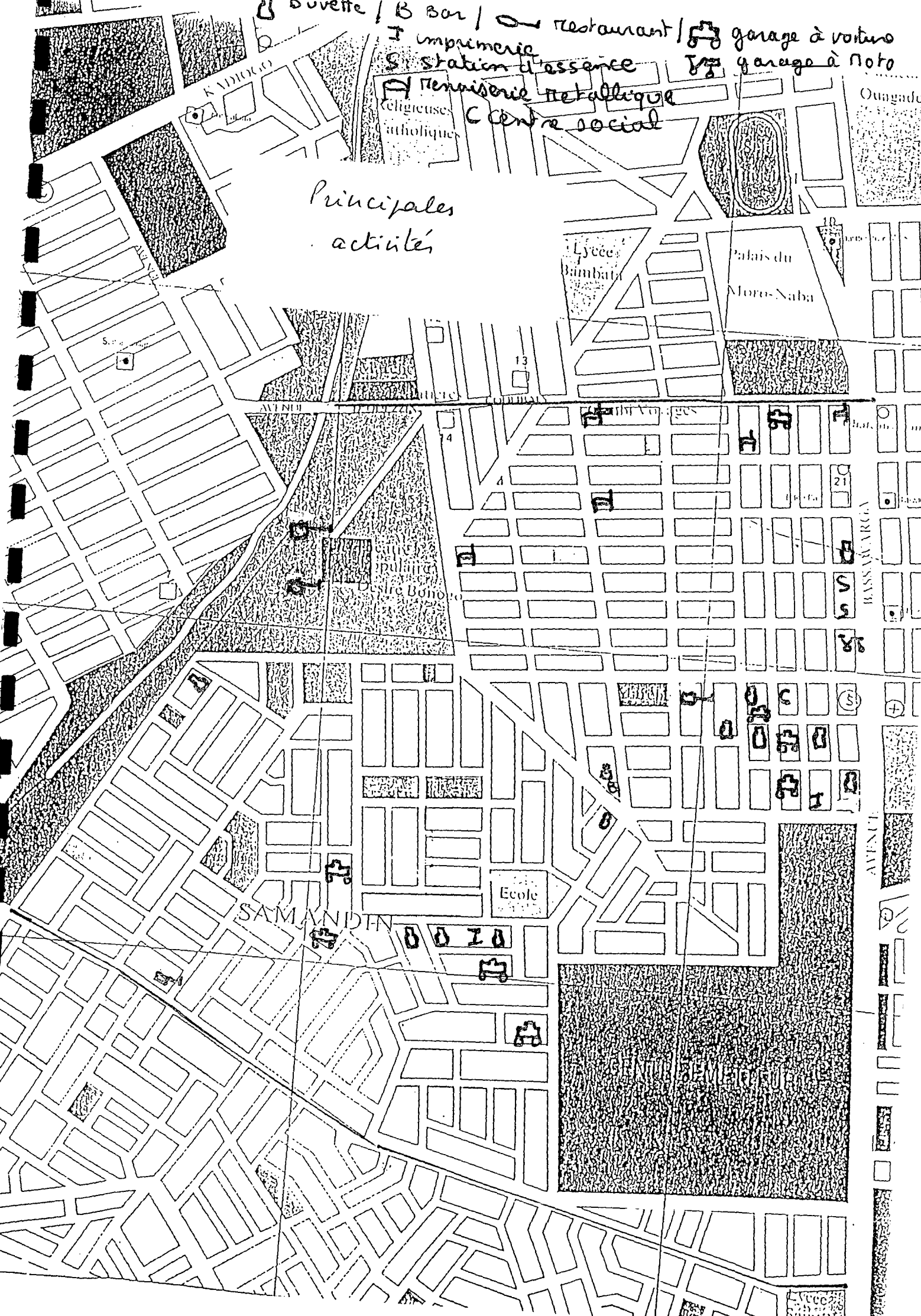
On notera que les activités de la restauration et les garages sont de gros producteurs d'eaux usées et que les rejets des garages se rangent dans la catégorie des effluents fortement pollueurs.

Les artisans plus difficiles à recenser paraissent néanmoins nombreux . On a repéré des tailleurs, des vanniers , un moulin, fabricant de ressort, de meubles..



☺ buvette / ☺ bar / ☺ restaurant / ☺ garage à voitures
☺ imprimerie ☺ station d'essence ☺ garage à moto
☺ Pénitencier métallique
☺ religieuses catholiques ☺ Centre social

Principales activités



Oungade

Palais du Moro-Naba

Lycée Bambata

Palais du Père Bono

Ecole

SAMANDIN

BASSAVARCA

AVENUE

6. Situation sur le plan de l'assainissement

6.1 Observations et données des enquêtes

Le secteur 7 a été visité une première fois lors des tournées d'identification du secteur à choisir pour l'opération pilote et à ce moment là il est apparu comme n'étant pas particulièrement sale par rapport à d'autres secteurs centraux (comme les secteurs 5 et 12 par exemple) , ayant moins de puisards qui débordent que d'autres secteurs (secteur 10 par exemple) , disposant de caniveaux en terre qui présentent l'avantage par rapport aux caniveaux maçonnés de permettre l'infiltration des eaux usées qui y sont inévitablement déversées.

Ce qui frappe finalement le plus l'oeil lors d'une visite rapide ce sont les tas d'ordures disséminés un peu partout, aux abords du marché principal, dans certains terrains vagues communément appelés espaces verts par la population, dans des parcelles non construites sur certaines rues et le long des murs du Centre Emetteur .

Certaines rues paraissent assez propres, on y sent un certain effort de nettoyage ou au moins de balayage. Parfois on retrouve non loin de là des tas d'ordures, signe que l'effort n'a su ou pu aller jusqu'à l'évacuation des ordures. En regardant de plus près on doit aussi souvent constater que si la rue a un air de propreté les caniveaux et particulièrement les plus larges qui sont maçonnés , sont remplis de détritits et d'eaux sales , noires parfois mêlées aux huiles de vidange des garages. Certaines rues par contre apparaissent d'emblée sales voire très sales entre les puisards qui débordent, les flaques d'eau noirâtre, les porcs s'y roulant sans vergogne, les caniveaux pleins d'ordures etc....

On note aussi la fréquence de mares d'eau boueuse aux abords des points d'eau rarement équipés de puits d'infiltration des débordement d'eau , mares qui font aussi la joie des porcs.

Plusieurs concessions déversent directement leurs eaux usées dans les caniveaux via une petite rigole d'écoulement aménagée dans le mur de clôture.

La saison des pluies démarrant tout juste au moment de la rédaction de ce rapport il n'est pas possible de décrire la situation dans ce secteur après une forte pluie; mais les récits des habitants sont suffisamment évocateurs pour imaginer les énormes problèmes qui se posent dans plusieurs endroits du secteur au moment des pluies. Plusieurs personnes enquêtées d'ailleurs mentionnent le fait que le cours normal de l'eau aurait été contrarié par le lotissement de la partie sud du secteur sans que des aménagements conséquents aient été réalisés. On entend souvent dire nous sommes sur une voie d'eau avant que les personnes ne décrivent une situation catastrophique où l'eau rentre dans leurs maisons , où ils déclarent avoir l'eau jusqu'aux reins et recevoir tous les détritits qui remplissaient les caniveaux ... A entendre les gens commenter la situation qui prévaut au moment des premières pluies on est édifié par l'accumulation des saletés et la situation sur le plan de l'hygiène que cela suggère. Il faut dire que les premières pluies sont pour beaucoup un aubaine sur ce plan . En effet la violence des premières pluies en général est mise à profit par les habitants pour se débarrasser loin du regard des rejets dont ils ne savent que faire: produit de la vidange des puisards ou même, plus rarement toutefois, de la vidange des latrines, ordures amoncelées dans la cour...

Parmi les activités plus particulièrement polluantes il faut considérer les garages qui sont nombreux dans le secteur et qui utilisent le plus fréquemment les caniveaux comme exutoire des eaux de lavage des véhicules et qui y rejettent aussi, au moins certains, les huiles de vidange et autres produits. En outre les gens vivant aux abords du centre émetteur ont à supporter les fumées des pneus brûlés pour récupérer les fils métalliques à partir desquels des ressorts sont confectionnés.

6.2 Equipements sanitaires des ménages

6.2.1 Latrines

La plupart des ménages enquêtés possède une latrine . Il s' agit généralement de latrine dite traditionnelle composée d' une fosse de 2à 3 mètres de profondeur et d' un mètre de diamètre, d' une dalle de défécation rectangulaire ou carrée d' un mètre sur un mètre, avec un trou de défécation rond ou rectangulaire de dimension variable et ceint sur deux cotés et la moitié du troisième d' un mur en banco ou en dur de 1,5 à 2 mètres de haut. Très peu de latrines ont un toit ou une porte.

Il n' est pas rare que les latrines recueillent , outre les excréta , des déchets solides tels que papiers, bois, plastiques, tissus... utilisés ou non pour la toilette anale. Les latrines dont les usagers utilisent pour cela de l' eau sont du même modèle en général que les autres.

On n' a pas observé de cas où le trou de défécation soit obturé par un couvercle. Outre les inconvénients des odeurs et des mouches ou moustiques, ce modèle couramment répandu laisse pénétrer les eaux de pluie dans la fosse. Son remplissage s' en trouve accéléré ce qui induit des coûts supplémentaires de vidange. En outre le produit de la vidange sèche plus lentement et cela ne peut que nuire à l' hygiène et la santé de la population riveraine des zones de décharge de ces produits quand il ne s' agit pas directement des habitants des alentours de la concession eux mêmes .

Il s' avère en effet que la plupart des propriétaires vidangent leur latrine eux mêmes en famille ou font appel à des manoeuvres locaux (très fréquemment des peuhls). Dans les deux cas le produit de la vidange est déversé le plus généralement dans la rue ou dans la cour dans un trou ou sur un tas recouvert de terre.

La moitié des latrines des personnes enquêtées n' ont jamais été vidangées dont un tiers de celles qui ont plus de cinq ans.

6.2.2 Puisards

Près d' un quart de la population enquêtée n' a pas de puisard et n' a donc comme issue pour évacuer ses eaux usées que le sol de la concession ou les caniveaux. Plus des deux tiers des puisards ont été construits à l' extérieur de la cour, malgré l' interdiction qui en est faite. Une partie déborde régulièrement en attendant l' arrivée de la saison des pluies qui entraineront tous ces rejets vers le canal du Mogho Naba et le barrage.

Les puisards sont de profondeur variable mais le plus souvent celle-ci n' excède pas 2 m sauf dans les cas où il s' agit d' un ancien puits. Ils sont généralement de section circulaire d' un diamètre de l' ordre d' un mètre.

Les puisards ne recueillent en fait que les eaux de douche. En effet les eaux de vaisselle, de cuisine et de lessive sont systématiquement rejetées dans la cour, dans la rue ou dans les caniveaux, y compris chez les habitants qui disposent d' eau courante et de fosse septique.

6.3 Situation sanitaire des équipements

Qu' il s' agisse des écoles ou du dispensaire du secteur la situation sur le plan de l' assainissement est très précaire et devrait être améliorée dans le cadre de ce projet ce qui permettrait en outre que les équipements présentent une image sur ce plan conforme à leur fonction et à leur vocation éducative.

Les besoins d'aménagement qui se dégagent des enquêtes sont les suivants:

- Ecole Samandin A : 2 des 3 toilettes à chasse (pour les professeurs) ne fonctionnent plus; il existe une latrine à 6 postes pour les 600 élèves qui n'a pas de toit. Le réaménagement de la latrine existante et son extension s'avèrent nécessaire.
- Ecole Samandin B et C: les deux toilettes à chasse à usage des enseignants datent de 1966 et sont totalement bouchées; les 1186 élèves doivent se partager une latrine à quatre postes qui est dans un état abominable les élèves refusant désormais de la nettoyer du fait de sa saleté. La latrine n'a pas de toit non plus mais dispose de portes métalliques. Une demande a été déposée auprès de l'agence Faso Baara pour la construction de nouvelles latrines mais aucune suite n'a été donnée, la réfection de la clôture de cette école ayant déjà été financée sur les crédits de l'agence.
- au dispensaire la situation n'est guère plus brillante : si les toilettes à usage du personnel sont très bien entretenues il n'en va pas de même des latrines mises en principe à la disposition des patients. Elles ne sont pratiquement plus utilisées tellement leur état est catastrophique. Le dispensaire dispose d'un incinérateur à ordures qui fonctionne mal et inconfortable tout le voisinage. Là encore le dispensaire devrait absolument bénéficier des améliorations nécessaires à son rôle de promoteur sur le plan de la santé.

Un inventaire précis des travaux à réaliser a déjà été partiellement effectué par Mme Barro et des devis seront établis prochainement. Le lancement des travaux réclamés par les usagers de ces équipements publics serait une action mobilisatrice, d'autant plus que au moins en ce qui concerne les écoles ces travaux pourraient être l'occasion de tester la capacité d'organisation des comités de parents d'élèves existants.

6.4 Situation vécue par les gens

Un "catalogue des réponses " situé à l'annexe 1 ci - après rassemble les diverses réponses des habitants aux diverses questions ouvertes et permet ainsi au lecteur de prendre directement connaissance de la réaction de la personne interrogée.

6.4.1 Hétérogénéité des situations vécues par les habitants

La situation sur le plan sanitaire est vécue de manière différente selon les gens. Les enquêtes révèlent effectivement que si majoritairement la population qualifie la situation sanitaire de "sale" voire très sale, (51 personnes sur 77) un quart considère par contre que " c'est propre " ou assez propre ou " ça va" (19 réponses) auxquelles il convient d'ajouter ceux qui se rangent plutôt dans le camp des optimistes en trouvant la situation ni propre ni sale en précisant ou non que cela dépend des endroits (7) Les réponses des personnes interrogées mêlent évidemment la réalité de la situation vécue et la perception de cette réalité. Il est vrai que certaines personnes vivent dans des conditions d'hygiène désastreuses , tandis que d'autres disposent d'équipements individuels et collectifs, que certains sont plus confrontés que d'autres à leur environnement de quartier, mais il y a aussi la façon et la capacité de voir la réalité qui intervient. Plusieurs facteurs interviennent dans l'appréciation que les habitants portent sur la qualité de leur environnement:

- le niveau de vie est sans doute un élément essentiel; dans le secteur on remarque que globalement les appréciations positives sont plutôt le fait des personnes de niveau de vie plus élevé. Il faut souligner que si l'état des rues n'est pas systématiquement meilleur qu'ailleurs, dans l'ensemble la zone nord du secteur où résident majoritairement les ménages les plus aisés est plus entretenue; on y voit moins d'eaux sales (les gens ont d'ailleurs tous des puisards ou des fosses septiques), les tas d'ordures sont moins fréquents et il y a peu de caniveaux. Mais aussi il faut reconnaître que les murs de clôture et portail caractéristiques des milieux favorisés sont autant de remparts contre certaines réalités,

- la sensibilité des gens à la situation: on observe que cette sensibilité s'exerce à double sens entre ceux pour qui la situation décrite est apocalyptique avec un peu d'exagération et ceux qui effectivement ne semblent pas s'émouvoir des saletés. On ne peut toutefois pas nier qu'il y a certains discours de circonstances dûs à la situation d'enquêtes.
- la perception de l'environnement en général: on note que plusieurs de ceux pour qui la situation n'est pas mauvaise portent en général un regard positif sur la situation générale de leur quartier, et sur leurs voisins. Ils sont optimistes et trouvent que la situation s'améliore grâce aux efforts des gens.

6.4.2 Préoccupations de la population

Avant d'aborder le sujet de l'assainissement plus particulièrement, les questionnaires d'enquête invitent les personnes interrogées à présenter les problèmes principaux auxquels leur quartier est confronté et ensuite, plus loin à indiquer ce qui constitue leurs sujets majeurs de préoccupations.

Les réponses sont très variées (cf. catalogue des réponses). Les problèmes d'ordre social qui reviennent le plus souvent concernent l'insécurité, la drogue, la violence et la prostitution aux abords du théâtre populaire mais aussi la difficile intégration des étrangers (au quartier) au sein de la population dite autochtone. Il est intéressant de constater que ce sont plutôt les "étrangers" qui se plaignent de l'inertie des autochtones que ces derniers qui parlent des nouveaux venus. La pauvreté, le chômage, la quête de nourriture sont souvent évoqués. On note que lorsqu'elle est évoquée cette préoccupation est très vive et alors toutes les réponses sont plus ou moins sous tendues par ce problème. Les problèmes d'assainissement sont fréquemment évoqués dès cette phase de l'enquête, parfois seuls mais le plus souvent au même titre que d'autres problèmes d'ordre social, économique ou éducatif. Sur ce dernier point on doit noter la fréquence des plaintes des adultes sur les problèmes d'éducation des enfants (les leurs ou ceux des voisins) que cela soit perçu comme un problème général ou que les difficultés vécues localement en soient considérées comme la cause.

L'acuité des problèmes sociaux et économiques vécus par une bonne part de la population du secteur relègue dans ces cas les problèmes relatifs à l'hygiène et l'assainissement à l'arrière plan. Malgré cela on ne ressent pas de manière nette un décalage des préoccupations selon la catégorie des niveaux de vie puisque les milieux plus aisés ont aussi leurs raisons, certes très différentes, pour ne pas faire de l'assainissement leur principal cheval de bataille. Tout ceci ne signale que des réactions dont on devra tenir compte mais ne conclue pas du tout à la marginalité des populations préoccupées et malmenées par la situation de l'assainissement dans le secteur. Au contraire les résultats des enquêtes sont sur ce point assez éloquents que l'on considère les besoins exprimés ou les propositions faites par les personnes interrogées. D'ailleurs s'il s'avérait que les populations de niveau de vie extrêmes étaient plus difficiles à mobiliser cela ne toucherait qu'une petite moitié de la population si l'on observe que la population de standing de vie moyen est majoritaire semble-t-il.

6.4.3 Problèmes d'assainissement évoqués

Que ce soit à travers les enquêtes, les entretiens dans la rue où encore les réunions les deux préoccupations majeures de la population en matière d'assainissement concernent l'évacuation des ordures ménagères et l'écoulement des eaux de pluie.

a/ Evacuation des eaux pluviales

Il manque des caniveaux ou ceux qui existent sont mal faits ou bouchés ou effondrés. Le problème perçu est d'abord celui de l'écoulement que celui de la gêne ou des dangers pour la santé engendrés par la saleté des caniveaux. Il faut dire que la situation au moment de la saison des pluies est catastrophique dans bon nombre des concessions ; la moitié des ménages enquêtés (55 sur 114) déclarent avoir des problèmes dûes aux eaux de pluie. Cela va de la gêne causée par la boue et la stagnation de l'eau dans des flaques pendant plusieurs voire plusieurs jours, à des dégâts et inondations dans les maisons. Les hauteurs d'eau évoquées sont de l'ordre de plusieurs dizaines de cms voire plus: jusqu'aux genoux, jusqu'aux reins. Certains sont obligés de déménager leurs affaires chez des voisins sous peine de les perdre. Dans la rue le tableau n'est guère moins édifiant et beaucoup se plaignent de ne pouvoir circuler les jours de grandes pluies.

Les plans ci-après présentent la situation des diverses concessions enquêtées en les classant selon le degré de difficulté rencontrées en saison des pluies dans les concessions et/ ou dans la rue.

Ces plans montrent que l'appréciation des problèmes n'est pas exempte d'une certaine subjectivité, les avis concernant la situation dans une même rue pouvant être notoirement différents selon l'interlocuteur.

b/ Evacuation des ordures ménagères

Les ordures posent le problème principal de leur évacuation hors du quartier. Tout le monde est gêné par les ordures que ce soit leurs propres détritiques ou non, les gens ne savent pas quoi en faire. 10 personnes sur 108 sont abonnées à un service de ramassage des ordures et seulement un cinquième des personnes interrogées vont déposer leurs ordures au seul bac du secteur. Il semble à travers les enquêtes qu'il n'y ait aucune pratique de fabrication de compost. Le seul moyen d'élimination pratiqué consiste à brûler ce qui peut l'être. Ainsi les ordures des deux tiers environ de la population du secteur (soit près de 18000 personnes au moins) sont conservées sur place dans les rues ou les "espaces verts".

Il ressort des enquêtes la gêne voire la honte de déposer ses ordures n'importe où et encore plus d'être vus par les voisins. C'est d'ailleurs ainsi que plusieurs attendent la nuit pour jeter leurs ordures. Certains se plaignent de se faire insulter par les riverains des zones où ils déposent leurs détritiques.

En outre le problème de la distance entre le domicile et le point de déversement des ordures est souvent signalé et traduit par la demande de rapprochement du bac; le bac étant pratiquement érigé au rang de symbole de la propreté et de l'organisation nécessaires.

c/Excreta des enfants

Le problème des excreta des enfants dans les espaces est souvent évoqué. Il faut dire que le problème du lieu de défécation des enfants se pose réellement. En effet dans la plupart des familles, les enfants en bas âge ne défèquent pas dans la latrine car cela est considéré comme dangereux. Les plus petits, d'après les enquêtes, défèqueraient le plus souvent dans des pots déversés ensuite dans la latrine. Mais il reste le problème des enfants d'âge intermédiaire trop grands pour le pot et trop petits pour la latrine. Ceci est sur le plan technique un vrai problème, d'une envergure non négligeable, auquel il faudrait aussi tenter de trouver une solution.

Evacuation des usines ménagères



- dépôt sauvage
- bac
- △ chez soi ou rue
- ▼ abou he
- c champ

Religieuses
Catholiques

Lycee
Bambata

Palais du
Moro-Naba

Centre
populaire
D. S. B. Dono

Ecole

SAMANDIN

Ouagadougou

BASSAWARGA

AVENUE

S. ...

Librairie

7

21

5

12

13

14

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

AVENUE ...

Les plus nées (micro. dans les concessions)



- pas de problème
- △ problème
- ▲ gros problème

concessions

Eaux fleuviales / microbes dans l'eau;



- pas de probleme
- △ probleme
- ⊕ gros probleme

Tites

Eaux fluviales.



- pas de problème (rue et concession)
- △ problème (")
- ▲ gros problème (")
- ⊙ problème dans la rue, pas dans la concession
- ⊙ problème dans la concession, pas dans la rue

d/Vidange des latrines et des puisards

La vidange des latrines et des puisards pose problème principalement du fait de son coût. C'est pour épargner le prix de la vidange que les habitants repoussent celle-ci ou qu'ils la font faire par des tâcherons du quartier qui ne s'embarrassent pas du lieu de déversement. Ainsi au moment des premières pluies tout le monde vidange en espérant que l'eau de pluie emmènera tout assez loin du domicile.

6.4.4 Pratiques d'assainissement et relations de voisinage

On ressent à travers diverses déclarations sur les problèmes d'assainissement une certaine tension due aux comportements des voisins. Certains déclarent se faire insulter s'ils font des remarques à ceux qui viennent vider leurs ordures près de chez eux ou qui laissent leurs enfants déféquer n'importe où, d'autres se font insulter quand ils déposent leurs ordures dans les lieux plus ou moins officialisés par la population pour cela. On ressent aussi cette tension à travers les déclarations de ceux qui capitulent pour ne pas avoir d'ennuis avec les voisins.

Quel que soit les déclarations des habitants on est en droit de penser que l'environnement sale empoisonne les relations de voisinage. En effet d'une part on ne rencontre pas une personne qui ne soit consciente de la saleté et qui n'en souffre d'une manière ou d'une autre; même si par contre peu établissent clairement une relation entre la situation et les maladies. D'autre part les personnes interrogées énumèrent assez volontiers les pratiques d'assainissement des voisins et semblent généralement très bien savoir que ces pratiques sont incorrectes: vidange des produits de vidange des latrines ou des puisards dans les caniveaux ou sur la rue la nuit quand personne n'est censé voir, tas d'ordures déchargés dans les caniveaux lors des premières pluies pour être entraînés loin des regards des voisins.....

Certaines personnes déclarent qu'elles seraient prêtes à prendre un abonnement pour le ramassage à domicile des ordures mais à quoi bon puisque les autres emplissent la rue de leurs saletés et finalement elles font comme les autres. Les pratiques d'assainissement courantes des habitants du secteur sont ainsi doublement handicapantes et s'auto reproduisent d'autant plus facilement si les relations de voisinage sont distendues ou difficiles.

7. Réactions et expériences participatives

7.1 Actions collectives

Les actions collectives d'amélioration de l'environnement en général et en particulier dans le domaine de l'assainissement remontent, pour la quasi totalité, à l'époque d'activité des CDR (Comités de Défense de la Révolution mis en place sous Sankara dans les secteurs). Si le bilan des CDR paraît assez faible en matière d'amélioration de la collecte des ordures ménagères et encore plus dans le domaine des infrastructures d'eaux pluviales, par contre les journées de salubrité organisées dans les quartiers par les CDR ont été nombreuses si l'on en juge par les réponses obtenues. Près des deux tiers des personnes enquêtées ont participé à des actions de nettoyage et de balayage à cette époque.

Depuis la disparition des CDR ces actions ont été assez rares. Il y a eu des journées de salubrité organisées par l'association A.N.G.D.B. dans ce quartier comme dans d'autres de Ouagadougou ou quelques opérations ponctuelles comme le nettoyage des abords des lieux de culte. On note quelques actions de nettoyage de rues menées spontanément par les riverains et la construction d'une latrine publique. Les comités de parents d'élèves mènent aussi certaines actions de construction que l'on doit souligner.

7.2 Réactions individuelles face à la situation

Bien que les actions collectives spontanées de nettoyage des rues et des caniveaux soient très rares on peut remarquer en se promenant dans le quartier que certaines sont manifestement entretenues et relativement propres (au moins en ce qui concerne la chaussée), tandis que d'autres débordent de saletés de toute nature et de tout côté. Ceci invite à penser que, compte tenu des déclarations des habitants enquêtés, il s'agit plutôt d'une somme d'actions individuelles probablement par phénomène d'entraînement, de pression ou d'imitation réciproque des riverains entre eux. Les enquêtes réorientées pour analyser ce phénomène permettront toutefois de vérifier cette hypothèse que confirmeraient assez les propositions faites par les habitants pour l'organisation du nettoyage des rues ou au contraire de découvrir des actions organisées collectivement. Dans les enquêtes on a aussi pu relever deux cas de personnes qui balairaient toute une portion de rue.

En matière de caniveaux on observe à peu près le même phénomène; il existe en effet dans certaines rues des caniveaux longeant plusieurs concessions et qui manifestement ont été creusés par chaque riverain si l'on en croit la diversité des matériaux de revêtement voire des profils en travers. Le recensement des caniveaux qui a été fait amène effectivement à la conclusion d'actions individuelles.

Enfin on peut noter la fréquence importante des réactions individuelles face au mauvais écoulement des eaux de pluie. Il y a différents types de "solutions" adoptées par les habitants. Elles seraient généralement efficaces, selon leurs avis, (certains indiquent toutefois que leur intervention a empiré la situation) même si elles sont pour la plupart éphémères; on peut citer parmi ces solutions la confection de rigoles ou de pentes par remblaiement, la pratique très courante de mettre de la terre pour éviter la stagnation de l'eau de pluie dans les inévitables trous, parfois l'étalement de gravillons... Ces mesures de protection sont couramment utilisées dans les concessions pour diriger l'eau de pluie vers la rue mais aussi dans la rue pour détourner l'eau des murs de la concession.

8. Fonctionnement social du secteur

8.1 Associations et réseaux d'entraide

8.1.1 Associations

La proportion de personnes interrogées appartenant à une association est très faible (15 personnes sur 78). Les recherches pour effectuer l'inventaire des associations existantes ont d'ailleurs été assez difficiles. Il y aurait en fait assez peu d'associations structurées voire reconnues officiellement. On peut noter que la plupart de ces associations ont des objectifs tournés sur l'amélioration du cadre de vie local et ont principalement une vocation d'entraide (Association Nonglem Nooma (L'amour est bon), Association Lagem Taaba La Bumbu (L'union fait la force), Association Man Neere ...). Certaines d'entre elles, le plus souvent moins formelles, s'organisent autour des pratiques religieuses (association des femmes catholiques, association des hommes musulmans), d'autres par contre sont semble-t-il plus ancrées dans les structures politiques.

Selon certaines personnes interrogées il y aurait un certain déclin de la vie associative dans le secteur ces dernières années.

8.1.2 Réseaux d'entraide

Les réseaux d'entraide entre voisins ne sont pas systématiques. Environ la moitié des personnes interrogées appartiennent à des réseaux d'entraide entre voisins de quartier ou à niveau plus large . Ces réseaux ont pour principal objet d'apporter une aide aux voisins pour assumer l'organisation et les dépenses liées aux décès, aux baptêmes et aux mariages. Ils n'ont semble t-il pas de prolongement direct ou systématique sur l'entraide entre voisins sur d'autres plans. En effet on ne constate aucun lien particulier entre le fait d'appartenir à un tel réseau (qui n'a d'ailleurs pas de structure permanente apparemment) et la possibilité de bénéficier de l'aide de ces mêmes personnes pour une aide en vue de la réalisation d'un projet individuel.

Cette aide est beaucoup plus affaire de relations directes avec les voisins que les réseaux d'entraide évoqués; seulement 22 personnes sur 58 déclarent pouvoir compter sur leurs voisins et principalement pour certaines constructions .

La plupart des gens indiquent que cette aide ne peut effectivement pas être d'ordre financier. Ceci peut bien sûr s'expliquer par la modestie des ressources de bon nombre de personnes mais aussi il semble que les gens soient peu enclins à mettre de l'argent en commun, par méfiance ou par habitude? On n'a relevé pratiquement aucune pratique d'épargne collective type tontine si ce n'est quelques cas où une tontine des femmes est citée.

8.2 Relations de voisinage

Ce qui précède n'est pas totalement cohérent avec les déclarations des habitants en ce qui concerne les relations de voisinage. En effet l'énorme majorité des personnes qualifie ses relations de voisinage de bonnes. Et pourtant il n'est pas rare que les gens se plaignent du puisard du voisin qui déborde , de ses enfants mal élevés , de ses eaux de pluie qu'il ne canalise pas ou trop, ou même de bagarres entre voisins...

Ces incohérences relèvent en fait sûrement d'une certaine pudeur vis à vis d'une personne extérieure au quartier, mais aussi d'une volonté de préserver un environnement social harmonieux. Ceci se vérifie à travers les commentaires de ceux qui préfèrent se résigner que d'affronter leurs voisins. Ce comportement n'est pas sans impact sur les conditions d'hygiène du milieu .

8.3. Recensement des personnes influentes

Le recensement des personnes influentes sur un territoire géographique rassemblant plus de 20.000 personnes est indispensable pour plusieurs raisons.

D'abord un tel projet touche à la vie intime et en collectivité , remet nécessairement en cause des habitudes et des comportements culturels et ne peut nier les disparités des besoins et des sensibilités selon les catégories de population qui se dégagent au sein du groupe des habitants du secteur - hommes et femmes , jeunes et vieux, obédiences religieuses diverses, autochtones et étrangers, groupes ethniques, strates de niveau de vie etc...-

Ensuite le tissu social d'un milieu globalement traditionnel apparaît très structuré au delà des solidarités relâchées, une bonne part des structures d'entraide se superposent en fait aux groupes de sensibilités diverses...

Pour l'équipe de projet intervenant extérieur au milieu, le repérage des grandes tendances, des tensions et conflits de pouvoir ou d'intérêt, des frustrations nous met à l'abri des tentatives de noyautage ou de récupération du projet par un groupe d'influence particulier et nous permet mieux de réfléchir aux conditions de participation de toute la population sans craindre de ne couvrir qu'une partie des sensibilités. Il nous permet d'être attentifs aux influences démobilisatrices ou déstabilisantes qui même si elles sont marginales n'en sont pas moins actives. Le recensement des personnes influentes ne devrait pas dispenser de la compréhension des fondements et origines de ces tendances diverses.

Ce recensement a d'autres objectifs positifs :

- il permet aussi de distinguer des personnes ressources à la fois du fait de leur charisme et du fait de leur audience,
- il nous évite certains pièges qui handicapent la préparation d'activités dont la portée peut être réduite du simple fait du non respect des influences et du cloisonnement du groupe social,
- il assure une meilleure efficacité , une personne influente contactée rassemblant elle même tout un groupe,
- enfin avec l'inventaire des personnes influentes on peut dans les milieux traditionnels structurés, considérer disposer d'un inventaire des principales positions et options en compétition dans le secteur.

Au niveau du secteur 7 on a pu expérimenter ces jeux d'influence à travers les convocations aux réunions. On commence à savoir qui contacter pour rencontrer telle catégorie d'habitants ce qui facilite et accélère grandement le travail de préparation des réunions avec la population et évitera les réunions d'audience très limitée.

Un premier recensement a identifié 73 personnes au moins qui chacune à leur niveau et à leur façon drainent des ensembles de population. Selon le recensement fait on peut distinguer les principaux groupes de personnalités influentes suivants:

- les autorités coutumières,
- les autorités religieuses,
- les délégués de zone ou responsables de sous secteur,
- les responsables et membres influents des partis politiques,
- les opérateurs économiques,

Cette classification n'est pas disjointe évidemment.

Il existe en outre au sein du secteur tout un ensemble de fonctions particulières dont les attributaires sont placés dans des positions d'influence privilégiées tels que les directeurs d'école et instituteurs, les responsables des marchés ou encore les membres du comité de santé.

On notera que les responsables d'associations ne sont pas cités comme des personnes influentes en tant que tel, ce qui traduit cette superposition des domaines d'influence, sur le plan politique et social ou religieux assez fortement constaté d'après les données dont on dispose déjà.

8.4. Institutions actuelles au niveau du secteur

La vie du secteur est ainsi réglée ou gérée à travers quatre types d'organisations principaux aux influences diverses:

- les autorités coutumières: destituées par le pouvoir sankariste dès les débuts de la révolution - destitution par la suppression des quartiers et la création du secteur comme territoire d'intervention et d'autorité des CDR - les autorités coutumières n'en ont pas pour autant été jetées aux oubliettes. Sans doute affaiblies par cette mise à l'écart et la diversification des influences, les autorités coutumières n'en demeurent pas moins et elles constituent d'évidence une institution incontournable pour certains aspects de la gestion du cadre de vie des habitants.

- les autorités religieuses : selon les enquêtes la très grande majorité des habitants du secteur se réclament d'une des trois religions, musulmane, catholique ou protestante. Les enquêtes révèlent une structuration assez forte du tissu social par le canal religieux: associations des femmes catholiques, groupe des femmes musulmanes, tontine des femmes catholiques, activités de nettoyage des abords de la mosquée ou de l'église, réseaux d'entraide entre correligionnaires... On a pu aussi mesurer l'impact des responsables de ces associations lors des réunions des femmes par religion dont l'auditoire a été généralement nombreux et intéressé. Ces autorités sont assez nombreuses, notamment les autorités musulmans.

- les responsables de sous secteur ou délégués de zone: les responsables de sous secteur mis en place sous la révolution conservent au moins une part de leur influence. Il avait été créé des comités de femmes , de jeunes et d'anciens. Ces regroupements qui ont probablement plus à voir avec l'organisation sociale traditionnelle qu'avec les catégorisations militantes continuent d'exister. On a pu vérifier cette influence lors des réunions avec la population : en convoquant une réunion par l'intermédiaire du responsable de sous secteur on a obtenu des réunions de bonne audience et motivées. Il faut toutefois souligner que ceci ne s'applique qu'aux réunions avec les femmes puisque malgré quelques tentatives on n'a finalement toujours pas pu rassembler de réunions des jeunes.
 La nouvelle organisation communale ne fait pas mention des sous secteurs. Par contre il est intéressant de noter qu'elle réactive la constitution de groupes de population homogène à vocation consultative par secteur. Il est ainsi prévu la constitution de comités de femmes (rassemblant toutes les femmes âgées de 18 ans ou plus), un comité des jeunes (regroupant tous les hommes d'âge compris entre 18 et 40 ans) et un comité des anciens rassemblant tous les habitants âgés de plus de 40 ans. Les femmes "peuvent participer aux activités des jeunes et des anciens mais ne sont électrices et éligibles qu'au sein d'un seul comité"

- l' autorité administrative du secteur: le responsable administratif du secteur est le représentant de la commune à ce niveau sur le plan administratif. Le statut des responsables administratifs est en voie de modification dans le cadre de la réorganisation générale de l'administration des communes. Jusqu'à présent le responsable administratif est un conseiller municipal, membre de la Délégation Spéciale Communale, désigné par les autorités de tutelle. Représentant de la commune, administrateur du secteur, le responsable administratif est aussi la voie de la population auprès des autorités communales . Par exemple, il est tenu de faire un rapport en cas de problèmes particuliers dans le secteur, notamment pour ce qui concerne le fonctionnement des infrastructures.
 Le projet de loi relatif à l'organisation de l'administration du territoire du Burkina Faso, prévoit le maintien de la fonction de responsable administratif qui sera alors élu au sein du conseil de secteur.

- le comité de santé: les comités de santé ont été créés dans chaque secteur en 1987. Constitués comme cellules de base de la structure sanitaire de la ville les comités de santé n'en étaient pas moins dès le départ inscrits nettement dans les structures politiques du fait même de leur composition. Il était en effet entendu que la plupart des fonctions dévolues aux différents membres du comité serait répartie entre les responsables des CDR des secteurs. Ainsi la présidence du comité revenait à la responsable des comités CDR des femmes des secteurs (membre de l' UFB), le poste de trésorier était rempli par le responsable des jeunes (membre de l'UNJB) et les deux commissaires aux comptes étaient membres de l'UNAB . Le comité de santé se composait au total de sept membres. Outre les quatre membres cités il y avait un représentant des services de l'Action Sociale, un agent de santé et un gestionnaire. Dans le secteur 7 l'agent de santé a été désigné en 88 par les autorités du secteur.

Bien que les comités de santé aient été renforcés dans leurs moyens en 1988 par l'octroi d'un montant de 50.000 fcfa , ils ont en fait plus ou moins tous périclité dès les années 89-90. Les raisons à cela sont vraisemblablement multiples mais l'absence de suivi de la part des services de tutelle n'est sans doute pas une des moindres. Le bilan des actions des comités apparaît généralement faible ; c'est aussi le cas du comité de santé dans le secteur 7 qui a eu très peu d'initiatives et dont le bilan se résume à quelques causeries sur des thèmes de la santé , qui a participé à quelques opérations de salubrité ou de vaccinations et a réalisé des enquêtes sanitaires pour le compte de la Direction Provinciale de la santé. Encore faut-il souligner que la plupart de ces travaux sont le fait de l'agent de santé plus que du comité et que les activités ont repris récemment une certaine dynamique avec la volonté des services de tutelle de réactiver ces comités.

En effet depuis un à deux ans la cellule d'appui à la Direction Provinciale (Projet Paludisme financé par la coopération italienne) a entrepris de réactiver ces comités pour faire de ce réseau une pièce maîtresse du dispositif de diffusion des informations et de l'éducation sur la santé auprès de la population. Cette réactivation passe par la réorganisation des comités, plus ou moins moribonds. Cette tâche se révèle assez complexe , les statuts standards des comités de santé ne prévoyant pas le changement des membres! La procédure la plus générale est la convocation d'une assemblée générale de la population du secteur pour élire les membres du nouveau comité. Il semble que les changements opérés sont en fait assez minimes ou en tout cas se réduisent à remplacer les membres qui ne se présentent pas à cette réunion. Au niveau du secteur le comité de santé actuel ne diffère de celui de l'origine que par un de ses membres nouvellement venu pour occuper le poste de commissaire aux comptes , l'ancien ayant remplacé la première présidente du comité.

- les partis politiques: la diversité et abondance des partis politiques au Burkina Faso est aussi semble-t-il une réalité au secteur 7. Les plus fréquemment cités sont le parti majoritaire ODP MT, le le CNPP, l'ADF, l'ADA et l'UDS. L'ODP MT dispose d'un bureau spécifique dans le secteur dont les membres sont dans l'ensemble aussi des personnalités influentes au sein des autres groupes.
- les responsables d'association: d'après les éléments recueillis lors des enquêtes les associations existantes dans le secteur ont des objectifs relativement larges ou souples, avec le trait commun d'entraide (pour des événements particuliers le plus souvent). Ceci confère aux responsables d'un certain charisme, qui d'ailleurs vient souvent renforcer le prestige dû à d'autres fonctions au sein du secteur.

9. Motivation et dynamisme collectif

9.1. Réactions au projet

Il importe de souligner que l'idée de ce projet n'émane pas directement de la population mais plutôt des divers responsables soucieux de remédier à une situation critique en maints endroits de la ville.

Après un mois d'observations et de rencontres avec la population et les responsables du secteur on peut dire que cette introduction externe du projet dans le secteur ne semble pas constituer un handicap sérieux tant il apparaît que la population rencontrée est majoritairement sensible à la situation et désireuse d'une amélioration.

Les différentes réunions publiques qui ont déjà été organisées ont rassemblé des gens intéressés , prêts à dialoguer et à exposer leur point de vue de la situation voire à s'engager pour que celle-ci change. Chaque réunion a laissé un sentiment de forte motivation des personnes présentes. Les enquêtes réalisées dans les concessions manifestent le plus généralement aussi

un accueil intéressé au projet voire des demandes ou idées précises pour l'amélioration de la situation.

9.2 Volonté contributive

La population réagit dans l'ensemble assez positivement à l'idée de sa contribution à l'effort d'amélioration. 71 personnes sur 80 se déclarent prêtes à participer pour cela. Rares sont ceux qui spontanément proposent de contribuer financièrement mais plus fréquentes sont les propositions de participer physiquement: pour transporter les ordures jusqu'à un bac, pour balayer les rues ou nettoyer les caniveaux ou encore pour creuser les caniveaux.

Ces propositions résultent d'entretiens ouverts sur ces thèmes au cours des enquêtes dans les concessions, d'entretiens dans la rue ou encore des réunions publiques. C'est à dire que la fréquence des propositions identiques peut être considérée comme assez significative des tâches qui motivent la population. Il faut souligner que la répartition des travaux entre hommes et femmes est une réalité d'importance. Les femmes (et les hommes) considèrent par exemple que le balayage des rues est de leur domaine ou même un devoir tandis que les hommes offrent plus volontiers de creuser les caniveaux.

9.3 Motivation

Les réactions au projet et les intentions de contribuer révèlent une certaine motivation. Cela ne suffit évidemment pour conclure à la réalisation effective de ces intentions. On peut toutefois penser que la sensibilité assez générale des habitants à l'état sanitaire de leur quartier, la lucidité qui ressort de certains commentaires et l'absence de conditions péremptoires posées pour participer sont autant de raisons d'afficher un certain optimisme quant à l'implication des habitants dans les efforts de transformation de la situation.

On peut effectivement remarquer que:

- 2 personnes interrogées sur 5 citent comme causes de la situation: le manque d'intérêt des habitants, le manque d'entente ou le manque de sensibilisation. Ceci signifie au moins que ces personnes ont une analyse rationnelle de la situation et on peut espérer qu'elles soient des appuis pour le projet. D'ailleurs on peut souligner qu'à travers les enquêtes on a pu recenser des personnes particulièrement lucides et pleines d'idées;
- 3 personnes sur 5 ne posent aucune condition à leur participation ou des conditions d'ordre organisationnelle plutôt pertinentes comme être informé ou recevoir des indications précises;
- la population exige d'avoir certaines garanties que ces efforts physiques et/ou financiers ne seront pas vains,
- les réflexions sur l'organisation qui pourrait fonctionner ou les écueils à éviter pour cela sont la démonstration de l'intérêt que leurs auteurs portent au projet.

A l'inverse on ne peut sous estimer certains handicaps démotivants :

- d'abord il y a les promesses non tenues: par exemple plusieurs personnes rappellent qu'on leur avait promis des caniveaux ou l'électricité lors du lotissement Banque Mondiale. Ce lotissement est d'ailleurs très présent dans les réponses des personnes de cette zone et souvent dans un sens négatif. D'autre part il y a aussi ceux qui ont espéré quelques compensations de leur participation lors des travaux d'intérêt commun et qui n'ont finalement eu ni place à l'école pour leur enfant ni emploi....
- il y a aussi la taxe de balayage que certains paient (notamment les fonctionnaires). Curieusement la taxe d'assainissement qui elle est payée par tous les consommateurs d'eau potable et qui vraisemblablement coûte plus aux catégories concernées n'est jamais citée;
- il y a l'équation participation- travaux obligatoires et forcés du temps de la révolution qui marquent les esprits. Si certains posent comme condition que la contribution ne soit pas

exigée de force, d'autres, heureusement rares, ne veulent même pas en entendre parler ("ce ne serait plus la démocratie");

9.4 Dynamisme collectif

Si les réactions individuelles des gens manifestent un fort dynamisme et une attitude combative pour résoudre certains problèmes, force est de constater que sur le plan collectif le dynamisme apparaît moins évident. On notera à la fois que:

- depuis les travaux du temps des CDR rien ou presque n'a été entrepris pour améliorer les conditions de vie dans le secteur,
- lorsqu'on pose la question des raisons à cela les réponses évoquent le plus fréquemment le manque d'organisateur, le fait qu'il n'y ait plus de révolution
- les propositions des habitants en ce qui concerne l'organisation des tâches de nettoyage des rues ou d'évacuation des ordures ménagères révèlent de grandes difficultés à concevoir une organisation collective.

Le milieu apparaît ainsi très fortement marqué par l'époque des travaux d'intérêt commun obligatoires et les gens ont du mal à s'imaginer en promoteur. Cela ne veut pas forcément dire que ceci n'est pas possible mais suggère seulement une action importante de sensibilisation des habitants à leur capacité à prendre en charge leur environnement immédiat et à participer aux choix et non seulement à fournir la main d'oeuvre.

V. Propositions

1. Propositions faites par la population

Les propositions formulées par la population pour l'organisation des tâches et travaux d'assainissement et le recouvrement des coûts afférents sont présentés à la fin du Catalogue des réponses à l'annexe 2 ci après et à l'annexe 1 sous forme de résumé. On constate une grande variété des réponses. Si elles donnent une idée des limites que la population fixe à sa participation elles ne permettent pas pour autant de circonscrire une forme d'organisation plutôt qu'une autre. Par contre ces propositions sont essentielles pour orienter le travail de construction d'une solution viable et aider la population à en entrevoir les implications sur le plan financier et sur celui de l'investissement en temps et travail.

On peut schématiser ainsi les propositions majoritaires:

- la population prend en charge le balayage des rues, le nettoyage et l'entretien des caniveaux,
- par contre, la construction de caniveaux reviendrait plutôt à l'Etat, la population se déclarant prête à donner un coup de main pour creuser,
- concernant la réparation des caniveaux, les avis sont partagés également entre leur prise en charge par l'Etat entièrement ou au contraire la responsabilité totale de la population pour celles-ci
- en ce qui concerne le ramassage des ordures ménagères, le schéma majoritaire est sans équivoque: chacun dépose ses ordures dans un bac et un service spécialisé se charge de l'enlèvement de celui-ci.

Les propositions faites paraissent largement découler de la volonté de la population de diminuer le montant de sa contribution financière par sa contribution sur le plan physique. Ainsi toute formule mixte combinant implication physique et participation financière s'avère délicate. Elle nécessitera en tout cas un travail important d'information de la population sur les coûts et les exigences techniques des différentes opérations

2. Structure de projet

2.1 Nécessité d'une structure de projet

Le cadre d'élaboration des propositions d'organisation et des solutions techniques pour remédier à la situation devrait être celui d'une structure populaire particulièrement conçue pour cela, auprès de laquelle l'équipe du projet et les autres partenaires pourraient jouer un rôle de conseil et d'aide à la décision. L'existence d'une structure de projet représentative de la population à travers laquelle elle pourra exprimer ses besoins, souhaits et en débattre est nécessaire pour un projet de dimension collective.

Une telle structure dont le formalisme devrait être réduit au minimum pour lui assurer la souplesse nécessaire nous apparaît d'autant plus souhaitable qu'elle pourrait devenir ce lieu de débat et de concertation, d'organisation, d'entraide et de rassemblement dont les enquêtes font ressortir le souhait chez une majorité des personnes interrogées.

2.2 Intégration de la structure dans le milieu

Avant de traiter des conditions de fonctionnement et de l'étendue de ses interventions, il y aura lieu d'aborder la question du degré d'intégration de cette structure parmi les structures existantes ou prévues.

L'ensemble de ces personnalités et institutions constituent un réseau d'influence assez complexe dont le fonctionnement n'est pas aisément compréhensible. Ceci n'est à vrai dire pas fondamentalement handicapant si on tient à laisser aux habitants du secteur le soin de gérer cette complexité et de composer, avec ces influences, la structure du projet comme elle

l'entend. Toutefois notre rôle de conseil serait renforcé par une meilleure compréhension du fonctionnement de ces institutions et de leurs domaines d'intervention et d'influence et nous permettrait de jouer éventuellement un rôle de médiateur extérieur qui pourrait s'avérer utile.

La mise en place d'une structure axée sur le projet d'assainissement du secteur pose en particulier le problème de son articulation avec le comité de santé existant. On peut soulever deux questions principales qu'il conviendrait d'étudier avant cela : celle de la représentativité de cette structure et celle de son dynamisme qui n'a finalement jamais été vraiment mis à l'épreuve.

2.3 Impact de certaines nouvelles dispositions

Mais il faut aussi préciser que les institutions existantes sont, pour certaines, en voie de réorganisation; ceci concerne particulièrement l'organisation des communes et l'administration des secteurs. En particulier le nouveau cadre institutionnel au niveau des secteurs devrait comprendre des nouveautés d'importance.

Le projet de loi relatif à l'organisation de l'administration du territoire du Burkina Faso, prévoit le maintien de la fonction de responsable administratif qui sera alors élu au sein du conseil de secteur.

Le statut particulier de Ouagadougou sera remodelé suivant le schéma suivant: la province du Kadiogo telle qu'elle est aujourd'hui définie comprend la ville de Ouagadougou et 17 villages. Par le nouveau statut de la province, les communes actuelles deviennent des arrondissements, le découpage en secteurs restant inchangé. Au niveau de chaque arrondissement il y aura un conseil d'arrondissement constitué par l'ensemble des conseillers municipaux de la ville. Les conseillers municipaux seront élus au suffrage universel et direct à raison de six par secteur. L'élection aura lieu au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle.

Ainsi pour récapituler, il y aura au niveau de chaque secteur:

- trois bureaux élus chacun au suffrage direct des membres des comités de base (comités des femmes , des jeunes et des anciens), l'ensemble constituant le conseil de secteur,
- un responsable administratif chargé d'animer la vie du secteur et de la police générale du secteur, choisi au sein du conseil du secteur par les membres,
- un bureau du conseil de secteur regroupant des représentants des trois bureaux par catégories de population,
- six représentants de la population élus au suffrage universel et direct qui seront à la fois conseillers d'arrondissement et conseillers municipaux.

Si aucune condition particulière , autre que les cas d'incapacités prévus par la loi, n'est posée pour l'éligibilité des membres des bureaux de secteur et des responsables administratifs il en va autrement pour les conseillers municipaux. Certaines fonctions sont exclues d'office du droit d'éligibilité (fonctionnaire d'autorité, militaires, policiers, magistrats de l'ordre judiciaire, ingénieurs et conducteur de travaux des services de la Voirie Urbaine...) Par ailleurs une autre condition importante fixée est l'obligation d'être affilié à un parti politique, la candidature sur une liste présentée par un parti politique étant la seule voie possible.

VI Conclusions

1. Difficultés externes au milieu

La situation décrite ci avant résulte d'un ensemble complexe de causes. Il importe de placer cette situation dans son contexte afin d'identifier les origines des problèmes et défaillances constatées. La resorption des points les plus faibles devraient impérativement accompagner l'engagement de la population dans l'amélioration de son cadre de vie sans quoi à force d'accumuler les frustrations la population risque de n'être plus mobilisable. A cet égard les enquêtés ont plusieurs fois mis l'accent sur la cohérence des efforts et le respect des engagements.

Les investigations menées sur ce point ne peuvent être restitué dans ce document faute de temps; elles demanderaient en outre à être complétées avant d'être suffisamment fiables et utiles. Une série d'étude institutionnelles ont abordé déjà certains aspects de la question et une autre, concernant l'ensemble des composantes du PACVU devrait être menée. On se bornera ici à indiquer quelques premières impressions qui ressortent des investigations déjà faites.

- en premier lieu il apparait au travers des textes fixant les attributions des divers services un conflit de compétences entre ceux ci, accentué parfois par certaines imprécisions. Par exemple la fonction de l'ONASENE en matière de ramassage des ordures n'est pas clairement explicitée dans les textes consultés, par contre il en aurait le monopole ce qui n'est pas le cas,
- ceci se traduit par la non couverture d'une grande partie de la ville par les services de ramassage des ordures et par la quasi inexistence du service d'entretien des caniveaux,
- la plupart des personnes rencontrées sont très conscientes des lacunes et inconvénients des pratiques actuelles mais toutes déclarent manquer cruellement de moyens pour accomplir correctement leurs tâches,
- il existe un certain arsenal de dispositions réglementant la construction des équipements sanitaires ou les devoirs de la population en matière d'assainissement et d'hygiène. Des mesures répressives type amendes sont prévues pour les contrevenants. Mais le Service de l'Hygiène qui a compétence en la matière dispose d'une seule voiture affectée à ce contrôle de sorte qu'il ne peut effectuer qu'une tournée hebdomadaire sur quelques secteurs de la ville.
- malgré l'existence de taxes prélevées pour l'assainissement (par l' ONEA, et taxe de balayage) les services concernés en particulier l'ONASENE ne reçoivent plus ou moins rien de ces fonds,
- la centralisation et le dénuement des services mis en regard de l'étendue de la ville incitent à prôner des formules d'organisation décentralisées, impliquant la population usagère des installations et recherchant les coûts de structure minima.
- le seul Plan Directeur d'Assainissement des eaux pluviales date de 1961, les réalisations sont programmées au coup par coup ou sans vision globale des caractéristiques des bassins versants et des besoins, les travaux engagés dans le cadre du 2° PDU ne constituent ainsi qu'une série de travaux rendus urgents par la situation,
- le problème de la solvabilité des ménages pour accéder aux infrastructures individuelles d'assainissement reste à étudier semble-t-il, de même que la mise en place d'une structure la plus souple possible pour promouvoir et encourager les réalisations dans ce domaine et aider à leur financement,
- les réorganisations en cours aussi bien au niveau des communes que des services provinciaux, et des structures chargées de l'éducation sanitaire ou de la surveillance ne sont guère favorables à un engagement de ces services dans les tâches d'assainissement difficiles à financer.

2. Mobilisation de la population

Les chances de réussite du projet sont difficiles à évaluer en l'absence d'éléments de comparaison. Si un certain optimisme se dégage des enquêtes et entrevues avec la population- il y a une demande effective d'un projet d'assainissement- il ne faut pas pour autant sous estimer les obstacles.

Mme S. Jaglin (Pouvoir urbain et gestion partagée) analyse de manière très intéressante le bilan des actions participatives du temps de la révolution et des conditions de réussite. A cet égard on est contraint de reconnaître que le thème de l'assainissement n'a pas passionné les foules révolutionnaires dans l'ensemble et cela pour plusieurs raisons. En particulier on note que selon elle les CR ont échoué dans les projets d'assainissement pluviales parce que la capacité d'organisation des CR était insuffisante pour ce type d'action qui requière plus que d'autres - comme par exemple la construction des écoles auxquelles les CR se sont largement adonnés- une cohésion sociale forte. Toutefois on peut relever dans son analyse des raisons de réussite de certains types d'action les explications suivantes: rattrapage d'un retard, situation d'urgence, économies, développement d'une économie locale, suivi technique simple etc....

Des éléments rassemblés au cours des enquêtes et investigations diverses il ressort les grands traits suivants du milieu qui constituent les difficultés comme les atouts pour une participation effective de la population du secteur 7 à l'assainissement de ses quartiers d'habitat.

2.1 Difficultés

- milieu hétérogène aussi bien en ce qui concerne les niveaux de vie que l'ancrage dans le secteur ou la situation vécue,
- milieu marqué par la pauvreté et des problèmes sociaux difficiles,
- relations de voisinage qui présentent une certaine fragilité,
- milieu marqué par les pratiques participatives du temps de la révolution,
- faiblesse du sentiment collectif et de l'appropriation de l'espace public,
- taxes non restituées et promesses non tenues,
- peu d'expériences similaires.

2.2 Atouts

- méfaits de la situation perçus par la population,
- participation peut être un moyen de répondre à la demande de restaurer une certaine convivialité et entente dans les quartiers,
- quelque soit leur sentiment sur les méthodes d'incitation à la participation qui ont parfois été employées la plupart des gens ont été contents du résultat et ont trouvé ces actions utiles,
- ils ont besoin de restaurer une image positive de leur quartier.

2.3 Conclusion

Quelque soient les contraintes internes et externes au milieu, la participation de la population peut être effective dès qu'elle voit son intérêt et qu'elle réalise que participer est le seul moyen d'améliorer la situation.

La participation de la population n'est pas, à mon avis une question d'idéologie ou de principe, mais plutôt d'efficacité à plusieurs niveaux:

- au niveau de l'élaboration des programmes d'action et d'infrastructures à réaliser adaptés aux besoins et aux priorités mieux connues de la population utilisatrice que de quiconque,
- en ce qui concerne l'adéquation des solutions techniques au milieu (simplicité et coûts minimaux)
- au niveau du respect et de la surveillance des installations comparativement à l'étendue de la ville (économie des coûts de surveillance, d'entretien et de contrôle)
- au niveau de la contribution financière qui peut être perçue comme telle plutôt que comme une taxe obligatoire et obscure.

Ceci exige de la part des initiateurs du projet le respect de quelques conditions parmi lesquelles on peut citer:

- clarté des objectifs du projet ,
- clarté du sens de la contribution en général et sur le plan financier(taxe ou contribution)
- respect des choix de la population et de sa participation aux décisions,
- confiance dans la capacité de proposition de la population et dans sa connaissance de ses limites,
- implication de la population dans l'ensemble des étapes du projet (élaboration, réalisation, entretien et gestion des infrastructures)
- prise en compte des réalités et des contraintes de la population,
- renforcement de la cohésion du groupe,
- transparence des circuits de décision, des circuits financiers d'emploi des contributions,
- engagement des services de l'Etat dans les fonctions qui lui reviennent,
- respect des engagements pris,
- installation d'un climat de concertation et de confiance entre les partenaires et la population.

Ces conditions sont essentielles, la confiance de la population en ses propres capacités (celles de chacun et de son voisin) et dans la volonté des partenaires de l'appuyer tout en la rendant maître des ouvrages et des décisions étant fondamentale.

VII Programme et perspectives

Le projet est parvenu au stade où la population dans son ensemble a été informée des objectifs du projet et a été invitée à participer à son élaboration en commençant par la réflexion sur les problèmes et les moyens de les résoudre. Schématiquement les principaux axes de la poursuite du projet peuvent être envisagés comme suit:

- la mise sur pieds de groupes de réflexion, par thèmes ou par catégories de population,
- la constitution d'un groupe de promotion du projet représentatif et ayant la confiance de la population, rassemblant les diverses tendances manifestées,
- la discussion d'un programme d'actions d'amélioration des conditions d'assainissement du secteur,
- la mise au point des solutions techniques, financières et organisationnelles proposées, aussi bien en ce qui concerne la réalisation des travaux envisagés que pour leur entretien et renouvellement,

Parallèlement à ce schéma général et en appui à celui-ci diverses actions seront nécessaires:

- actions de sensibilisation et de formation sur les thèmes ressortant des enquêtes (interaction entre conditions d'assainissement et maladies, cycle de l'eau, coûts des opérations d'assainissement etc...),
- actions de mobilisation : certaines petites réalisations (par exemple réfection de latrines dans les écoles, opérations ponctuelles de nettoyage...) et activités récréatives telles que concours de dessins ou de la rue propre, pièce de théâtre....

Enfin, outre la poursuite des enquêtes et recherches en cours, une série d'investigations complémentaires s'avèrent nécessaires pour compléter l'étude du milieu et la compréhension des réactions des usagers et pour appuyer les propositions qui pourront être faites sur le plan institutionnel:

- enquêtes sur les rues propres pour comprendre quelle dynamique est à l'origine de ce phénomène,
- études des projets participatifs passés et en cours,
- recherche de solutions technologiques appropriées,
- analyse des coûts de diverses solutions technologiques,
- analyse des handicaps institutionnels et études de propositions,
- étude de recouvrement des coûts et du financement des améliorations sur le domaine privé.....

ANNEXES

ANNEXE 1:	Résultats des enquêtes
ANNEXE 2:	Catalogue des réponses
ANNEXE 3:	Répertoire des textes juridiques rassemblés
ANNEXE 4:	Personnes rencontrées

ANNEXE 1
RESULTATS des ENQUETES

Caractéristiques des personnes enquêtées

Sexe/ 118	Hommes: 54			
	Femmes: 64			
Tranche d'âge/110	Jeunes (moins de 35 ans) :	53	dont Hommes: 22	Femmes: 31
	Moyen (de 35 à 60 ans environ):	43	dont Hommes: 33	Femmes: 20
	Agés (plus de 60 ans) :	14	dont Hommes: 6	Femmes: 8
Ethnie/ 110	Mossi: 100			
	Autres: 10			
Personne enquêtée/ 113	Chef de ménage: 51		dont Femmes: 9	
	Conjointe: 34			
	Autres: 28 (enfants ou frères)			
Religion/113	Musulmans: 67			
	Catholiques: 29			
	Protestants: 4			
	Chrétiens: 13			
Statut d'occupation/ 110	Propriétaires: 97			
	Locataires: 13		dont à titre gratuit : 5	
Standing et Niveau de vie/ 105	Bas: 17			
	Moyen -: 57			
	Moyen +: 13			
	Bon/ Haut: 18			
Activité du chef de ménage/ 113	Cultivateurs/Éleveurs: 13			
	Artisans: 11			
	Commerçants: 29			
	Vente à l'étalage: 7			
	Salariés du privé: 20			
	Fonctionnaires: 14			
	Emploi temporaire, chômeurs: 5			
	Retraités: 14		dont anciens fonctionnaires ou salariés: 11	
Activité unique ou multiple/ 113	Ménages aux activités multiples: 79			
	Ménages à activité unique: 34			
Equipements des ménages				
électricité/ 65	oui: 35			
	non: 30			

Equipements sanitaires des ménages

Alimentation en eau potable/ 83	Eau courante dans le logement:	8	
	Robinet dans la cour:	34	
	Borne Fontaine:	25	
	Poste d'eau autonome:	3	
	Puits dans la cour:	13	
Latrines/ 118	Latrine dans la concession:	110	
	Fosse septique:	8	dont ayant aussi une latrine extérieure: 7
	Pas de latrine(ni fosse septique):	7	
Puisards/113	Puisards dans la cour:	32	
	Puisards dans la rue:	54	
	Pas de puisard:	27	

Caractéristiques des latrines

Possèdent un toit:	8/ 81		
Possèdent une porte:	12/ 82		
Matériaux des murs/ 74	Banco:	27	
	Briques de ciment/Dur:	46	
	Seko:	1	

Profondeur/ 37	2m :	6	
	2,5 à 3,5m:	11	
	4 à 6 m:		16
	7m et +:	4	

Revêtues: 9 / 39 dont 6 sur fonds et parois

Vidange des latrines

Fréquence des vidanges des latrines/98	Jamais vidangées depuis la construction:	50
	Déjà vidangées	48
	dont régulièrement vidangées:	25
	Latrines de plus de cinq ans jamais vidangées:	18/ 60
	dont latrines de plus de 5m de profondeur:	5/ 18

Vidange effectuée par?/ 42	Camion vidangeur:	22
	Particuliers:	19
	Gens eux mêmes:	1

Vidange des puisards

Fréquence des vidanges des puisards/64	Jamais vidangés depuis la construction:	29
	Déjà vidangés:	35
	dont régulièrement vidangés:	24

Lieu de déversement du produit de la vidange/35	Ruc:	30
	Bas Fond:	3
	Trou dans la cour:	2

Evacuation des ordures ménagères

Lieu d'évacuation/108

Dépôt sauvage:	58	
Bac:	19	
Dans la rue et brûlées:	5	
Gardées dans la concession:	14	dont brûlées: 8
Dans la rue:	6	
Dans les champs:		3
Dans le caniveau:		3
Abonnés à un service officiel:	8	
Service d'un charretier:	2	
Réponses multiples:	3	

Qui transporte les ordures jusqu'au point d'évacuation?/ 40 (qui vont au delà des abords de la concession)

Femmes:	6
Enfants:	32
Femme ou enfant:	2

Disposent d'une brouette pour transporter les ordures: 20/ 82

Ancienneté dans le quartier/ 98

Depuis moins de 5 ans:	22
Depuis 5 à 10 ans:	15
Depuis 11 à 25 ans:	36
Depuis plus de 25 ans:	25

Relations de voisinage/ 95

Bonnes:	85	dont +/- bonnes: 18	dont à cause des saletés: 4/18
Mauvaises:	8		dont à cause des saletés: 6/ 8
Indifférentes:	2		

Réseaux d'entraide/ 87

oui:	42
non:	28
ne sait pas:	17

Pourrait solliciter l'aide d'un voisin pour réaliser un projet individuel/ 50

oui:	22
non:	28

Membre d'une association/ 78

oui:	15
non:	63

Appréciation de la situation sanitaire/ 94

Propre ou assez propre:	19
Sale ou très sale:	51
Ni propre, ni sale:	7
Sans opinion particulière:	17

Y a t-il eu amélioration ou dégradation?/ 49

Amélioration:	22
Dégradation:	21
Les deux ou pareille:	6

Pourquoi la situation sanitaire est-elle ainsi?/ 67

La situation est convenable:	12
Personne ne s'en préoccupe/ Gens se contentent:	10
Manque de sensibilisation/ de compréhension:	9
Manque d'entente / Efforts non conjugués:	8
Les gens manquent de moyens/ sont pauvres:	4
A cause des autochtones/ des locataires:	4
Manque de pression/ de contrôle:	3
Manque d'organisation/initiateur :	3
Le gouvernement ne fait rien:	2
Autres problèmes plus préoccupants:	2
Les gens ne savent que faire:	2
Accroissement de la population:	2
Ne sait pas:	2
Autres :	8

(pays manque de moyens, habitude, il faut du temps, le lotissement, les gens sont les mêmes, les gens sont sales, mauvaise volonté, bas niveau d'instruction)

Maladies les plus fréquentes / 85 (réponses multiples)

Paludisme:	38
Diarrhées/ Maux de ventre :	31
Rougeole:	29
Autres (sida, jaunisse, rhume....)	13
Pas de maladies ou rarement:	16

Relations de cause à effet entre conditions d'hygiène et certaines maladies / 76

Paludisme transmis par les moustiques :	20
dont :les moustiques prolifèrent avec les saletés :	7
Les saletés donnent des maladies	
(qu'elles soient cause unique ou non):	20
Ne font aucune relation	36

Problèmes particuliers à résoudre / 85 (réponses doubles)

Problème d'évacuation des ordures ménagères / Lieux de dépôt / Bacs :	39
Problème des eaux pluviales / Manque de caniveaux / Caniveaux mal faits:	30
Manque de sensibilisation (en général des autres):	25
Vidange des latrines et des puisards sur la rue/ trop chères ...:	10
Pas de problèmes particuliers:	10
Excréta des enfants	8
Manque de puisards ou de latrines:	5
Problème d'eau potable:	3
Manque de nourriture :	3
Manque de dispensaire :	2
Manque de latrine publique :	2

Projets /Souhails pour améliorer la situation

Ordures ménagères / 97	
Avoir un lieu de dépôt:	40
dont avoir un bac:	25
rapprocher le bac:	7
S'abonner:	10
Enlèvement des ordures:	8
Nettoyer/Sensibiliser	5
Autres (être aidé, faire quelque chose):	3
Pas de projets ni de souhaits particuliers:	16
Pas de problèmes :	5
Abonnés	10

Eaux pluviales/ 77	
Caniveaux/ Fossés:	47
Mettre des gravillons :	8
Mettre de la terre:	8
Etre aidé:	4
Surélever:	2
Interdiction de jeter ordures dans les caniveaux:	2
Cimenter cour, bitumer voie:	3
Autre:	1
Pas de projets ni souhaits particuliers:	16

Priorités/ 72 (Réponses mutiples)

		dont priorité unique
Evacuation des ordures ménagères:	28	20
Evacuation des eaux pluviales:	24	11
Evacuation des eaux usées:	6	3
Evacuation des excréta:	2	1
Sensibiliser :	21	12
S'entendre/ s'organiser	5	2
Autres:	10	4 (nourriture/ dispensaire)

Latrine publique souhaitable? / 57

oui: 36	
dont à condition: entretien organisé :	5
dans un lieu public:	5
payantes:	2
non: 21	

Réactions individuelles face aux problèmes d'évacuation des eaux pluviales

Problèmes dans les concessions / 55	
Réactions:	51 (réponses multiples)
Etaler de la terre:	22
Rigoles:	11
Trou dans les murs de la concession:	5
Niveler/ faire une pente:	5
Etaler gravillon :	3
Autres:	5
Rien:	12

Les gens le font eux mêmes:	42
Etat:	2
Autres:	7
Construction des caniveaux/ 62	
Chacun creuse sa portion:	3
Population creuse/ Etat construit:	8
Population s'organise:	3
Population fournit main d'oeuvre/ Etat fait le reste:	12
Population cotise pour aider le gouvernement:	4
Etat doit dire ce que la population doit faire:	2
Etat seul:	26
Autres:	4
Entretien des caniveaux / 51	
Population le fait/ population s'organise:	34
Etat le prend en charge:	10
Chacun entretient sa portion:	3
Population et Etat:	2
Privés:	2
Réparations des caniveaux / 56	
Population les fait/ population s'organise:	23
Etat les prend en charge:	25
Chacun répare sa portion:	5
Population et Etat:	2
Privés:	1

ANNEXE 2

Résultat des enquêtes CATALOGUE DES REPONSES

Présentation

Les réponses rapportés ici résultent des deux types d' enquêtes faites auprès des ménages habitant dans le secteur 7 de Ouagadougou, enquêtes larges menées au départ pour appréhender la situation sur le plan de l'assainissement et recueillir quelques données socio économiques et une deuxième série d'enquêtes qui avait pour but de mieux cerner les deux principaux problèmes évoqués par la population au cours des premières, à savoir l'évacuation des ordures ménagères et le problème des eaux pluviales. Les premières enquêtes ont porté sur 86 ménages et les deuxièmes sur 32. Les réflexions de la population se sont révélées très riches, pleines de renseignements sur la situation vécue en matière d'hygiène et d'assainissement et sur la nature et les causes des problèmes dans ce domaine. Certaines propositions ont pu aussi être formulées et constituent la matière de base à partir de laquelle les solutions seront élaborées. Compte tenu de la taille des échantillons correspondants il n'est pas question de se livrer à des raisonnements statistiques . Par contre chaque réflexion nous renseigne sur un type de réaction ou d'attitude qu'il importe de prendre en considération dès lors que l'on veut essayer d'apprécier les chances de réussite d'un projet participatif, qui doit concerner toute la population. Il appartiendra à l'équipe de terrain d'évaluer le poids des différentes positions au fur et à mesure de l'approfondissement de sa connaissance du milieu.

Ce catalogue présente les différentes réponses le plus fidèlement possible (beaucoup d'entretiens ont eu lieu en Moore) pour permettre à chacun de ceux qui le désire de se faire une idée de la situation et des solutions proposées en écoutant les gens.

(Les questions considérées ici ne constituent que la partie des questionnaires directement consacrée aux thèmes de l'assainissement et de l'alimentation en eau.)

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Problèmes / Difficultés d' approvisionnement en eau

"on essaye de réduire au maximum la consommation d' eau car ici il y a un manque cruel d' eau (pas d' eau dans le sol) " (1)

"pompe manuelle donc très fatiguant, si on pouvait la transformer en chateau comme de l' autre côté..."(2)

" des coupures très fréquentes" (9)

"non, pas de coupures" (10)

"mon voisin a deux puits mais l' un se trouve sur le même alignement qu' une latrine d' un autre voisin, ce qui fait que tout le monde utilise l' autre parce qu' il pense que le premier est pollué par la latrine ." (12)

" comme mon puisard fait trois mètres je pense que l' eau du puits est contaminée, aussi je paie l' eau de boisson ou bien je prends chez le voisin" (14)

"en cas de coupures le prix varie de 150 à 400 FCFA"(16)

"nous n' avons pas de barriques.En cas de coupures, le prix varie entre 500 et 600 FCFA" (17)

"coupures d' eau et coupures pour non paiement de factures" (18)

"pas de problèmes"(19)

"le puits peut tarir un mois avant la saison des pluies" (20)

"en cas de coupures; la quantité consommée diminue, le prix monte: le seau à 10 fca aulieu de 5fca" (21)

" s' il y a coupure ça peut prendre beaucoup de temps , souvent la femme laisse ses deux seaux là bas et revient à la maison en attendant" (49)

" s' il ya coupure il y a forcément réduction de l' utilisation car il faut aller au puits qui est loin d' ici" (50)

" en cas de coupure il faut aller souvent jusque vers le bas-fond pour en chercher" (56)

"quand il y a des coupures ,nous avons tous les problèmes; les gens de Gounghin viennent ici au chateau et c'est la raison du plus fort. Les injures viennent de partout" (87)

PUISARD

Pourquoi le puisard est-il dans la rue?

"ça doit se faire dehors pour éviter l' eau de douche dans la cour"(2)

"pour que l'odeur ne revienne pas dans la cour" (3)

"parceque les gens le faisaient dehors"(4)

" pas de place dans la cour" (5)

" on a dit de le faire dehors" (8)

"quand je vais le construire pour moi je vais le mettre dedans" (15)

"c'est pour que les saletés restent dans un seul endroit"(21)

" c'est pour faciliter la vidange" (45)

" dans la cour ça amène des saletés" (49)

"on fuit la saleté et nous laissons encore la saleté dans la concession, c'est pas intéressant; c'est la santé qu'on cherche en mettant le puisard dehors. Même quand il y a des moustiques, le temps qu'ils vont mettre pour arriver dans la concession, certains vont crever" (87)

Pourquoi le puisard est -il dans la cour?

"parcequ'on interdisait de le faire dans la rue"(18)

Pourquoi certaines eaux ne sont-elles pas rejetées dans le puisard ?

"Comme il y a des déchets derrière mon mur, je fais évacuer les autres eaux à travers ce trou qui donne sur les ordures ..." (1)

"on ne doit pas ajouter des saletés aux saletés" (2)

"ça va se remplir vite" (3)

"à cause des restes d' aliments qui bourrent le trou et aussi l' eau sur le sol chasse la poussière" (4)

" nous n'y avons pas pensé" (5)

" on ne peut pas soulever la dalle tout le temps" (8)

" je ne sais pas " (10)

"les saletés ne se ressemblent pas .Nous pensons que même si l' on jette l'eau de lessive dans la cour ce n'est pas grave"(21)

"on ne peut pas transporter les eaux sales pour faire le tour de la maison" (33)

" parce que nous arrosons le sol avec " (44)

"parce que ça ne doit pas se faire?" (56)

"madame! vous voyez que ça déborde déjà comprenez!" (74)

"comme c'est fermé" (85)

Pas de puisard

" ma douche donne sur le caniveau donc pas de problème de puisard" (12)

"je voudrais en construire un" (15)

"pas de moyen" (16)

"nous n'avons plus les moyens"(19)

"nous n'avons même pas de douche . Nous attendons la nuit pour nous doucher dans le coin de la maison. Nous voudrions un mais nous n' avons plus les moyens , mon mari est malade et ne travaille plus" (47)

Mode de financement envisagé

" je verrai" (14)

" Dieu est grand" (15)

LATRINE

Projets/Souhaits de transformation ou de construction de la latrine

"faire une nouvelle latrine selon le modèle du CREPA" (4)

" nouvelle dalle (de défécation) en deux pièces" (11)

"revêtir les parois" (14)

"je vais en construire une" (15)

"cimenter la latrine; il y a tout le temps de l' eau qui fait remplir la latrine. En plus l' enfoncement de la latrine ne favorise pas les vidanges : elle est dans un coin où le véhicule ne peut parvenir"(19)

"une fois qu'on aura de l'argent on va soulever la dalle et arranger" (56)

Pas de latrine

"nous déféquons la nuit dans les caniveaux" (47)

Mode de financement envisagé

"financement périodique compte tenu des moyens limités" (4)

"les moyens me manquent actuellement" (15)

EVACUATION DES ORDURES MENAGERES

Problèmes rencontrés pour l'évacuation des ordures ménagères?

"Comme on a notre bas fond , il n' y a pas de problème "(1)

"Non ça va.... le dépôt est un peu loin" (3)

"nous trouvons que ça va , rien à changer" (10)

"ça va mais ça pollue le bas fond..... on nous a dit de jeter là bas" (15)

"la poubelle est petite" (26)

"c'est parcequ'on ne vient pas faire les enlèvements que nous procédons de la sorte" (30)

" nous vivons au milieu des ordures, vous ne voyez pas" (47)

"on avait une barrique devant la concession mais comme personne ne prenait exemple et jetait ses ordures par terre,nous aussi nous faisons la même chose. La machine est passée il y a quatre mois de cela . On ne savait à qui s' adresser sinon on voulait aller chez le maire soit au commissariat pour le dire . Maintenant on a eu la chance d' entendre parler de votre projet" (49)

"avant on évacuait nos ordures dans l'espace vide de la mosquée; à présent on est venu tout ramasser et c'est interdit maintenant d'y jeter quoi que ce soit. Aussi nous n'avons plus d'endroit pour ça, beaucoup continuent de jeter clandestinement , d'autres vont plus loin à l'endroit autorisé , espace du marché" (57)

"pour l'évacuation nous sommes obligés d'aller demander une brouette et souvent les voisins refusent d' en donner. Ensuite on se déplace nous mêmes pour aller jeter les ordures. Ces problèmes existent parce que nous avons pas les moyens d'acheter une brouette et aussi parce que nous n'avons pas de bac à côté de chez nous." (C 1)

"la distance; les gens quittent très loin pour venir jeter leurs ordures ici au marché? Ceux qui ne veulent pas fournir cet effort les jettent dans les rues et dans les fossés" (C3)

"nous n'avons pas de problèmes de ce côté mais nous sommes persuadés que le lieu (place du marché sud) n'est pas approprié, le choix du lieu n'a pas été bon ou du moins c'est parce que les ordures sont jetées à même le sol" (C4)

"là où nous allons jeter on nous gronde" (C11)

"c'est très loin ; maintenant il y a les enfants qui évacuent les ordures mais quand ils ne seront plus là je ne pourrai pas amener toutes ces ordures sur ma tête jusqu'au bac " (C16)

"le trou (ancien puits du Moro Naba) est presque plein et on ne sait que faire après" (C18)

"je suis cultivateur aussi je stocke les ordures dans ma concession que j'évacue ensuite dans mon champ. Je prends même les ordures de mes voisins" (C19)

"on n'a pas prévu des lieux d'évacuation" (C20)

"ce sont nos enfants qui évacuent généralement les ordures et le plus souvent ils ne sont pas là, donc nous payons quelqu'un qui les évacue" (C25)

"non, nous sommes abonnés à la SAB" (C28)

Projets/ Souhais pour améliorer la situation

- " Si le camion du gouvernement pouvait passer plus vite, actuellement les ordures traînent plus de dix jours "(2)
- "prendre un abonnement à ECOFA" (4)
- " avoir un lieu de dépôt des ordures" (6)
- " rapprocher le bac" (9)
- " si on a pas l' argent on a pas de projets, c'est pour cela que je réduis le volume des déchets en brûlant." (12)
- "s'il y a un camion qui les transporte en brousse" (13)
- " il faut nous aider car les ordures on en veut pas car on sait que c' est ça qui amène les maladies" (14)
- "ramassage par les services de l' hygiène" (16)
- "des bacs à ordures"(17)
- "nous n' avons pas les moyens"(19)
- "si on nous donne des poubelles on fera sortir (les ordures de la concession)"(21)
- " nous voudrions qu'on fasse les enlèvements mais on a pas les moyens" (22)
- "avoir des barriques à coté pour y jeter les ordures" (23)
- " je voudrais acheter une barrique et m'abonner à l' ONASENE ou ECOFA" (45)
- "il y a certaines gens qui payent 1000fcfa par mois pour qu'on ramasse les ordures. Pour nous qui n'avons pas les moyens c'est cher; mais ce que nous pouvons faire : nous avons de vieilles barriques, si c'est possible nous allons nous associer par exemple en groupe de trois autour d' une barrique à notre niveau et vous allez les voir pour connaître les prix et les éventuelles réductions dans un cas pareil" (57 et voisines)
- "rapprocher le bac; les enfants refusent souvent d'évacuer les ordures à cause de la distance" (60)
- "on voulait s'abonner mais 1000 fcfa c'est cher, si on pouvait diminuer on allait le faire" (76)
- "je souhaite qu'il y ait un bac dans le quartier mais je préfère encore plus l' abonnement" (88)

Prêt à contribuer pour améliorer la situation?

- "c'est au gouvernement de faire un effort" (2)
- "je ferai la volonté de la population" (6)
- "oui, si je suis en mesure" (9)
- "oui, nettoyer les alentours du bac" (18)
- "en balayant et en stockant à la porte; prêt à payer 500 fcfa / mois pour le ramassage" (21)
- " non, notre situation est précaire" (22)
- "pour surveiller et frapper au besoin ceux qui ne vont pas respecter les mesures" (42)
- " en m' abonnant" (45)
- "je pourrai par exemple m'abonner , mais pour le moment tant que les voisins ne changent pas de comportement c'est peine perdue; car j'aurai toujours ces saletés et ces cacas aux abords de ma concession" (54)
- "oui, parce que c'est la chose de tout le monde" (60)
- "si les autres décident de payer je paierai aussi" (76)
- "on pourrait prendre un jour où on va tout nettoyer encorc. L'Etat ne fait rien pour aider le peuple, nous sommes très pauvres et s'il faut payer pour des ordures c'est le comble" (C4)
- "aider à charger les ordures dans le camion" (C12)

Prêt à payer

- "oui, 100 fcfa par semaine" (16)
- "ici les gens ne vont pas accepter de payer pour le ramassage des ordures . Ils aiment les cadeaux" (40)
- "on pourrait chacun à son niveau assurer l'évacuation des ordures du domicile au bac et cotiser pour le carburant des camions ou bien des charrettes qui feront du porte à porte contre quelques francs, 200 fcfa par exemple" (C2)
- "si la population doit payer ce n'est plus une aide; nous payons des taxes imposées ... l'Etat doit utiliser ces moyens. Notre santé nous la prenons en charge toute entière; il faut que l'Etat aussi prenne ses responsabilités " (C17)
- "moi je paie la patente et avant on venait chercher les les ordures à nos portes; aujourd'hui on ne ramasse plus chez tout le monde donc moi je ne comprends plus rien. Même les taxes c'est eux qui les ont supprimées" (C24)

Solutions pour la couverture des dépenses liées à l'enlèvement des bacs et l'élimination des déchets

"nous sommes prêts à payer 500 fcfa par mois pour le ramassage de porte à porte et 250 fcfa pour l'enlèvement des bacs et qu'on ne laisse pas le bac déborder" (C1)

"s'il y a un bac les gens ne vont pas payer. Ils vont se dire que c'est pour l'Etat et ils vont se contenter d'aller jeter leurs ordures seulement" (C5)

"on va faire appel à la mairie; il faut que le gouvernement trouve les moyens. Les véhicules sont sur cales ... nous entendons souvent que tel pays a donné de l'aide à notre pays... que le gouvernement utilise ces fonds pour nous aider à résoudre notre problème" (C19)

"c'est l'Etat qui s'en charge non? Il n'y a plus d'argent mais le gouvernement peut toujours en trouver. Il y a toutes ces aides qu'on donne" (C 20)

"il faut que la mairie fasse quelque chose, c'est sa responsabilité directe. Il y a des taxes qu'elle perçoit" (C21)

"instaurer une loi avec des taxes pour couvrir ces dépenses" (C 23)

"de toute façon dire que c'est le gouvernement qui va prendre en charge ces dépenses ça revient à dire que c'est nous parce que c'est chez nous que le gouvernement viendra prendre l'argent nécessaire" (C24)

"ce sont les gens du quartier qui vont décider" (C25)

"les bacs c'est pour aider ceux qui sont démunis, sinon moi je préfère l'abonnement. Si le gouvernement doit donner les bacs il doit pouvoir assurer l'enlèvement. S'il faut aider, il faut aider jusqu'au bout" (C28)

"si j'ai la possibilité ce ne sera pas à ce niveau là que je paierai mais à celui de la concession (ramassage porte à porte)" (C30)

EVACUATION DES EAUX DE PLUIE

Caniveaux aux abords de la concession

Numéro de l'enquête	Pas de caniveaux	Caniveaux construits par?	Etat actuel des caniveaux
1	+		
2		?	mauvais état
3	+		
4	+		
5	+		
6		?	plein d'ordures
7	+		
8	+		
9	+		
10	+		
11	+		
12		?	bouchés
13	+		
14		?	mauvais état
15	+		
16		?	bouchés, pleins d'ordures
17		gens eux mêmes	sales
18	+		
19		gens eux mêmes	pleins d' eau
20	+		
21	+		
22	+		
23	+		
24	+		
25	+		
26		Kanazoe	sales
27	+		
28	+		
29	+		
30	+		
31		Kanazoe	
32	+		
33	+		
34		?	sales pleins d'ordures
35	+		
36		?	sales pleins d'ordures
37		gens du secteur	sales pleins d'ordures
38	+		
39	+		
40	+		
43		Etat	propres
45		?	
46	+		
47		?	sales pleins de déchets
49	+		
50	+		
52	+		
54		Etat	pleins d'ordures
55	+		

56	+		
57		gouvernement	?
59		gouvernement	
60		gens eux mêmes	
61		gens eux mêmes	
62	+		
63	+		
65		?	eaux usées, ordures, excréta...
66	+		
67	+		
69	+		
70		Kanazoe	?
71	+		
73	+		
74	+		
75		gouvernement	?
78	+		
79	+		
80	+		
81	+		
82	+		
83	+		
84		gens eux mêmes	sales
85	+		
86	+		
88	+		

(1) "on nous a promis mais jusqu'à présent il n'y a pas de suite"

Problèmes / Dangers en saison des pluies

"nous ne sommes pas en sécurité . On a souvent près de 10 cm d'eau dans la cour . Heureusement que ça part vite"(1)

"Il y a des fois où le caniveau déborde et je reçois toute l'eau dans ma cour . "(2)

"Il n'y a pas de caniveaux à côté mais l' eau ne reste pas longtemps" (3)

" l' eau passe difficilement ,elle barre l' entrée" (6)

"nous sommes dans un barrage, il y a beaucoup d'eau, l' eau passe rapidement" (7)

"boue, stagnation de l'eau, des trous partout" (9)

"l' eau passe rapidement, c'est une descente" (10)

"on a souvent l'eau aux reins quand on sort; parfois on est envahi (dans la concession) par l' eau de la rue. Si les pluies sont rapprochées au croisement des rues l' eau peut rester tout le long de la saison des pluies" (12)

" le pont est bouché, les caniveaux aussi, c'est un vrai déluge" (13)

"c' est le déluge , on ne voit plus la route. L'an passé nous ne connaissions pas le nombre d' enfants qu' on a repêché dans cette zone.Si ce n' est pas parceque nous ne savons pas où aller nous allons fuir nos concessions durant la période de l' hivernage" (14)

"les ordures bouchent les caniveaux et l'eau ne coule pas" (16)

"boue, la cour sèche difficilement , l'eau ne circule pas bien, le niveau de la cour: il n'y a pas de pente"(18)

"dans la cour le sol est sablonneux il n'y a pas de boue, dans la rue c'est du cailloux l'eau ne reste pas , le courant est très fort" (19)

"l'eau stagne dans la cour, dans la rue pas de problèmes"(21)

"l'eau passe et laisse les lieux" (22)

"il faut attendre cinq heures avant de pouvoir passer" (27)

"dans la rue c'est grave on ne peut même pas passer" (40)

"il y a parfois des inondations dans le quartier" (46)

"comme les femmes enlèvent le sable de ce côté je reçois toute l'eau dans ma concession. L' an passé certaines de mes maisons ont failli s' écrouler" (49)

"avant le lotissement c'était la voie de passage de l'eau; mais maintenant les gens ont construit et l'eau n' a plus de passage si bien qu'elle s'écoule difficilement" (50)

"les dangers c'est que l'eau qui déborde fait tomber des murs et même des logements" (57)

"l'eau stagne dans le trou où nous jetons nos ordures (grand trou devant la concession)" (59)

" nous sommes dans un bas fond ; l'eau passe difficilement" (62)

"j'ai eu de la chance ma concession est sur un monticule. Par contre , en saison des pluies il faut faire des acrobaties pour atteindre la grande rue. Il faut retrousser le pantalon jusqu'aux fesses. Chaque année il y a des noyades dues à la proximité du canal " (66)

"l'eau stagnait dans le trou; mais on l'a rempli d'ordures si bien que maintenant l'eau passe sans problème" (69)

"il y a beaucoup d'eau dans le quartier et qui vient de loin" (81)

"l'eau de la rue Est traverse la cour pour rejoindre la rue Ouest" (82)

"c'est la panique , on a toute l'eau de la rue" (83)

"partout il y a de l'eau, c'est une source de conflit entre voisins. Si tu as de l'eau devant ta concession impossible de la faire sortir quelque part puisque tous les voisins ont le même problème; l'un ne veut pas que l'autre lui envoie des seaux. On ne peut même pas faire une rigole pour faire passer l'eau" (C2)

"à l'endroit où je t'ai fait voir on a l'eau aux hanches quand il pleut. Chez mon voisin c'est pire et le comble du malheur c'est que lui il n'a pas les moyens et c'est le cauchemar durant la saison des pluies" (C5)

"quand il a beaucoup plu l'eau de la rue entre dans la cour , à ce moment il faut attendre que le niveau de l'eau de la rue baisse pour que celle de la cour sorte" (C12)

"l'eau de notre concession rentre dans la cour du voisin de derrière" (C28)

"je reçois l'eau mais aussi les saletés du caniveau dans ma cour " (C29)

Que faites vous pour vous protéger?

"on creuse des rigoles partout" (1)

"ce caniveau est là pour rien. Il a fallu que je l'arrange moi même pour éviter les déluges"(2)

" rien , nous attendons seulement qu' elle (l'eau) passe" (6)

"nous n'avons pas de problème, ça va" (10)

"nous étalons tout le temps de la terre" (9)

"on fait de notre mieux, certains comme moi débouchent, d' autres bouchent les trous, d' autres encore creusent" (12)

"on avait creusé des trous dans les murs mais au lieu de sortir l' eau rentrait, alors on a rebouché les trous" (13)

"nous avons commencé à déboucher, on a déjà fait sortir plus de dix charrettes de terre. L'an passé nous sommes même concertés pour aller voir le Maire tellement la situation était catastrophique. Malheureusement celui qui devait nous conduire a été affecté et depuis nous cherchons les voies pour nous en sortir. L' an passé j' ai amené plus de cinq chargements dans cette rue et une nivelleuse a dammé après mais c'est comme si on avait rien fait" (14)

"nous avons creusé un caniveau et surélevé l' entrée" (19)

"on a percé quelques trous sous les murs pour faire passer l' eau"(20)

"nous mettons un peu de terre et de cailloux à quelques endroits afin de pouvoir passer"(21)

" souvent nous vidons nous mêmes l'eau avec des seaux" (27)

"dans la cour nous vidons l'eau avec un balai ; dans la rue nous mettons de la terre" (30)

" nous achetons chaque année des voyages de terre que nous mettons et c'est sans succès jusque là" (46)

" j'ai mis une ceinture devant ma porte pour empêcher l'eau de rentrer" (49)

"au niveau de la rue les gens font tout pour empêcher l'eau de pénétrer dans leur concession" (57)

"nous avons notre bout de caniveau ; alors ça va" (61)

"nous sortons avec des pelles et des pioches pour faire passer l'eau" (62)

"rien, on se débrouille seulement pour sortir ; on ne peut rien faire" (79)

"j'ai envie de surélever ma devanture" (81)

"on a mis de la terre mais ça ne va toujours pas" (82)

"on a détecté et corrigé tous les endroits où l'eau stagnait; on a réussi même à détourner l'eau venant de la rue" (C3)

"on a essayé de déboucher, mais comme le pont est très bas personne ne passe dessous" (C4)

"je vais acheter encore deux chargements de gravillon cette année" (C5)

"chaque habitant est sorti creuser devant sa porte, on le fait chaque année" (C10)

"J'ai déjà mis 140 voyages de terre mais rien à faire c'était un bas fond" (C 10)

"c'était la Banque Mondiale qui avait creusé au début. Mais tout était bouché alors les gens ont recreusé chacun à son niveau" (C17)

"j'ai fait un petit trou à travers le mur et j'attends que le niveau de la rue descende , ensuite j'ouvre le passage" (C21)

Qui nettoie et entretient les caniveaux?

"nous prenons des enfants qui les nettoie à 200 FCFA" (1)

"personne" (2)

"(les nettoyens) nous - mêmes, Faso Baara (les entretient ou les rénove) "(6)

" moi personnellement je cure le tronçon derrière le mur comme je le faisais quand vous êtes venue" (12)

"nous mêmes" (14)

" chacun nettoie la portion qui est devant sa cour" (26)

"le frère et une vieille" (30)

"la population chacun devant sa parcelle" (57)

"il est interdit de jeter des ordures dedans; ce sont les riverains qui les nettoie" (60)

"nous nettoyons et nous brûlons le contenu; mais ce sont les voisins qui le salissent : leurs ordures viennent là dedans" (61)

"c'est l'eau de pluie qui le nettoie" (C5)

"je le faisais moi même mais j'ai constaté que c'est peine perdue et j'ai abandonné. Les gens attendent qu'il pleuve pour jeter les ordures dans les caniveaux " (C14)

Projets/ Souhails pour améliorer la situation

" mettre de la terre dans la rue " (4)

" un caniveau devant le portail" (6)

" non il n' y a pas de problèmes" (7)

"il faut obligatoirement des caniveaux bien construits " (12)

"si vous pouvez nous aider" (14)

"creuser des caniveaux" (17)

"un fossé, s'il y a un fossé dehors l' eau va passer" (18)

"pensons acheter du gravillon pour mettre dans la cour" (21)

"il faut d'abord trouver une solution pour la rue , ensuite il n'y aura pas de problème dans la cour" (30)

" nous souhaitons que la rue soit bitumée" (43)

" construction de caniveaux et interdiction de jeter des ordures dedans" (45)

" je vais mettre une couche de ciment en bas des murs" (49)

"il nous faut un fossé de chaque côté de la rue. Ils vont nous aider à évacuer les eaux sales sur la rue et nos cours seront propres " (C1)

"s'ils (les voisins) pouvaient s'entendre et creuser un fossé tout le long; malheureusement cette entente manque" (C2)

"ce fossé remplit bien son rôle. C'est rempli d'ordures mais tout sera emporté par les eaux de pluie. Ce qui serait souhaitable c'est de ne plus avoir d'ordures car toutes les saletés s'en vont au barrage" (C5)

"si on pouvait avoir des caniveaux qui communiquent avec le canal .. d'ailleurs c'était prévu dans le projet Banque Mondiale mais il n'a été réalisé qu'à 50%. "(C6)

"des caniveaux plus profonds" (C10)

"si on vous dit que nous souhaitons faire quelque chose vous n'allez rien faire" (C 17)

"au niveau de notre rue le caniveau n'est pas adapté, l'eau déborde; mais s'il y avait des caniveaux en amont l'eau n'arriverait plus de façon désordonnée"(C21)

"casser la maison et la reconstruire plus haut" (C28)

Prêt à contribuer pour cela?

"comme je ne peux pas contribuer financièrement, je vais creuser les fossés "(1)

"c'est le travail du gouvernement" (2)

" 100 000 FCFA" (4)

" prêt à payer" (6)

"oui, je suis vieille mais je sais que les enfants me représentent" (9)

"proposition: on achète en commun une pelle , un râteau, et une brouette; chacun à son tour balaie. Celui qui ne le fait pas est sanctionné par la mairie" (11)

" oui, même je vais participer manuellement" (12)

" oui, car il y a un proverbe qui dit "si on est en train de frotter ton dos frotte ton ventre".Si des gens viennent pour ça et ils demandent un coup de main nous allons tous sortir car c'est notre intérêt"(13)

"si c'est construit, nous nous occuperons de l' entretien et je ne vois pas quelqu'un dans cette rue qui ne va pas le faire" (14)

"je suis cultivateur , mais mes enfants pourront donner un coup de main" (15)
 "en payant et même en aidant à creuser"(17)
 "si nous avons l' argent nous cotisons , sinon nous fournirons du travail physique"(18)
 " oui, ce qu'on va nous demander" (24)
 " oui , cotiser pour creuser le caniveau, je donnerai 5000fcfa" (25)
 "c'est l'affaire de l'Eau" (43)
 " je ne peux pas creuser mais je peux donner à manger ou à boire à ceux qui le feront" (45)
 " s'il y a une réunion dans le quartier et on arrête telle ou telle chose moi je suis prêt à contribuer mais seul je ne peux pas" (46)
 "oui,s'il y a des caniveaux moi en tout cas je ne vais pas y jeter des ordures" (49)
 "en se concertant entre voisins pour que chacun creuse le long de sa parcelle, ce qui évitera que certains endroits soient creusés d'autres non" (56)
 "il faut poser cette question aux hommes" (69)
 "si une autorisation est donnée nous allons creuser nos caniveaux chacun à son niveau et ça va se rejoindre" (83)
 "nous ne travaillons pas, nous n'avons pas d'argent et nous ne pouvons pas creuser non plus ; mais nous pouvons partager nos repas avec les ouvriers qui vont faire le travail" (C 1)
 "je suis prêt à creuser devant ma porte mais que tout le monde le fasse" (C2)
 "nous avons déjà fait quelque chose qui n'a pas réussi; maintenant nous attendons que la mairie fasse quelque chose , par exemple des fossés" (C27)

PRINCIPAUX PROBLEMES AU NIVEAU DU QUARTIER

"il y a trop de voleurs car tout est silencieux à partir de 20 h . Il manque l' électricité , tout est noir " (1)
 "les odeurs causées par la vidange des puisards et des latrines, les excréta des enfants dans la rue" (4)
 " manque de lieu de dépôt des ordures, mauvaise circulation des eaux de pluie" (6)
 " l' éducation des enfants n' est pas ce qu' il faut: drogue et prostitution" (7)
 "en dehors des eaux sales que nous jetons dehors il n' y a pas de problèmes, si quelqu'un ne va pas chercher ces problèmes il n' y en a pas" (9)
 "l' éducation des enfants , même devant leurs parents les enfants jettent des cailloux sur les gens" (12)
 "les gens sont pauvres; le chômage :ça devient catastrophique"(15)
 "manque de caniveaux, de bacs à ordures" (17)
 "les eaux des douches qui coulent sur la rue" (19)
 " la pauvreté" (22)
 " bruit (circulation , des voisins) et la pollution (fumée et poussière)" (23)
 " nous ne savons pas quoi faire des eaux sales ; vols des moutons" (24)
 " les cambriolages" (25)
 "ici ça va nous nous entendons bien , je ne vois pas de problèmes" (29)
 "les gens jettent leurs ordures en face de notre concession et vraiment ça nous gêne" (41)
 "les enfants défèquent derrière les murs et ça nous gêne" (45)
 "les inondations en cas de pluie" (46)
 " c'est les ordures , aussi il y a un puits à côté et les gens viennent faire la lessive et versent l' eau partout , ça sent mauvais . Si je veux parler on me dit tant pis pour moi si je n' ai pas de mur .Il y a aussi les pneus qu'on fait brûler : des fois il font ça à 14h d'autres fois la nuit et ça nous empêche de respirer" (47)
 " c'est le manque d' eau et de nourriture " (48)
 "ce sont les ordures ; tous les voisins m' insultent quand je fais des reproches. Je me suis résigné, c'est ça mon problème majeur" (49)
 "si un jour j'ai du travail je quitterai ce quartier parce que c'est un mauvais quartier: drogue , voleurs etc..."(50)
 "incompréhension des voisins. Si je fais des reproches à mes voisins ells disent que c'est parce que je suis aisée que je fais ceci ou cela, que de les laisser avec mes histoires de blancs" (55)
 "la vie est devenue trop chère; le commerce ne marche plus et c'est partout comme ça" (60)
 "il y a beaucoup d' autochtones. Pour le moment l'intégration est difficile. Même le voisin qui nous dérange avec ses eaux pourries, on n'a pas encore réussi à lui faire des reproches" (64)
 "on ne peut faire un trimestre sans voir tuer quelqu'un ici" (66)
 "les gens se critiquent trop; ils sont jaloux" (70)
 "le problème de l'eau, les ordures, le problème d'emploi, les vols, le manque de puisards" (74)
 "les eaux de pluie font tomber nos maisons et puis les ordures" (79)
 "je ne vois pas de problème sauf que le puisard du voisin me gêne" (80)

"les gens profitent de la pluie pour jeter les ordures et quand la force du courant diminue les ordures ne sont plus emportées" (81)

"problème de chômage qui se traduit par la délinquance: les pères sont tout le temps absents et l'éducation des enfants pose problème parce qu' ils n'ont pas peur des mamans" (82)

"le seul problème que nous voyons au niveau de notre rue c'est les eaux sales que les Ghanéennes jettent sur la rue" (C1)

"il n'y a pas d'eau, pas de fossés, pas d'électricité, trop de moustiques et de disputes entre voisins" (C2)

"je n'ai pas à manger ; je me prive de tout pour trouver à manger aux enfants" (C4)

"là où on rencontre des problèmes c'est là où il ya des étrangers. La vie maintenant est basée sur l'argent et non sur la famille; il n'y a plus d'entraide " (C23)

"notre vrai problème est celui des eaux de pluie. Notre rue est une voie d'eau et quand il pleut le courant est très fort et peut emporter un enfant" (C24)

SITUATION SANITAIRE

Perception de la situation sanitaire

"il y a beaucoup de maladies et de décès dans cette zone. Actuellement chaque mois il y a au moins deux ou trois morts (enfants comme adultes) "(1)

"c' est sale avec les excréta des enfants, manque de balayage" (7)

"je ne peux pas dire qu'il est très propre, mais à qui je vais aller dire qu' il est sale puisque je ne peux plus travailler" (9)

"il y a des femmes qui balaient devant leur cour mais il ne manque pas de gens qui ont l' oreille dure. Une fois j' ai nettoyé mon caniveau et quelques instants après une femme voisine est venue y jeter ses ordures" (12)

"ça ne va pas, il y a trois jours il y a eu cinq décès pourtant personne ne s'est couché comme cela" (13)

"vous dites que le bas fond se souille pourtant c'est le gouvernement qui nous dit de jeter les ordures là bas. Je ne comprends pas" (15)

"le quartier est sale et il y a des maladies" (17)

"le quartier n'est pas tellement propre, les eaux de douche coulent dehors" (19)

"il y a des gens qui ont les moyens d' entretenir leurs habitats et d' autres non; la situation n'est donc pas homogène" (22)

"assez propre, chacun nettoie devant chez lui" (23)

"le quartier n'est pas propre, les gens jettent les ordures la nuit sur les rues" (25)

"sale, nous sommes proches du canal on y jette les animaux morts et les odeurs des pourritures nous empoisonnent. Tout le monde ne balaie pas sa concession et ceux qui le font se fatiguent pour rien parce que les ordures des autres reviennent chez eux (avec le vent)" (26 bis)

"le quartier est sale, les gens ne se déplacent pas pour aller jeter les ordures dans le bac.....les odeurs nous chassent tout le temps ,on ne peut pas sortir causer, les eaux sales sont beaucoup et il y a des moustiques" (28 bis)

"au niveau de notre rue presque toutes les concessions sont abonnées à l' ONASENE; ceux qui ne sont pas abonnés rassemblent leurs ordures et les brûlent; notre rue est assez propre . On jette souvent les eaux sales sur la rue mais ce sont de petites quantités de telle sorte que cela ne salit pas la rue (mais cela est souvent dû à une habitude)." (29)

"le quartier est très sale" (47)

"le quartier est comme vous le voyez: chacun préfère balayer sa cour que balayer le quartier" (48)

"ici c'est sérieux, les gens savent que les ordures sont sources de maladies , que déféquer dehors ce n'est pas bon mais c'est ce qu'ils font" (49)

"elle est préoccupante. D'abord c'est un coin très sale (ordures, selles d'enfants et d'adultes). Ces derniers attendent la nuit ou rentrent dans cette cour où ce sont des jeunes qui ne rentrent que le soir. Ensuite les gens boivent l'eau des deux puits de la rue. Cette eau est très sale car les enfants crachent dedans, jettent des cailloux etc...il y a aussi trop de diarrhées , comme les enfants défèquent dehors je vois leurs selles, c'est liquide. Pendant la saison des pluies les gens profitent pour vider le contenu de leurs puisards dans la rue... Ha! c'est dégueulasse..." (55)

"il y a des ordures partout car transportées par le vent; au niveau du tas d'ordures du marché l'eau stagne d'où odeurs et pourriture" (56)

"les gens versent leurs ordures sur les rues pour que les eaux de pluie les emportent" (61)

"il y a toujours des flaques quelque part, et puis là où sont les dépôts d'ordures il y a trop de moustiques" (66)

"notre rue est assez propre; il y a un homme qui la balaie, il habite la concession voisine c'est un parent" (67)

"le quartier est propre; vraiment on a rien à reprocher" (72)

"c'est un quartier de pauvres mais on vit bien à l'intérieur; c'est propre" (75)

"comme c'est un coin un peu en retrait les gens font du n'importe quoi" (83)

"ici c'est bien organisé du moment que c'est la FONAPE (Fonds National pour la promotion de l'emploi) qui ramasse les ordures" (86)

"les mamans jettent les ordures au hasard et leurs enfants fouillent les poubelles et mangent tout ce qu'ils trouvent de mangeable; alors les diarrhées sont fréquentes" (C3)

"le jour où chacun est content il balaie devant sa porte car les saletés n'ont jamais arrangé personne" (C4)

"derrière, on dirait que ce n'est pas une route tellement c'est sale. Je me demande s'il y a des gens qui vivent le long de cette rue" (C6)

"beaucoup de gens n'ont pas de latrine chez eux et défèquent n'importe où; ça sent mauvais quand il pleut" (C9)

"il n'est pas sale, il n'est pas propre"(C12)

"il y a trop de saletés quand on pense à toutes les m... qu'on jette dans le canal du Moro Naba, aux excréta que les gens déposent chaque année on n'a pas envie de boire l'eau des robinets car même si c'est traité on sait que l'eau est polluée" (C20)

Y a t-il des problèmes particuliers à résoudre?

"problèmes d'alimentation" (1)

"eaux usées de l'Eden Park, eaux usées sur la rue, inondations dans certains coins" (4)

"les problèmes de saleté" (7)

"je jette les eaux sales dehors et je sais que c'est interdit, mais je n'ai pas les moyens pour faire le puisard" (9)

"non" (10)

"il faut sensibiliser les gens" (12)

"les problèmes ne manquent pas" (13)

"trouvez du travail aux gens" (15)

"les enfants défèquent dans les rues" (17)

"les efforts en matière d'assainissement ne sont pas conjugués; tandis que l'un nettoie, l'autre va verser ses ordures sur la rue et rend le travail inutile" (19)

"notre rue est une voie d'eau; l'eau nous fait trop souffrir" (27)

"résoudre le problème des puisards et des ordures. Les ordures sont jetées la nuit et on ne sait qui le fait? Pour les puisards on sait mais on ne peut pas faire des remarques pour ne pas provoquer des bagarres" (28 bis)

"stagnation des eaux de pluie" (29)

"le problème du bac, il est trop éloigné" (30)

"le ramassage des ordures; les gens refusent de le faire parce que ce n'est pas entassé devant chez eux" (47)

"il faut que tout le monde accepte maintenant de nettoyer chacun sa devanture" (60)

"surtout les eaux sales des douches; qu'on leur demande de faire des puisards et de ne plus jeter les ordures dans le caniveau" (61)

"nous n'avons pas de caniveaux, pas de bacs à ordures; après la pluie c'est la boue, on ne sait pas où mettre le pied; nous sommes obligés de vider ça au moment de la pluie" (62)

"prolonger le canal" (81)

"c'est nous seulement qui avons creusé ce caniveau à notre niveau si bien que quand il pleut l'eau vient stagner devant notre porte. S'il ne pleut pas rapidement l'eau pourrit et devient un nid de moustiques qui nous empêche de dormir. Il y avait une parcelle vide où tout le monde jetait les ordures et quand il pleut on ne peut pas respirer; la parcelle a été mise en valeur et les femmes jettent leurs ordures n'importe où maintenant, voyez le caniveau tout au long de la rue" (87)

"ce n'est pas de votre faute, même si vous voulez nous aider ce n'est pas possible, il y a trop de problèmes" (C4)

"construire des latrines publiques" (C9)

"arranger la route du théâtre populaire qui vient jusqu'ici sinon en cas de pluie il y a trop de glissades" (C16)

"les gens communiquent leurs douches directement dans les fossés" (C18)

"il faudrait arrêter cette pollution" (C20)

"trouver une solution au canal" (C23)

"résoudre le problème du bas-fond" (C29)

"là où il y a des saletés c'est là où il y a des locataires qui attendent que le propriétaire vienne résoudre ces problèmes" (C23)

Observez vous une amélioration ou une dégradation avec le temps?

" constante, toujours les mêmes problèmes " (25)

"le seul changement c'est qu' on a nettoyé le lieu des ordures, ils l' ont fait pour installer les mécaniciens" (26 bis)

" dégradation, il n'y a plus d' ingénierie dans les familles d' autrui" (27)

" la situation ne cesse de s'améliorer" (31)

"une dégradation parceque à cause des ordures déposées ici l'eau ne passe plus et ça inonde les maisons " (47)

" au temps des CDR et maintenant ce n'est plus pareil. Il y a dégradation . Les CDR forçaient les gens à sortir balayer le quartier tel n'est plus le cas ; les gens n'aiment pas la paix" (48)

" les gens comprennent de mieux en mieux" (52)

"le quartier paraît assez propre parce qu'on a commencé à forcer les gens à aller jeter les ordures dans le bac" (60)

"plus les gens construisent, plus ils s'arrangent pour un meilleur assainissement" (66)

"il n'est plus tellement sale; la sensibilisation et les actions sous la révolution ont changé le visage du quartier" (78)

"plutôt une dégradation, car au fur et à mesure que les parcelles vides sont construites il y a augmentation des ordures dans les rues et dans les caniveaux" (87)

"ça dépend des coins" (C6)

"tout ce que je vois d'amélioration c'est le lotissement qui a pu se faire et l'évacuation des eaux de pluie qui à mon avis est résolu. Sinon avant les eaux faisaient tomber des maisons et les murs" (C19)

"actuellement on peut dire qu'il y a eu une dégradation à cause de l'accroissement de la population"(C23)

"pour les eaux de pluie la situation ne s'est pas améliorée ou contraire elle s'est dégradée avec la construction qui a barré la voie à l'eau" (C24)

Pourquoi à votre avis la situation sanitaire est-elle ainsi?

"le gouvernement ne veut pas s' en occuper" (6)

"à cause des mésententes, des désaccords" (7)

"les efforts ne sont pas conjugués . Si je balaie et que les autres n' en font pas autant, ça ne change rien"(9)

"parceque nous nous faisons des remarques entre voisins" (10)

" vraiment on ne sait plus" (13)

"parceque les gens ne sont pas sensibilisés" (17)

"les gens sont un peu sensibilisés et ils vont mettre les ordures dans les bacs"(19)

"chaque chose a son temps et aussi le mélange des natifs avec les étrangers"

"c'est déjà assez bon on s'en contente" (23)

" les temps ont changé" (27)

"les problèmes font qu' on ne peut plus s' occuper du quartier" (28 bis)

"les habitants construisent " (31)

" il faut continuer les opérations Mana Mana" (32)

"c'est le manque de moyens . Le pays même est pauvre. L'Etat n'a rien" (43)

" les gens eux mêmes sont sales" (45)

" c'est dû au lotissement" (46)

"parce que les gens du quartier ne s' entendent pas à vrai dire . Ils ne se retrouvent qu' en cas de décès, baptême " (47)

"comme il n'y a pas de pression sur eux" (49)

"les gens ne font aucun effort, ils sont indifférents aux saletés" (55)

"personne ne s'en préoccupe" (56)

"les gens ne se préoccupent plus de l'endroit où ils jettent les ordures" (57)

"parce que ce sont les mêmes gens qui sont restés" (61)

"parce que les gens aiment la propreté, ils écoutent la sensibilisation à la radio et ils font un effort" (67)

"les gens ne savent que faire de ça (les ordures) " (69)

"c'est sale...c'est dû au niveau d' instruction" (74)

"les gens d'ici sont habitués aux saletés" (76)

"c'est nous qui faisons un effort pour le rendre propre" (80)

"les gens ne font rien pour que ça s'améliore" (83)

"il y a trop de laisser aller maintenant.Pendant la révolution tu n'étais pas fou pour jeter tes ordures dans la rue" (C2)

"c'est parce qu'elles n'ont rien compris encore; c'est pour cela que j'ai parlé de sensibilisation et de la création de comités qui s'occuperont de ces gens" (C3)

"les gens cherchent d'abord à manger, les gens combattent plus ou moins la saleté mais par contre si ce n'est pas de force personne ne déboursa de l'argent pour qu'on s'occupe de ses ordures; ce n'est pas le plus préoccupant" (C4)

"c'est parce que les gens sont pauvres ou bien ils sont de mauvaise volonté" (C5)
"il n'y a aucun reproche, aucune répression qui pourraient empêcher les gens de le faire" (C20)
"actuellement le quartier est vieux; les décideurs sont fatigués et ceux là qui sont capables de l'assainir n'ont pas le temps" (C23)
"les vieux ne sont pas réceptifs au changement alors que dans ce quartier ils ont un poids" (C28)
"les gens ne savent pas que ce sont les saletés qui sont à l'origine de beaucoup de leurs maux" (C29)
"les ordures dans les caniveaux ont diminué parce que tout le monde s'entend pour interdire aux enfants de les jeter dans les caniveaux" (C27)

Qu'est ce qu'il faudrait faire pour améliorer la situation sanitaire du quartier?

" donner de la nourriture et des médicaments à la population" (1)
" creuser un fossé et trouver un lieu pour déposer les ordures" (6)
"s' entendre pour nettoyer le quartier, éduquer les femmes à ne plus laisser les enfants déféquer partout" (7)
"nous aimerions la sensibilisation pour voir ce que nous ne voyons pas. Je ne peux pas dire de faire ceci ou cela alors que moi même je ne peux pas le faire" (9)
" je ne pense pas qu' il y ait quelque chose à faire" (10)
" il faudrait une intervention; nous faisons des reproches, on donne des conseils astucieux pour faire comprendre aux gens" (12)
"il faut que les femmes ne lavent plus leurs marmites dans la rue car on dit que ça provoque des démangeaisons et qu' on aide les pauvres au dispensaire ou à l' hopital. Il nous faut des latrines ,des fossés et les premiers soins aux centres sanitaires avant l' ordonnance" (13)
"pour ça je ne sais quoi dire" (15)
"sensibiliser afin qu'ils ne jettent pas les eaux usées dans les rues, ne pas déféquer pas au hasard et être propre" (17)
"sensibiliser au nettoyage des lieux; si les efforts sont conjugués le quartier sera propre"(19)
"éviter les puisards qui débordent et couvrir les latrines" (22)
"diminuer les moustiques, pulvériser les caniveaux et vider les bacs plus fréquemment, organiser des concours de salubrité" (23)
" creuser un caniveau, trouver un endroit pour y jeter les eaux sales, un bac" (24)
" faire acheter des poubelles par chaque concession et que les gens ne viennent plus jeter les ordures dans le marigot, interdire aux enfants de déféquer sur les rues " (26 bis)
" surélever la rue pour forcer l' eau à emprunter le caniveau" (27)
" continuer de sensibiliser les gens qui sont en retard , aider ceux qui n'ont pas les moyens d'avoir un cadre propre" (29)
" il faut d' abord que les gens du quartier s' entendent et qu' ils acceptent de se pencher sur la question" (47)
" il faut des mesures, des amendes par exemple pour les gens qui jetteraient leurs ordures par terre et les gens qui déféquent au hasard" (49)
"il suffit que les mamans s'y mettent un tout petit peu et certains problèmes seront résolus" (55)
"il faut faire quelque chose et comme vous avez commencé à en parler , ça va aller" (56)
"s'entendre plus souvent pour faire des actions collectives et que les camions viennent ramasser ou à défaut faire le ramassage à domicile" (67)
"il faudrait que les gens s'abonnent" (88)
"s'il y a des gens qui se promènent pour dire aux gens de ne pas le faire (jeter ses ordures n'importe où) ça sera mieux. Car si on dit nous mêmes ils le prennent mal" (C3)
"on n'a qu'à s'entraider " (C4)
"aider les personnes dont les enfants déféquent partout avec des pots"(C22)
"couvrir les petits caniveaux pour éviter que les gens y versent leurs ordures ou bien creuser de grands caniveaux qui se bouchent difficilement" (C28)
"même si vous voulez, vous ne pouvez pas c'est trop et puis pour faire changer les gens ce n'est pas une mince affaire"(C29)

PRIORITES

Qu'est ce que vous aimeriez voir améliorer en priorité?

"creuser un fossé" (6)

"caniveaux pour évacuer les eaux, un réseau ONEA" (12)

"il nous faut de la nourriture car la faim est la base de toutes les maladies" (15)

"bacs à ordures et balayage des rues" (17)

"vider les bacs" (23)

" régler le problème des ordures" (26 bis)

"les gens ici sont capables de faire des abonnements ou de creuser des puisards . Le problème est qu'ils ne veulent pas et il faut les forcer" (31)

"le tout: les bacs, les écoles, les dispensaires" (43)

" qu'il y ait l' entente dans le quartier" (45)

"qu'on me libère des ordures, aidez moi" (49)

"résoudre le problème des eaux de pluie" (56)

"les caniveaux en priorité pour nous permettre d' évacuer facilement nos eaux de douche et autres eaux usées; comme ça il n'y aura plus de moustiques et ça nous évitera le palu" (62)

"le dispensaire" (83)

Qu'est ce que vous personnellement vous aimeriez faire pour cela?

"vouloir n'est pas pouvoir; ce que nous voulons c'est ne pas laisser stagner les eaux sales et celles des pluies"(22)

" s'il y a une organisation et qu' on me demande de participer , je suis prête" (23)

" j' acheterai ma barrique et je ferai mon abonnement" (26 bis)

" balayer ma devanture" (26 bis)

"je pourrai sensibiliser les gens si vous voulez. Je donne souvent l'exemple" (30)

"balayer ma cour et jeter les ordures dans le bac" (43)

" aider à surveiller pour que les gens jettent les ordures dans le bac et non à terre" (47)

"qu'est ce que je peux faire?" (54)

"je vais aider à la sensibilisation et les groupes pourront même attraper ceux là qui ne respecteront pas et les faire payer" (72)

"je ne peux pas m'avancer seule il faut qu'il y ait les autres" (78)

"moi je ne peux rien faire. L'Etat a plus de poids que moi, parcequ' il peut instaurer des amendes; à ce moment il y aura un grand effort de toute la population" (C25)

INSTALLATIONS PUBLIQUES

Est ce que des installations collectives telles que latrines publiques ou lavoirs publics auraient un intérêt pour le quartier?

"si on installait des latrines publiques on va nous dire de payer des taxes alors que nous n' avons pas d' argent"(1)

" ils vont les utiliser mais ne les soigneront pas" (7)

"dans les lieux publics oui, mais dans le quartier..... à moins qu' il y ait changement de comportement de la population car les lieux publics c'est pour personne, donc pas d' effort individuel" (12)

"oui, comme c'est dans leur intérêt ils les utiliseront"(19)

"la réponse est difficile ; l' africain préfère toujours sa propriété" (22)

"oui, surtout pour ceux qui n'en ont pas, ça va servir" (23)

" les latrines publiques et les lavoirs sont des lieux de querelle , mieux vaut les avoir chez soi" (24)

"un intérêt oui mais à long terme ? On ne se débarrasse pas si facilement des habitudes" (25)

" certains vont les utiliser les autres non. Surtout les femmes ils vont dire que ça amène les maladies?" (26 bis)

" tout le monde n' ira pas mais ceux qui iront vont les salir, les gens n'ont pas reçu une éducation en la matière" (28bis)

"non, car il n'y aura personne pour les entretenir" (43)

" je ne vous conseille pas à moins que ce soit payant" (45)

"presque tout le monde a une latrine chez lui" (56)

"c'est bien mais le problème c'est l'entretien; les gens ne sont pas sensibles à la chose publique" (59)

"il se pourrait qu'ils y aillent parcequ'ils auront des problèmes en moins: les eaux sales ne resteront plus à côté de leurs maisons" (60)

"pour les lavoirs les gens vont les utiliser pour éviter d'avoir des eaux sales à côté de chez eux et en plus pour éviter les vidanges fréquentes des puisards qui coûtent cher" (67)

"ce serait une bonne chose ; nous allons nous organiser pour les entretenir" (68)

"les gens du quartier les entretiendront très bien" (72)
 "oui, si aujourd'hui le quartier est comme ça c'est parce que les gens n'ont pas les moyens . Ca va aider beaucoup les gens" (78)
 "les excréta des enfants nous dérangent . Une latrine publique serait une bonne chose et nous allons l'entretenir" (79)
 "les latrines collectives n'auraient aucun intérêt ; c'est pour aggraver la situation : qu'est ce qu'ils ne vont pas faire dedans!" (87)
 "c'est un quartier musulman, je ne pense pas que cela aurait un intérêt mais si c'est cadeau, il n'y pas de problèmes"(C5)
 "les gens préféreront toujours leur nature à ces latrines" (C30)

EXPERIENCES PARTICIPATIVES

Qu'est ce qui vous a amené à y participer?

"si tu ne sors pas tu as des problèmes avec les C.D.R. après" (1)
 " parce que moi aussi je jetais les ordures sur la rue" (6)
 "l'entente" (7)
 "c'était la révolution et c'était la force" (9)
 " j' aime ça , si on peut se tenir par la main pour travailler c' est bien car le chacun pour soi est une règle pour les gens qui se suffisent " (12)
 "on décidait de le faire et on le fait" (14)
 "pour un environnement sain" (17)
 "la salubrité du quartier est notre intérêt" (19)
 " c'est une bonne chose et je n'aime pas la saleté" (23)
 "parce que j'étais membre de l' UFB" (43)
 "c'était la révolution il fallait sortir" (46)
 " parce qu' on voulait le bien du quartier" (48)
 "tout le monde devait sortir" (49)
 "je me soucie du bien être du quartier" (68)
 "l'envie et la solidarité" (79)
 "l'intérêt général" (83)
 "si tout le monde sort , tu ne peux pas rester à la maison" (84)
 "travailler ensemble me motive" (C29)

Cela vous a t- il paru utile?

"c'est utile car après le travail c'est agréable à voir" (1)
 " oui, un travail collectif est toujours intéressant parcequ' on profite pour causer avec les autres" (9)
 " bien sûr" (12)
 "oui, car après on était content du travail" (14)
 "le travail me plaisait"(19)
 "oui, mais par la suite on a fait ça sous la force" (22)
 "c'était par la force donc pas intéressant" (43)
 " oui mais il y avait des gens qui se moquaient de nous" (48)
 "c'est que après le nettoyage c'est propre et c'est beau à voir et ça fait du bien quand on vit dans un cadre sain" (62)
 "c'est un travail d'amour et d'entraide" (79)

Si cela ne se fait plus pourquoi?

" changement de contexte socio politique : disparition des CDR et changement de mentalité. Seule la beauté privée est sauvegardée" (23)
 " les femmes n' ont pas été supportées" (28 bis)
 "parce que les gens ne sont pas forcés de le faire" (43)
 "il faut que quelqu'un de plus puissant soit derrière les gens " (49)
 " je ne sais pas , peut être le temps de faire travailler les gens est révolu" (50)
 "tout le monde se cherche maintenant" (53)
 "les gens ont tout relâché" (55)
 "peut être parcequ'il n'y a plus d' organisateurs" (60)
 "je ne sais pas; les initiateurs se sont éparpillés" (67)
 "il n'y a plus de révolutions" (69)

"parce qu' il y a eu un changement: avant on parlait de révolution, maintenant état de droit" (74)
"il n'y a pas de mot d'ordre" (83)
"ce n'est pas la même politique qu'avant" (88)
"même ceux qui sont devant ne s'en préoccupent pas" (C2)
"il y a une temporisation du fait de la mise en place des structures, il n'y a presque pas d'autorité" (C21)

Les gens en général participent-ils volontiers à ce genre d' actions?

"ils sont forcés de le faire. Et puis actuellement si on ne force pas les gens à sortir travailler , ils ne vont pas le faire volontairement. Ils sont tellement pauvres que pour un rien ils réclament de l'argent avant de le faire" (1)

"ça dépend des gens" (6)

"à l' époque c' était pour deux raisons: certains le faisaient volontiers, d'autres pour ne pas se faire indexer"(9)

" oui, mais maintenant c' est difficile; par exemple on voulait se réunir pour curer ces deux caniveaux disparus à certains endroits , mais jusqu' à présent on n' a pas reçu l' unanimité si bien que chacun fait cela devant chez soi" (12)

"au début c'était volontiers , mais avec les promesses non tenues les choses ont changé"(19)

" je ne sais pas s' ils sortent volontiers ou pas, mais l' essentiel est qu' ils sortent . Peut on aller leur poser cette question?" (27)

" non, les gens étaient désintéressés " (28 bis)

" on a essayé une fois mais les gens ne sont pas sortis" (47)

" volontiers c'est trop dire , mais si on les invite à le faire ils le font" (49)

"il y avait peu de volontaires; les gens le faisaient par peur, parce qu'ils ne voulaient pas être sanctionnés" (74)

"oui, même si au début ils se sentent contraints , à la fin de l'action ils ont des résultats palpables et ils sont contents. De toute façon, c'était mieux au temps de la révolution; les gens travaillaient. Même si c'était forcé ça valait mieux que de rester les bras croisés et fermer les yeux sur les problèmes du quartier" (C2)

Seriez vous prêt(e) à recommencer (ou à participer)? Pour construire ou faire quoi?

" oui, pour tout travail si je suis en mesure de le faire, sinon je serai là pour encourager les autres " (6)

" oui , pour tout travail, en participant financièrement et publiquement" (7)

"oui, si c'est pas parceque je suis malade, je suis prête à recommencer parceque c'est pour arranger le quartier, pour faire ce qui peut aller avec ma force , même si je dois berçer les enfants pendant que les autres travaillent " (9)

" oui, pour construire des caniveaux , je ferai un travail de maçon" (12)

" ça dépendra" (13)

"oui, pour faire des travaux qui sont dans notre intérêt" (14)

"oui, pour construire,balayer, creuser tout" (17)

"oui, et je tente de faire quelque chose"

"la nature du travail déterminera ma participation" (22)

"oui, c'est du sport. J'aime participer , ça me plaît" (23)

" non je ne participerai pas , mon mari ne sera pas d' accord" (26 bis)

" je demanderai ce qui me convient , ce qui ne va pas nuire à ma santé" (27)

" non, les gens nous ont insultés et moi je ne vois pas l' intérêt . Il y a de la magouille et de l' opportunisme" (28 bis)

"on ne peut pas se prononcer de si tôt; les temps ont changé. Si c'est pour nettoyer chez soi, oui . Si ces choses revenaient on dira que ce n'est plus la démocratie. On le faisait par crainte. On craignait d' être indexé." (29)

"non, à moins que ce soit de force ou payant" (43)

"oui, parce que je veux que le quartier soit propre. Et aussi à cause de mes enfants, je le ferai" (48)

" oui tant que j'aurai la force " (49)

"Pendant la révolution j'étais très influente pour ce genre d'actions. J'étais dévouée parce qu'on promettait aux gens travailleurs des emplois ou des avantages, j'y ai mis tout le paquet. Mais quand il s'est agit d'emplois et d'avantages on ne m'a même pas regardée, je n' ai rien récolté en fin de compte. J'ai été trop déçue, aussi maintenant même si on crie aux gens de sortir pour telle ou telle chose, je suis chez moi , je ne sors plus ; ça ne paie pas" (54)

"oui pour balayer, nous nous sommes des femmes" (57)

"si c'est tout le quartier qu'on invite je ne peux pas refuser" (60)

"en apportant de l'eau à ceux qui travaillent" (64)

"n'importe quel travail; je suis prêt si en tout cas c'est pour le bien du quartier" (68)

"oui si je suis contrainte et non si je ne le suis pas; parce que je n'ai plus tellement de force" (75)

"oui, personne d'autre ne fera ce travail à notre place ; et on ne doit pas sortir de l'argent pour tout travail. Si je suis en bonne santé je ferai tout travail" (79)

"oui, mais je vais surtout m'occuper de l'intérieur et de l'extérieur de ma maison ; il y a un proverbe " je ne vais pas laisser mon trou pour aller nettoyer la cour de l'autre" (84)

"par exemple pour les latrines publiques, si on nous dit de le faire nous allons construire" (C3)

"oui, non pas pour faire plaisir aux politiciens mais pour retrouver les gens du quartier" (C21)

"je suis vieux ... je peux les saluer à tout moment, leur offrir de l'eau fraîche ou du dolo" (C26)

Y a t-il certaines conditions qui devraient être remplies pour que vous participiez? lesquelles?

" si on m' invite ,je vais" (6)

"être convoquée" (7)

"s' il y a une invitation" (9)

" comme ça nous aide..."

"comme c'est pour mon bien..." (12)

" si il y aura de l'argent , je suis prêt. Si c'est payant soyez rassurés tout le monde participera" (13)

"non"(17)

"avoir des contreparties comme par exemple un prêt"(19)

"qu'on ne nous force pas" (22)

" une information claire" (23)

" sensibiliser et montrer l' intérêt du travail" (24)

"que ça soit organisé" (25)

"m' informer et donner des indications précises" (27)

"on veut un peu d'air pour respirer ; on ne souhaite pas que ce soit chaud comme avant" (29)

" je ne pose pas de conditions" (30)

" comme je le veux , je ferai selon mes forces" (49)

"quelle conditions? de toutes les façons c'est pour notre bien, s'il y a quelqu'un qui veut nous aider, nous nous sommes prêts à faire quelque chose" (56)

"non, si c'est pour balayer ou nettoyer là seulement, on n'a pas besoin de se faire prier" (57)

"non, avant on le faisait volontairement" (59)

"vous devez nous donner vous mêmes l'exemple" (61)

"qu'on nous donne à manger, à boire et à fumer" (63)

"nous aimerions avoir du matériel à notre disposition : rateaux, brouettes" (67)

"je suis prête à balayer comme je l'ai déjà fait, mais que ça ne traîne plus comme actuellement" (69)

"non, mais que ceux qui nous donneront l'ordre soient là le jour donné" (C2)

"comme j'ai des difficultés pour joindre les deux bouts si je dois travailler je m'attendrais à de l'argent" (C4)

"oui et non, première condition c'est de savoir que les gens vont sortir et que vais me retrouver avec les gens du quartier. Deuxième condition qu'il n'y ait pas de pression volontariste" (C21)

"si c'est en commun-travail collectif- je serai parmi mais si c'est individuellement je ne ferai pas sans rien" (C29)

"non, avant on le faisait sans conditions maintenant aussi , il suffit de savoir mobiliser"(C30)

"choisir une date à l'avance et nous informer" (C27)

REPARTITION DES TACHES ET DES CHARGES FINANCIERES

"moi je suis vieux , il faut poser la question aux jeunes" (15)

"tout à la charge des privés" (45)

"la solution est que l'Etat prenne tout en charge - caniveaux, ordures-Les autres pays le font pourquoi pas nous" (C4)

Pour la construction d' ouvrages

" si la population n' a pas d' argent , elle peut aider par des travaux manuels. Sinon c'est à l' Etat de faire tout ça"(1)

" population: dons et encouragement, Etat :le reste du travail" (7)

"population :la population peut rendre service, tout ce qui n'exige pas de l'argent. Etat: tout ce qui necessite de l'argent liquide" (9)

"en dehors des concessions il faudrait une décision qui vienne de l' Etat pour faire sortir les gens sinon ce que la population veut c'est "viens travailler je te paie" et ceci à cause du chômage car quelqu'un qui passe toute sa journée à errer à la recherche d' un contrat n' est pas prédisposé à travailler sans argent en retour . Psychologiquement il n' est pas préparé . Aussi il faut que la solution vienne de l' Etat" (12)

"normalement c'est l' Etat" (13)

"population :par exemple pour une école: don d'eau ou de briques ou de main d' oeuvre; l'Etat fait tout le reste c'est à dire l'essentiel des tâches"(19)

"la répartition des taches dépendra de la sensibilisation" (22)

"population : main d'oeuvre, l' Etat : financement" (23)

"cotiser l' argent pour aider l' Etat , le reste du travail par l' Etat " (24)

"que l' Etat prenne en charge si il veut nous aider" (26 bis)

" l' Etat doit nous dire ce que nous devons faire " (27)

"population doit creuser chacun devant sa porte ou alors tout le monde cotise pour ça" (32)

"d'habitude c'est l'Etat qui fait ça" (49)

"si l'Etat creuse la population aussi va s' occuper de l' entretien car si on vous aide et vous restez les bras croisés on vous traitera sévèrement " (51)

"ça c'est difficile pour moi" (52)

"si on sollicite son concours la population peut creuser les fossés" (56)

"l'Etat prend tout en charge , la population, elle, veillera à leur entretien" (61)

"actuellement les travaux d'assainissement sont assurés par la mairie. C'est elle qui embauche les manoeuvres pour construire les caniveaux et qui les paie. C'est une bonne organisation ; le travail est bien et vite fait et ça permet aux gens d'avoir l'argent " (86)

"si c'est pour creuser la population peut le faire , c'est ça sa contribution. C'est l'Etat qui doit financer c'est ça le gros du problème" (87)

"s'il y a le matériel pour creuser les jeunes peuvent le faire. En plus l'Etat doit envoyer les matériaux de maçonnerie. Les jeunes creusent, l' Etat se charge de tout le reste. Moi je peux leur offrir à manger ou à boire." (C1)

"la population peut creuser et l'Etat construit, maçonne" (C2)

"vraiment ça c'est le travail de l'Etat , il peut faire ça au moins pour nous" (C4)

"nous n'avons pas besoin de caniveaux pour le moment" (C9)

"si la construction était confiée à la population il faut de l'argent pour préparer à manger pour ceux qui vont creuser" (C12)

"si c'est l'Etat qui construit les caniveaux il ne s'en occupe plus après; aussi on peut faire creuser par la population. Dans le cas contraire,l'Etat fait payer des taxes à cet effet" (C18)

Pour l' évacuation des ordures

"nous, nous jetons dans les espaces indiqués pour cela après on ne s' en préoccupe plus" (13)

"nous nettoyons et vidons le bac, le reste regarde l' Etat" (22)

"population: construire des lieux de dépôt des ordures, faire le tri et faire du compost pour aider les paysans; l'Etat: implanter les usines pour traiter les ordures ; les privés: créer des bureaux pour gérer les ordures et rassembler les ordures en un lieu précis" (24)

" comme il n'y a pas d' entente on ne peut pas entreprendre une action collective" (28 bis)

" l'Etat" (43)

"il faut forcément que la population participe parce que c'est elle la productrice d' ordures" (51)

"les gens sont paresseux . Il faut des amendes pour les obliger à jeter les ordures aux endroits indiqués" (55)

" l'Etat doit donner au moins des bacs" (56)

"la population ne peut pas avoir des véhicules pour ramasser les ordures" (69)

"je souhaite que les privés s'en occupent. Si c'est l'Etat on ne peut pas se plaindre nulle part mais si c'est un privé on peut le laisser tomber si on n'est pas content de ses services" (83)

"Etat: installation des bacs avec mise à disposition de véhicules pour le ramassage. La population ne peut pas se servir de charrettes pour vider les bacs" (87)

"pour l'enlèvement nous pouvons contribuer mais pour l'élimination on laisse les soins à l'Etat" (C2) .

"c'est mieux que l' Etat prenne ça en charge. Il peut transformer en fumier, on peut créer une usine pour la transformation, ça va créer des emplois même. Moi je paie déjà la taxe de balayage, l'Etat n'a qu'à uniformiser cette taxe pour couvrir les frais" (C3)

Pour le nettoyage des rues et des caniveaux

" nous balayons notre rue et ça va comme ça . Elle est propre n'est ce pas?" (10)

"on va nettoyer car c' est vital pour nous" (13)

"donnez nous des caniveaux et nous nous occuperons du reste " (14)

" ce travail revient à la population" (22)

" pour les grandes avenues l' Etat doit les nettoyer. Mais pour les petites rues la population peut s'en charger" (23)

" population fournit la main d' oeuvre qui compense les dépenses" (24)

" la population doit le faire parceque c'est elle qui jette les ordures partout " (26 bis)

"je ne sais pas; je propose qu'on essaie. Les gens ne pourront pas les nettoyer" (29)

"population doit prendre soin des caniveaux. L'Etat doit envoyer des gens pour les nettoyer" (30)

"la population" (43)

"la population prend ça en charge, cela pour forcer les gens à les entretenir" (61)

"comme il n'y a pas de caniveaux ici je ne sais pas comment cela se passe" (69)

"la question se pose: est ce que la population le fera cadeau? S'ils vont choisir un groupe et les payer , ça sera fait et il y aura beaucoup de gens même ; mais sans rien , ils vont se dire que ce n'est pas pour eux seuls" (87)

"il est inconcevable que les femmes se croisent les bras et acceptent de payer pour qu'on vienne balayer leurs rues. C'est la chose que nous les femmes nous pouvons faire et nous aimerions nous entendre pour le faire" (C1)

"ça ne coûte rien de balayer devant sa porte; que les riverains les nettoient car après tout c'est à eux que ça profite" (C2)

"l'idéal serait d'amener les gens à les nettoyer; ça les rend plus responsables" (C5)

"si on rassemble les ordures les camions viendront enlever les ordures jusqu'à la décharge" (C12)

"c'estle domaine communal. On ne peut pas demander éternellement à la population de participer alors que la mairie ne fait rien ...et puis quand je m'occupe de ma devanture je m'occupe de la rue, ne me demandez pas d'aller balayer le goudron" (C21)

Pour l' entretien et les réparations des ouvrages publics et caniveaux

"l' Etat doit prendre en charge les réparations" (7)

" A chaque rentrée on fait des cotisations soi disant pour réparer l' école. Peut-on demander encore plus à la population, le gouvernement doit juger et faire la part des responsabilités" (9)

"si c'est les caniveaux, vous voyez en face ce sont les propriétaires des concessions qui ont construit eux mêmes. Sinon celui que le gouvernement a construit n' existait plus. Chaque année il faut déterrer des tonnes de terre même le pneu que vous voyez là-bas vient de là " (13)

"la population fait l'entretien , l' Etat fait les réparations" (22)

" le gouvernement a trop de problèmes , il s' occupe des veuves et des orphelins et des dispensaires ; la population doit être convoquée à la permanence pour cotiser et réparer les fossés" (26 bis)

" la population " (43)

"il faut une décision qui vienne d' en haut (pour que la population s'en préoccupe)" (49)

" il faut un changement de mentalité . Si la population considère les ouvrages publics comme sa propriété elle va bien s' en occuper. Dans la cas contraire , ils seront traités comme n'étant à personne" (50)

"si l'Etat creuse à la population de faire le reste" (52)

"une fois qu'il y a un caniveau qui passe devant ta parcelle, je pense que tu dois en prendre soin" (56)

"ça dépend , déjà certains curent, construisent les caniveaux qui sont à leur niveau..." (59)

"un bien public n'est jamais bien traité. Il faut que la population considère comme leur bien ces ouvrages, il faut leur laisser le temps de s'en imprégner ; comparativement on pourrait dire que tel secteur entretient bien ses caniveaux, tel autre le fait moins..." (66)

"l'entretien revient à la population et les réparations dans une certaine mesure; les grandes réparations sont réservées à l'Etat" (79)

"pour l'entretien , l'Etat n'intervient plus . Pour se faire il doit y avoir une association et un système de contrôle" (C1)

"l'entretien incombe aux riverains mais quand il y a réparation, si la personne qui habite à côté a de l'argent elle peut se débrouiller pour réparer ; dans le cas contraire il ne sera jamais réparé si l'Etat n'intervient pas" (C2)

"l'Etat peut prendre des gens de chaque secteur et nous faire payer nous riverains pour leur salaire "(C3)

"ce caniveau par exemple a été construit par la Banque Mondiale. Au constructeur de l'entretenir. Je dis ça parce que je sais que quelqu'un d'autre ne le fera pas" (C5)

"j'achèterai même du ciment pour arranger; si j'ai pu creuser sans l'aide de l'Etat c'est pas le nettoyage et les réparations que je ne pourrai pas" (C10)

"si l'Etat ne peut pas le faire tout seul il peut nous faire payer quelque chose, ne serait-ce que sous forme de taxe" (C16)

"cela dépend de la grandeur des dépenses; il y en aura qui seront à notre charge mais il y en aura pour lesquelles l'Etat devrait intervenir "(C26)

"c'est à l'Etat d'endosser tout ça. Ce que la population peut faire à la rigueur c'est d'empêcher qu'on jette des ordures dedans; ça aussi il y a des gens qui diront que ça n'appartient à personne" (C28)

Votre ménage est-il disposé à participer financièrement directement pour la réalisation de ces tâches?

" nous allons travailler si nécessaire mais donner de l' argent, non" (1)

" c'est le travail du gouvernement" (2)

"si j' en ai (de l' argent) mais je préférerais travailler que payer (7)

" je suis vieille et je n'ai pas d' argent , je ne peux pas forcer les enfants à faire l' une ou l' autre chose" (9)

" ce n' est pas sûr " (10)

" non, vraiment les moyens manquent" (12)

" je suis chômeur, contribuer sous forme de travail si nécessaire"(13)

"oui, 100 fcfa /semaine(pour des tâches ponctuelles), 1000 fcfa /mois (pour des tâches à exécuter régulièrement"(17)

"si nous n'avons pas l' argent nous fournirons du travail" (19)

" j' amène mes ordures dans le bac et je paie les taxes" (23)

" c'est selon le coût du projet (2000fcfa pour des actions ponctuelles et 500 fcfa pour des tâches à exécuter régulièrement" (24)

"oui, 10000 fcfa pour des actions ponctuelles , 1000 fcfa par mois pour des tâches régulières" (25)

"oui, 2000 fcfa pour des actions ponctuelles , 1000 fcfa par mois pour des tâches régulières" (26 bis)

" si je dis oui, j'ai menti" (49)

"les gens sont habitués à jeter les ordures sans payer ils ne savent pas qu'il faut payer" (52)

"dans le domaine de l'argent c'est difficile" (56)

"oui, mais que ce ne soit pas comme l'argent des taxes de balayage qui ne sert à rien" (69)

"non, mais si on doit le faire, on sera obligé d'obéir" (69)

"si les autres participent financièrement nous ferons de même" (73)

"l'Etat a de grands moyens; il recouvre les taxes; il a de l'argent" (81)

"pour les hommes je ne sais pas; mais pour les femmes si la somme n'est pas élevée elles vont participer. Je ne peux pas donner un chiffre" (82)

"il faut que la population participe ; c'est normal il ne faut pas qu'on lui fasse cadeau de tout " (83)

"si ça rentre dans le domaine de l'argent il faut une intervention de l' Etat , je ne sais pas si la population a les moyens de prendre en charge financièrement l'assainissement de son cadre de vie" (87)

"normalement les gens doivent accepter (de payer); le défaut c'est l'Etat. Avant on payait des impôts forfaitaires. Il suffit que l' Etat institue un impôt ou une taxe que chacun est tenu de payer" (C3)

"est ce que le peuple a les moyens pour réparer les caniveaux? Si ce n'est pas parce que c'est toi, je n'allais même pas m'asseoir pour t'écouter" (C 4)

"nous avons tellement cotisé et certaines cotisations sont dites de volonté mais le contraire démontre que c'était la force utilisée sous une autre forme" (C17)

"je suis pour le principe des prélèvements et que cela intéresse tous les citoyens. Si je dois déjà pour les ordures, je pourrai supporter 1000fcfa ou 2000fcfa" (C21)

ORGANISATION PROPOSEE

"il faut créer un comité d'assainissement dans chaque secteur et sous secteur qui jouera le rôle de superviseur" (C3)

Pour la construction des ouvrages

"la population peut creuser et l'Etat construit, maçonner" (C2)

"la population pourrait s'entendre et prendre des gens pour creuser. On pourrait cotiser pour payer ces gens. Le quartier est assez grand et je pense que si tout le monde cotise on pourrait acheter aussi les matériaux "(C22)

Pour le ramassage des ordures ménagères

" l'abonnement est la meilleure solution" (C18)

"mettre un bureau sur place avec un véhicule qui ramassera les ordures tous les matins ou encore construire une bicoque pour les ordures et mettre quelques gens à côté pour rassembler les ordures qui s'éparpillent au moment du ramassage"(C23)

"peut être une organisation pour ceux qui sont éloignés du bac parce qu'il y a souvent des accidents (chez les enfants ou les vieilles qui doivent traverser l'Avenue Coulibaly pour aller jusqu'au bac du Moro Naba" (C26)

Pour le nettoyage des rues et caniveaux

"une fois par semaine on se retrouve pour nettoyer les caniveaux, surtout les femmes, par rue" (C1)

"pour le nettoyage il faut des travaux d'intérêt commun" (C6)

"si on arrive à mettre en place une organisation efficace pour la construction du caniveau on mettra en place cette même organisation pour son nettoyage" (C12)

"une organisation collective serait difficile parce que les gens ont des occupations diverses. Je pense que le mieux est que le travail soit fait individuellement et par devanture; cela va inciter les paresseux à imiter les autres" (C12)

"il y a le chômage, pourquoi ne pas recruter les gens pour ce travail et négocier les fonds avec nos partenaires" (C17)

"on peut faire par groupe; chaque semaine tel groupe balaie jusqu'à un certain niveau, un autre groupe à ce niveau et ainsi de suite jusqu'au bout de la rue" (C20)

"il peut y avoir une organisation par rue avec des amendes pour les infractions; on se voit entre voisins et on s'entend pour le faire collectivement"(C26)

Pour l'entretien et les réparations des caniveaux

"s'il y a une réparation à faire pour un caniveau au niveau d' une rue, ce sont les gens de cette rue qui doivent cotiser et prendre un maçon pour réparer le caniveau" (C1)

"on pourrait dès la construction du caniveau commencer à cotiser pour les éventuelles réparations" (C12)

"j'avais parlé de taxes mais ça peut venir de la population. Tout dépend de l'organisation. La population peut par exemple prendre une équipe de 20 personnes qui fera le travail sur une année et ensuite on relaie et chacun pourra donner 25 fca par jour ou par mois pour donner aux 20 personnes"(C18)

"choisir un responsable de l'entretien qui réunit chaque mois ou chaque année les gens pour récolter des fonds pour les réparations et l'entretien" (C20)

"on pourrait prendre quelqu'un, le responsabiliser et si possible le payer pour qu'il s'occupe de la surveillance" (C28)

"c'est une affaire de groupe. En cas de réparation on doit se retrouver entre intéressés pour les refaire. Seulement il y en aura qui ne seront pas d'accord et c'est ça le problème" (C27)

ANNEXE 3

Répertoire des textes juridiques recueillis

Zatu n°An VII 010/ FP/PRES portant organisation et modalités de l' administration du territoire du Burkina Faso du 12/10/1089

Ordonnance N° 91- 0048 /PRES portant organisation de l' Administration du Territoire au Burkina Faso durant la période transitoire du 7/8/1991

Note de service N° An V 513 /FP/MAT/PKAD/HC/DA portant organisation des services du Haut Commissariat du Kadiogo du 3/7/1988

Kiti N° An VI 0315 /FP/MAT portant réorganisation et statut particulier de la province du Kadiogo du 6/7/1989 (modifié par Arrêté 91-282)

Raabo N°An VIII 0015 /FP/MAT/PKAD/HC/G/DA/SAG portant organisation , fonctionnement et attributions des services de Mairie de la Province du Kadiogo du 18/10/1990

Arrêté conjoint N° 91-282 /MAT/MFP portant fonctionnement de la Délégation de la Province du Kadiogo du 11/12/1991

Zatu N° An VIII 0039 Bis /FP/PRES portant réorganisation agraire et foncière du 4/6/1991 (Livre III- Du régime de l' eau, des forêts , de la faune, des pêches, des substances minières , des carrières, des pollutions et nuisances diverses)

Raabo N° C 000006 An VI/FP/EAU/SANTE/EQUIP/MET portant réglementation de l' assainissement individuel pour le traitement et l' élimination des eaux usées domestiques du 14/6/1989

Raabo N° ? 000009/An VI/FP/EAU/SAC portant définition des normes de potabilité de l' eau du 9/2/1990

Arrêtés municipaux N°3/CO du 25 /3/1960, N°12/CO du 25/7/1960, N°34/CO du 1/1/1963

Code Pénal (1984) - Livre Quatrième , Contravention de police et peines.

Kiti N°An V 0332/FP/MET portant création de l' Office National des Services d' Entretien , de Nettoyage et d' Embellissement (ONASENE) du 3/8/1988 (modifié par Kiti N° An VI 0360/FP/MET)

Kiti N° 033/FP/MET portant approbation des statuts particuliers de l' ONASENE du 3/8/1988

Kiti N° An VI 0360/FP/MET du 3/8/1989

Décision N° 0003/ONEA/DG/84 portant organisation de l' Office National de l'Eau et de l' Assainissement du 22/10/1984

Décret N°85-367/CNR/PRES/EAUportant création de l' Office National de l'Eau et de l' Assainissement (ONEA) du 22/7/1985

Décret N°85-388/CNR/PRES/EAU portant approbation du Statut de l' Office National de l'Eau et de l' Assainissement du 22/7/1985

Raabo Interministériel N°69/REFI/EAU portant création des frais pour services rendus assainissement du 17/10/1985

Décret N° 92-214 /PRES/PM/SA.S.F portant organisation du Ministère de la Santé, de l' Action Sociale et de la Famille du 24/8/1992

Arrêté N°134/SAN/-AS-F:SG portant création et organisation des Centres Régionaux d' Education pour la Santé et l' Assainissement (CRESA) du 8/10/1991

Raabo N° An VII 0003/FP/EAU/MESSRS/EQUIP/MET/SAN-AS/MIC/MEBAM/MAT/PLAN-COOP portant création , attribution , organisation et fonctionnement de l' Antenne Nationale du CREPA du Burkina Faso du 11/10/1990

Arrêté N°...../MET/ONASENE portant agrément pour l' exercice de l' activité de nettoyage, de collecte, d' évacuation des ordures et déchets

Décision N°...../MET/SN/ONASENE portant agrément pour l' activité de vidanges des latrines et fosses septiques

Cahier des charges pour les vidangeurs de latrines et fosses septiques

Cahier des charges pour le nettoyage, la collecte et l' évacuation des ordures

Cahier des charges pour la collecte et l' évacuation des ordures et l' entretien des locaux à usage industriel, commercial ou d' habitation

ANNEXE 4

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Mr V.Dabilgou	Chef	Division Economique
Mr S.A. Nignan	Responsable	C.A.D.
Mr S.Miller		B.I.T. (Genève)
Mme V. Tobin		UNICEF (New York)
Mr Bayili	Vice Président	A.N.G.D.B.
Mme N. Crespin Mr S. Bertin	Volontaires/ Projet Sect.23	A.F.V.P. A.F.V.P.
Mr Long	Responsable	ADRA
Mr Idani Mr Korsaga	Directeur Ingenieur	Faso Baara Faso Baara
Mr Werchota Mr Witting		ONEA/G. T.Z. ONEA/G. T.Z.
	Maire	Mairie de Nongr- Maason
Mme Sanfo	Maire	Mairie de Bogodogo
Mr Y.L. Congo	Secrét. Général	Mairie de Sig Nonghin
Comité		A. V.P.A.
Mme M. Ouedraogo	Maire a.i	Mairie de Baskuy
Mme M.T. Ouedraogo	Maire	Mairie de Boumiougou
Mr Nikiema	Responsable	PSTP
Mr Imschot	Consultant	B.I.T.
Mr Lougue Kou	Artiste	D.E.S.A
Mr J.B. Ouedraogo	Anthropologue	C.N.R.S.T.
Mr C. Toure Mr H. Ouedraogo Mr Djakpassou	Directeur Sociologue Ingénieur Sanit.	CREPA Régional CREPA Régional CREPA Régional
Mr R.M. Tapsoba	Président	ECOFA
Mme Belemsagah	Directrice	2° Projet de Développement Urbain
Mme Messina Mme Maïga	Assistante Tec.	Projet Palu (Direction Provinciale) Projet Palu (Direction Provinciale)